

보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률

국	가	프랑스
원	법	Loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé(1)
제	정	2019.07.24 Loi no. 2019-774
수	록	보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률, pp.1-199
발	행	서울 : 국회도서관, 2020

이 번역문은 외국 법률의 해석이나 이해를 돕기 위한 자료이며, 법적 효력이 없습니다.

LOI n° 2019-774 du 24 juillet
2019 relative à l'organisation et
à la transformation du système
de santé (1)

NOR: SSAX1900401L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont
adopté, Le Président de la République
promulgue la loi dont la teneur suit :

Titre Ier : DÉCLOISONNER LES
PARCOURS DE FORMATION ET
LES CARRIÈRES DES
PROFESSIONNELS DE SANTÉ

Chapitre Ier : Réformer les études en
santé et renforcer la formation tout
au long de la vie

Article 1

I. -L'article L. 631-1 du code de
l'éducation est ainsi rédigé :

« Art. L. 631-1.-I.-Les formations de
médecine, de pharmacie, d'odontologie et de
maïeutique relèvent, par dérogation à
l'article L. 611-1, de l'autorité ou du
contrôle des ministres chargés de
l'enseignement supérieur et de la santé et
donnent lieu à la délivrance de diplômes au
nom de l'Etat. Ces formations permettent
l'orientation progressive de l'étudiant vers
la filière la plus adaptée à ses

보건의료시스템의 조직 및 전환
에 관한 2019년 7월 24일 제
2019-774호 법률

대통령은 하원과 상원에서 채택된 다음과 같
은 내용의 법률을 공포한다.

제I편 보건의료인의 교육과정 및 경력
에서의 장벽 철폐

제I장 보건의료 연구 부문의 개혁 및
평생직업교육 강화

제1조

I. 「교육법전」 제L631-1조를 다음과 같이
작성한다.

« 제L631-1조 I. 의학·약학·치의학·산과학
교육과정은 제L611-1조의 규정에도 불구하
고 고등교육·보건 관련 주무부처 장관의 권
한이나 관리·감독 영역에 속하며 국가 졸업
장의 발급 대상이다. 이러한 교육과정은 학
생들이 자신의 전문지식, 능력, 학업계획 및
적성에 가장 부합하는 분야로의 진로선택을
단계적으로 할 수 있게 할 뿐만 아니라 공유
및 연계된 전문 실무능력을 쌓기 위한 다학
제 간 공통교육과정을 조직할 수 있게 한다.

connaissances, ses compétences, son projet d'études et ses aptitudes ainsi que l'organisation d'enseignements communs entre plusieurs filières pour favoriser l'acquisition de pratiques professionnelles partagées et coordonnées. Par leur organisation, elles favorisent la répartition équilibrée des futurs professionnels sur le territoire au regard des besoins de santé.

« Les capacités d'accueil des formations en deuxième et troisième années de premier cycle sont déterminées annuellement par les universités. Pour déterminer ces capacités d'accueil, chaque université prend en compte les objectifs pluriannuels d'admission en première année du deuxième cycle de ces formations. Ces objectifs pluriannuels, qui tiennent compte des capacités de formation et des besoins de santé du territoire, sont arrêtés par l'université sur avis conforme de l'agence régionale de santé ou des agences régionales de santé concernées. L'agence régionale de santé ou les agences régionales de santé consultent, au préalable, la conférence régionale de la santé et de l'autonomie ou les conférences régionales de la santé et de l'autonomie concernées. Les objectifs pluriannuels d'admission en première année du deuxième cycle sont définis au regard d'objectifs nationaux pluriannuels relatifs au nombre de professionnels à former établis par l'Etat pour répondre aux besoins du système de santé, réduire les inégalités territoriales

이와 같이 조직된 교육과정은 보건의료 수요의 관점에서 미래 보건의료인의 지역별 균형 잡힌 분배를 가능하게 한다.

« 대학은 제1기 교육과정의 2·3년차 입학정원을 매년 결정한다. 각 대학은 입학정원 결정 시에 제2기 교육과정의 1년차 입학정원에 관한 다년간 목표치를 고려하여야 한다. 교육과정별 허용 입학정원과 지역 보건의료 수요를 고려한 입학정원 다년간 목표치는 한 곳 이상의 해당 레지옹보건청의 적합의견에 따라 각 대학이 결정한다. 한 곳 이상의 해당 레지옹보건청은 한 곳 이상의 해당 레지옹보건자치회의와 사전에 협의한다. 제2기 교육과정의 1년차 입학정원에 관한 다년간 목표치는 보건의료시스템 수요를 충족하고 의료 접근성에 대한 지역 간 불균형을 해소하며 학생들이 보건의료인으로 편입될 수 있도록 국가의 보건의료인 양성 교육과정 정원에 관한 다년간 국가목표치의 관점에서 설정되어야 한다.

d'accès aux soins et permettre l'insertion professionnelle des étudiants.

« L'admission en deuxième ou en troisième année du premier cycle des formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique est subordonnée à la validation d'un parcours de formation antérieur dans l'enseignement supérieur et à la réussite à des épreuves, qui sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

« Des candidats, justifiant notamment de certains grades, titres ou diplômes, ainsi que des étudiants engagés dans les formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie ou de maïeutique et souhaitant se réorienter dans une filière différente de leur filière d'origine, peuvent être admis en deuxième ou en troisième année du premier cycle des formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique, selon des modalités déterminées par décret en Conseil d'Etat.

« Ces modalités d'admission garantissent la diversité des parcours des étudiants.

« Tout étudiant ayant validé le premier cycle des formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique est admis en deuxième cycle de ces mêmes formations dans la même université. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles des candidats ayant validé le premier cycle de ces mêmes formations dans une autre université ou des

« 의학·약학·치의학·산과학 제1기 교육과정의 2년차 또는 3년차로의 입학은 국참사원령으로 정하는 기존의 고등교육과정 이수에 따른 고등교육과정 인정과 시험 통과 여부로 결정된다.

« 특정 학위, 자격 또는 졸업장 취득 사실을 증명할 수 있는 지원자와 처음의 전공 분야와는 다른 분야로 진로를 변경하고자 의학·약학·치의학 또는 산과학 교육과정에 입학을 지원한 학생은 국참사원령에서 정하는 방식에 따라 의학·약학·치의학·산과학 제1기 교육과정의 2년차 또는 3년차로 편입할 수 있다.

« 이러한 편입허가는 학생들에 대한 교육과정 선택의 다양성을 보장하기 위함이다.

« 의학·약학·치의학·산과학 제1기 교육과정에 입학을 인정받은 모든 학생은 같은 대학에서 같은 교육을 제공하는 제2기 교육과정으로 진급할 수 있다. 다른 대학에서 같은 교육으로 제1기 교육과정의 이수를 인정받은 지원자 또는 같은 교육으로 특정 외국 학위, 자격 또는 졸업장 취득 사실을 증명할 수 있는 지원자가 제2기 교육과정에 편입할

candidats justifiant de certains grades, titres ou diplômes étrangers de ces mêmes formations peuvent également être admis en deuxième cycle.

« II. – Un décret en Conseil d'Etat détermine :

« 1° La nature des parcours de formation ainsi que les grades, titres et diplômes permettant d'accéder en deuxième ou, selon les cas, en troisième année du premier cycle des formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie ou de maïeutique ;

« 2° Les conditions et modalités d'admission ou de réorientation en deuxième ou troisième année du premier cycle des formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie ou de maïeutique ;

« 3° Les modalités de définition des objectifs nationaux pluriannuels mentionnés au I ;

« 4° Les modalités de définition d'objectifs de diversification des voies d'accès à la deuxième ou la troisième année du premier cycle des formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie ou de maïeutique ;

« 5° Les modalités d'évaluation des étudiants et les conditions de délivrance des diplômes ;

« 6° Les modalités de fixation du nombre d'élèves des écoles du service de santé des armées pouvant être accueillis en deuxième

수 있는 조건은 국참사원령으로 정한다.

« II. 다음 각 호의 사항은 국참사원령으로 정한다.

« 1° 의학·약학·치의학 또는 산과학 제1기 교육과정의 2년차 또는 경우에 따라 3년차에 등록할 수 있는 학과의 종류 및 그 학위, 자격 또는 졸업장

« 2° 의학·약학·치의학 또는 산과학 제1기 교육과정의 2년차 또는 3년차로 진급하거나 진로를 변경하는 조건 및 방식

« 3° 제I항에 따른 다년간 국가목표치를 정의하는 방식

« 4° 의학·약학·치의학 또는 산과학 제1기 교육과정의 2년차 또는 3년차에 등록하기 위한 접근경로 다변화 목표를 정의하는 방식

« 5° 학생을 평가하고 졸업장을 발급하는 방식

« 6° 의학·약학·치의학 제1기 교육과정의 2·3년차로 편입할 수 있는 군보건의료사관학교 생도의 정원을 정하고 이들을 대학별로

et troisième année de premier cycle des formations de médecine, de pharmacie et d'odontologie et leur répartition par université ;

« 7° Les modalités de fixation des objectifs d'admission en première année du deuxième cycle des formations de médecine, de pharmacie et d'odontologie des élèves des écoles du service de santé des armées et leur répartition par université ainsi que les conditions dans lesquelles ces nombres sont pris en compte par les universités et les agences régionales de santé pour la détermination des objectifs d'admission en première année du deuxième cycle des formations de médecine, de pharmacie et d'odontologie ;

« 8° Les conditions et modalités d'accès dans les formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique pour les titulaires d'un diplôme d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, de la Confédération suisse ou de la Principauté d'Andorre ;

« 9° Les conditions et modalités d'accès dans les formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique pour les titulaires d'un diplôme des pays autres que ceux cités au 8° du présent II ;

« 10° Les conditions dans lesquelles les titulaires d'un diplôme sanctionnant des études de santé validé à l'étranger

배정하는 방식

« 7° 군보건의료사관학교 생도의 의학·약학·치의학 제2기 교육과정의 1년차 편입을 위한 학생정원 목표치를 정하고 이들을 대학별로 배정하는 방식. 이러한 학생정원에 대한 검토는 의학·약학·치의학 제2기 교육과정의 1년차 학생정원 목표치를 결정하기 위하여 대학과 레지옹보건의청이 수행한다.

« 8° 유럽연합 회원국, 유럽경제지역협정 조인국, 스위스연방 또는 안도라공국의 졸업장 취득자가 의학·약학·치의학·산과학 교육과정에 입학할 수 있는 조건 및 방식

« 9° 이 제II항제8호에 명시된 국가 이외의 국가에서 졸업장을 취득한 학생이 의학·약학·치의학·산과학 교육과정에 입학할 수 있는 조건 및 방식

10° 외국에서 인정받은 보건의료 관련 학력을 증명하는 졸업장 취득자가 그에 준하는 프랑스 졸업장 취득에 지원할 수 있는 조건.

permettant d'exercer dans le pays de délivrance peuvent postuler aux diplômes français correspondants. »

II. -L'article L. 631-2 du code de l'éducation est abrogé.

III. -L'article 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche est ainsi rédigé :

« Art. 39.-L'Etat peut, à titre expérimental et pour une durée de six ans à compter de la rentrée universitaire 2020, autoriser l'organisation des formations relevant du titre III du livre VI du code de l'éducation selon des modalités permettant de renforcer les échanges entre les formations, la mise en place d'enseignements en commun et l'accès à la formation par la recherche.

« Les conditions de mise en oeuvre du premier alinéa du présent article sont définies par voie réglementaire. Elles précisent notamment les conditions d'évaluation des expérimentations en vue d'une éventuelle généralisation.

« Au cours de la sixième année de l'expérimentation, les ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé présentent au Parlement un rapport d'évaluation des expérimentations menées au titre du présent article. »

IV. -Le second alinéa de l'article L. 632-1 du code de l'éducation est ainsi modifié :

이 졸업장은 발급 국가에서 여전히 유효한 것이어야 한다. »

II. 「교육법전」 제L631-2조를 폐지한다.

III. 「고등교육연구에 관한 2013년 7월 22일 제2013-660호 법률」 제39조를 다음과 같이 작성한다.

« 제39조 국가는 교육과정 간의 교환, 공통 교육과정 설치 및 연구활동과 연계된 교육과정에 대한 접근성을 강화하는 방식으로 2020학년도 대학 개강일부터 6년 동안 「교육법전」 제VI권제III편에 속하는 교육과정 편성을 시범적으로 허가할 수 있다.

« 이 조 제1문단을 실행하는 조건은 규정으로 정한다. 그 확대 가능성을 목적으로 한 시범운영의 평가조건을 비롯한 실행조건은 규정으로 명시한다.

« 시범운영 6년차가 되는 연도에 고등교육·보건 관련 주무부처 장관은 이 조에 따라 진행된 시범운영 평가보고서를 의회에 제출한다. »

IV. 「교육법전」 제L632-1조제2문단을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° A la fin de la première phrase, les mots :
« arrêtés du ministre chargé de
l'enseignement supérieur et du ministre
chargé de la santé » sont remplacés par le
mot : « décret » ;

2° La seconde phrase est supprimée.

V. -Le titre III du livre IV de la première
partie du code de la santé publique est ainsi
modifié :

1° Le I du 2° de l'article L. 1431-2 est
complété par les mots : « et se prononcent,
dans les conditions prévues par le code de
l'éducation, sur la détermination par les
universités des objectifs pluriannuels
d'admission en première année du deuxième
cycle des études de médecine, de
pharmacie, d'odontologie et de maïeutique
» ;

2° Après la deuxième phrase du troisième
alinéa de l'article L. 1432-4, est insérée
une phrase ainsi rédigée : « Elle est
consultée dans les conditions prévues au
deuxième alinéa du I de l'article L. 631-1
du code de l'éducation. »

VI. -Au 3° du V de l'article L. 612-3 du
code de l'éducation, les mots : « ou à une
première année commune aux études de
santé » sont supprimés.

VII. -Les I, II et III sont applicables à
compter de la rentrée universitaire 2020.

Les étudiants ayant suivi soit une première

1° 제1문 끝 부분 중 “소비 관련 주무부처
장관과 보건 관련 주무부처 장관의 부령”을
“명령”으로 대체한다.

2° 제2문을 삭제한다.

V. 「공중보건법전」 제1부제IV권제III편을
다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L1431-2조제2호i목을 “및 대학은 의
학·약학·치의학·산과학 제2기 교육과정의 1
년차 입학정원에 관한 다년간 목표치의 결정을
「교육법전」에서 정하는 조건에 따라 발
표한다.”로 보완한다.

2° 제L1432-4조제3문단제2문 뒤에 다음의
문장을 삽입한다. « 「교육법전」 제
L631-1조제I항제2문단에서 정한 조건에 따
라 협의한다. »

VI. 「교육법전」 제L612-3조제V항제3호
중 “또는 보건의료학 1년차 공통과정에”를
삭제한다.

VII. 제I항, 제II항 및 제III항은 2020학년도
대학 개강일부터 적용한다.

이 법률이 공포되기 이전의 「교육법전」 제

année commune aux études de santé prévue à l'article L. 631-1 du code de l'éducation, soit une première année commune aux études de santé adaptée prévue au 1° bis de l'article 39 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, soit une à trois années d'un premier cycle universitaire adapté conduisant à un diplôme national de licence prévues au 2° du même article 39, avant la publication de la présente loi, et qui auraient eu, en application des dispositions antérieures à la présente loi, la possibilité de présenter pour la première ou la seconde fois leur candidature à l'accès en deuxième année des études médicales, pharmaceutiques, odontologiques ou maïeutiques conservent cette possibilité selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.

VIII. -Le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'évaluation de la réforme du premier cycle des études mentionnées à l'article L. 631-1 du code de l'éducation en 2021 et en 2023. Ce rapport porte notamment sur les informations apportées aux lycéens et aux étudiants concernant les modalités d'accès aux études de santé, le taux de succès des candidats selon la modalité d'accès et la diversité des profils d'étudiants admis dans les études médicales. Le rapport transmis en 2023 présente en outre une analyse de la réussite des étudiants à l'issue de leur premier

L631-1조에서 정한 보건의료학 제1기 교육과정의 1년차 공통과정 또는 「고등교육연구에 관한 2013년 7월 22일 제2013-660호 법률」 제39조제1호의2에서 정한 조정이 이루어진 보건의료학 1년차 공통과정 또는 같은 제39조제2호에서 정한 학사과정 국가 졸업장을 취득할 수 있도록 조정이 이루어진 대학에서 제1기 교육과정의 3년차를 수강한 학생으로서, 이 법률이 공포되기 이전의 규정에 따라 의학·약학·치의학 또는 산과학 제1기 교육과정의 2년차에 등록하기 위한 1회 또는 2회의 지원 자격이 있는 학생은 국채사원령으로 정하는 방식에 따라 그 자격이 유지된다.

VIII. 정부는 2012년과 2023년에 「교육법전」 제L631-1조에 따른 제1기 교육과정의 개혁에 관한 평가보고서를 의회에 제출한다. 평가보고서에는 보건의학 교육과정 입학과 관련하여 고등학생 및 대학생에게 제공되는 정보뿐만 아니라 의과대학에 입학한 학생들의 교육과정 지원방법 및 자격요건의 다양성에 따른 합격률 정보를 포함한다. 2023년에 제출되는 보고서에는 제1기 교육과정을 마친 학생들의 상급과정 진급에 관한 분석도 포함한다.

cycle.

Article 2

I. –L'article L. 632-2 du code de l'éducation est ainsi rédigé :

« Art. L. 632-2.-I.-Peuvent accéder au troisième cycle des études de médecine :

« 1° Les étudiants ayant validé le deuxième cycle des études de médecine en France ou les étudiants ayant validé une formation médicale de base au sens de l'article 24 de la directive 2005/36/ CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans un Etat membre de l'Union européenne, un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, la Confédération suisse ou la Principauté d'Andorre. L'admission est alors subordonnée à l'obtention d'une note minimale à des épreuves nationales permettant d'établir que l'étudiant a acquis les connaissances et compétences suffisantes au regard des exigences de la formation de troisième cycle ;

« 2° Les médecins en exercice.

« II.-Les étudiants de médecine générale réalisent au cours de la dernière année du troisième cycle de médecine au minimum un stage d'un semestre en pratique ambulatoire. Ce stage est réalisé, dans des lieux agréés, en priorité dans les zones

제2조

I. 「교육법전」 제L632-2조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L632-2조 I. 다음 각 호에 해당하는 사람은 의과대학 제3기 교육과정에 등록할 수 있다.

« 1° 프랑스에서 의과대학 제2기 교육과정을 이수한 학생이나 유럽연합 회원국, 유럽경제 지역협정 조인국, 스위스연방 또는 안도라공국에서 전문자격 인정에 관한 2005년 9월 7일 유럽 의회 및 이사회 지침 제2005/36/EC호 제24조에 따라 기초의학 교육과정을 이수한 학생. 의과대학 제3기 교육과정 입학은 국가시험 합격점에 해당하는 점수를 취득한 경우에 부여되며 국가시험은 학생들이 제3기 교육과정에 요구되는 전문지식 및 역량을 갖추었는지를 평가한다.

« 2° 현직 의사

« II. 일반의 과정의 학생은 의과대학 제3기 교육과정 마지막 학년차에 최소 1학기 동안 외래진료 수련과정을 이수하여야 한다. 수련과정은 「공중보건법전」 제L1434-4조제1호에 따른 지역 내 인가받은 시설에서 우선적으로 이루어진다. 수련과정은 자율적 감독

mentionnées au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique. Il est effectué sous un régime d'autonomie supervisée.

« Cette pratique ambulatoire peut être étendue par décret à d'autres spécialités à exercice majoritairement ambulatoire.

« III.—Un décret en Conseil d'Etat détermine :

« 1° Les modalités nationales d'organisation des épreuves de connaissances et de compétences mentionnées au 1° du I ;

« 2° Les conditions et modalités d'accès au troisième cycle des études de médecine pour les étudiants et professionnels mentionnés au même I ;

« 3° Les modalités d'organisation du troisième cycle des études de médecine et de réalisation de stages auprès de praticiens agréés—maîtres de stages des universités ;

« 4° Les modalités de répartition des postes ouverts aux étudiants accédant au troisième cycle des études de médecine par spécialité et par subdivision territoriale, compte tenu des capacités de formation et des besoins prévisionnels du système de santé en compétences médicales spécialisées ;

« 5° Les modalités d'affectation sur ces postes, par spécialité et centre hospitalier universitaire. L'affectation par subdivision territoriale et par spécialité des étudiants

체제로 이루어진다.

« 외래진료 수련은 명령에 따라 주로 외래진료로 진행되는 다른 전문과목으로 확대할 수 있다.

« III. 다음 각 호의 사항은 국참사원령으로 정한다.

« 1° 제I항제1호에 따른 전문지식 및 역량을 평가하기 위한 국가시험을 조직하는 방식

« 2° 같은 제I항에 따른 학생 및 보건의료인이 의과대학 제3기 교육과정에 입학할 수 있는 조건 및 방식

« 3° 의과대학 제3기 교육과정을 조직하고 의과대학 수련과정의 정식 지도교수에게 수련을 받는 방식

« 4° 교육과정 허용 입학정원과 전문의료 역량을 갖춘 보건의료시스템의 예비 수요를 고려하여 전문과목과 지역별로 의과대학 제3기 교육과정에 입학한 학생에게 제공되는 수련장소의 분배방식

« 5° 전문과목별, 대학병원별로 수련장소를 배치하는 방식. 이 조 제I항제1호에 따른 국가시험의 요건을 충족한 학생을 지역별 및 전문과목별로 의료시설에 배치하는 경우에

ayant satisfait aux exigences des épreuves mentionnées au 1° dudit I s'effectue selon des modalités prenant en compte les résultats aux épreuves mentionnées au même 1° ainsi que le parcours de formation, le projet professionnel des étudiants et, le cas échéant, leur situation de handicap ;

« 6° Les modalités de changement d'orientation ;

« 7° Les modalités d'établissement de la liste des postes mentionnés au 4° du présent III permettant une adéquation optimale entre le nombre de ces postes et le nombre de postes effectivement pourvus ;

« 8° Les modalités de mise en oeuvre de l'autonomie supervisée en pratique ambulatoire et les conditions de la supervision. »

II. -L'article L. 632-3 du code de l'éducation est ainsi rétabli :

« Art. L. 632-3.-Les postes ouverts aux élèves médecins des écoles du service de santé des armées par subdivision territoriale et par spécialité sont inscrits sur une liste établie, en fonction des besoins des armées, par arrêté du ministre de la défense et des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles ces postes sont répartis entre ces élèves. »

같은 제1호에 따른 시험 결과와 교육과정, 학생의 진로계획 및 장애요인이 고려되어야 한다.

« 6° 진로변경 방식

« 7° 필요한 수련장소의 수와 실질적으로 제공될 수 있는 수련장소의 수 간의 격차를 최대한 좁히는 것을 목적으로 한 이 제III항제 4호에 따른 수련장소 목록을 작성하는 방식

« 8° 외래진료의 수련과정에 대한 감독을 자율적으로 수행하는 방식 및 감독조건 »

II. 「교육법전」 제L632-3조를 다음과 같이 정정한다.

« 제L632-3조 지역구획별, 전문과목별로 군보건의료사관학교 생도에게 배정될 수 있는 수련장소는 군대의 수요에 따라 국방부와 고등교육·보건 관련 주무부처의 부령으로 수립된 목록에 등록한다. »

III. -Le 1° de l'article L. 632-12 du code de l'éducation est abrogé.

IV. -Le titre VIII du livre VI du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° L'article L. 681-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les références : « L. 612-1 à L. 612-7 » sont remplacées par les références : « L. 612-1 à L. 612-2, L. 612-3-1 à L. 612-7 », la référence : « L. 632-1 à » est remplacée par la référence : « L. 632-4 et » et les références : « L. 631-1, » et « L. 632-12, » sont supprimées ;

b) Après le même premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sont applicables dans les îles Wallis et Futuna, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, les articles L. 612-3, L. 631-1, L. 632-1 à L. 632-3 et L. 632-12. » ;

2° L'article L. 683-1 est ainsi modifié :

a) Les références : « L. 612-1 à L. 612-7 » sont remplacées par les références : « L. 612-1 à L. 612-2, L. 612-3-1 à L. 612-7 », la référence : « L. 632-1 à » est remplacée par la référence : « L. 632-4 et » et les références : « L. 631-1, » et « L.

III. 「교육법전」 제L632-12조제1호를 폐지한다.

IV. 「교육법전」 제VI권제VIII편을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L681-1조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단 중 “제L612-1조부터 제L612-7조까지”를 “제L612-1조부터 제L612-2조까지, 제L612-3-1조부터 제L612-7조까지”로 교체하고 “제L632-1조부터”를 “제L632-4조 및”으로 교체하며 “제L631-1조,” 및 “제L632-12조,”를 삭제한다.

b) 같은 제1문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」에 근거하여 작성된 제L612-3조, 제L631-1조, 제L632-1조부터 제L632-3조까지 및 제L632-12조는 왈리스 푸티나에 적용할 수 있다. »

2° 제L683-1조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) “제L612-1조부터 제L612-7조까지”를 “제L612-1조부터 제L612-2조까지, 제L612-3-1조부터 제L612-7조까지”로 교체하고 “제L632-1조부터”를 “제L632-4조 및”으로 교체하며 “제L631-1조,” 및 “제

632-12, » sont supprimées ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Sont applicables en Polynésie française, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, les articles L. 612-3, L. 631-1, L. 632-1 à L. 632-3 et L. 632-12. » ;

3° L'article L. 684-1 est ainsi modifié :

a) Les références : « L. 612-1 à L. 612-7 » sont remplacées par les références : « L. 612-1 à L. 612-2, L. 612-3-1 à L. 612-7 », la référence : « L. 632-1 à » est remplacée par la référence : « L. 632-4 et » et les références : « L. 631-1, » et « L. 632-12, » sont supprimées ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Sont applicables en Nouvelle-Calédonie, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, les articles L. 612-3, L. 631-1, L. 632-1 à L. 632-3 et L. 632-12. » ;

4° L'article L. 681-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application des articles L. 631-1 et L. 633-3 à Wallis-et-Futuna, la référence

L632-12조,”를 삭제한다.

b) 다음의 한 문단을 추가한다.

« 「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」에 근거하여 작성된 제L612-3조, 제L631-1조, 제L632-1조부터 제L632-3조까지 및 제L632-12조는 프랑스령 폴리네시아에 적용할 수 있다. »

3° 제L684-1조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) “ 제L612-1조부터 제L612-7조까지 ”를 “ 제L612-1조부터 제L612-2조까지, 제L612-3-1조부터 제L612-7조까지”로 교체하고 “ 제L632-1조부터 ”를 “ 제L632-4조 및 ”으로 교체하며 “제L631-1조,” 및 “ 제L632-12조,”를 삭제한다.

b) 다음의 한 문단을 추가한다.

« 「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」에 근거하여 작성된 제L612-3조, 제L631-1조, 제L632-1조부터 제L632-3조까지 및 제L632-12조는 누벨칼레도니에 적용할 수 있다. »

4° 제L681-1조를 다음의 한 문단으로 보완한다.

« 프랑스령 왈리스 퓌티나에 제L631-1조 및 제L633-3조를 적용하는 경우 레지옹보

à l'agence régionale de santé est remplacée par la référence à l'agence de santé de Wallis-et-Futuna. » ;

5° L'article L. 683-2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application des articles L. 631-1 et L. 633-3 en Polynésie française, la référence à l'agence régionale de santé est remplacée par la référence à l'autorité compétente en matière de santé. » ;

6° L'article L. 684-2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application des articles L. 631-1 et L. 633-3 en Nouvelle-Calédonie, la référence à l'agence régionale de santé est remplacée par la référence à l'autorité compétente en matière de santé. »

V. -Au premier alinéa du III de l'article L. 713-4 du code de l'éducation, la référence : « deuxième alinéa » est remplacée par la référence : « 5° du III ».

VI. -L'article 39 de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités est abrogé.

VII. -A.-Les dispositions des I et II du présent article sont applicables aux étudiants accédant à la première année du deuxième cycle des études de médecine à compter de la rentrée universitaire 2020.

B.-Les modalités d'affectation en troisième

건청은 왈리스 푸티나 보건청으로 대체한다.
»

5° 제L683-2조를 다음의 한 문단으로 보완한다.

« 프랑스령 폴리네시아에 제L631-1조 및 제L633-3조를 적용하는 경우 레지옹보건청은 보건 부문 관할당국으로 대체한다. »

6° 제L684-2조를 다음의 한 문단으로 보완한다.

« 누벨칼레도니에 제L631-1조 및 제L633-3조를 적용하는 경우 레지옹보건청은 보건 부문 관할당국으로 대체한다. »

V. 「교육법전」 제L713-4조제III항제1문단 중 “제2문단”을 “제III항제5호”로 대체한다.

VI. 「대학의 자유와 책임에 관한 2007년 8월 10일 제2007-1199호 법률」 제39조를 폐지한다.

VII. A. 이 조 제I항과 제II항은 2020학년도 개강일부터 의과대학 제2기 교육과정의 1년 차에 등록한 학생에게 적용할 수 있다.

B. 2020학년도 개강일부터 2022학년도 개강

cycle des étudiants accédant à la première année du deuxième cycle des études de médecine de la rentrée universitaire 2020 à la rentrée universitaire 2022 sont précisées par décret.

VIII. – Les étudiants qui ne répondent pas aux conditions du I sans avoir épuisé, à l'issue de l'année universitaire 2021–2022, leurs possibilités de se présenter aux épreuves classantes nationales prévues par les dispositions antérieures à la présente loi peuvent accéder au troisième cycle des études médicales dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

IX. – Sont abrogés :

1° L'article 20 de la loi n° 2011–884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

2° Le III de l'article 125 de la loi n° 2013–660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche.

X. – Les dispositions prévues au premier alinéa du II de l'article L. 632–2 du code de l'éducation sont applicables aux étudiants en dernière année du troisième cycle à compter du 1er novembre 2021.

XI. – Le Gouvernement remet au Parlement en 2024 un rapport d'évaluation de la réforme du deuxième cycle des études de médecine résultant du présent article. Ce rapport porte notamment sur l'apport des nouvelles modalités d'évaluation des

일까지 의과대학 제2기 교육과정의 1년차에 등록한 학생을 제3기 교육과정에 배정하는 방식은 명령으로 정한다.

VIII. 2021–2022학년도가 지난 후, 이 법률이 공포되기 이전의 규정에서 정한 국가전공 분류시험에 응시할 수 있는 자격이 소멸하지는 않았지만 제I항의 조건을 충족하지 못하는 학생은 국참사원령으로 정하는 조건에 따라 의과대학 제3기 교육과정에 입학할 수 있다.

IX. 다음 각 호를 폐지한다.

1° 「기아나와 마르티니크 지방자치단체에 관한 2011년 7월 27일 제2011–884호 법률」 제20조

2° 「고등교육연구에 관한 2013년 7월 22일 제2013–660호 법률」 제125조제III항

X. 「교육법전」 제L632–2조제II항제1문단에 따른 규정은 2021년 11월 1일부터 제3기 교육과정 마지막 학년차에 등록된 학생에게 적용할 수 있다.

XI. 정부는 이 조에 따라 2024년에 시행될 의과대학 제2기 교육과정 개혁에 관한 평가보고서를 의회에 제출한다. 평가보고서에는 특히 학생들의 전문지식 및 역량에 대한 새로운 평가방식, 학생들의 단계적인 진로선택 과정, 진로계획 수립, 전문과목 및 배치 지

connaissances et des compétences des étudiants, sur le processus d'orientation progressive des étudiants, sur la construction de leur projet professionnel et le choix de leur spécialité et de leur subdivision territoriale d'affectation.

Article 3

L'article L. 632-1 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° La seconde phrase du premier alinéa est remplacée par trois phrases ainsi rédigées :
« Elles permettent aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires à l'exercice des activités de soins et de prévention dans différents territoires et selon différents modes d'exercice. Elles permettent la participation effective des étudiants à l'activité hospitalière. Elles favorisent la participation des patients dans les formations pratiques et théoriques. » ;

2° Après le même premier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Au cours des deuxième et troisième cycles, elles offrent aux étudiants la possibilité de participer à des programmes d'échanges internationaux.

« Le déploiement tout au long des études de médecine d'une offre de stage dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins, définies en application de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique,

est inclus dans le contenu de la formation.

제3조

「교육법전」 제L632-1조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1문단제2문을 다음의 세 문장으로 대체한다. « 의과대학의 이론 및 실기 교육은 학생들이 여러 지역에서 다양한 방법에 따라 이루어지는 진료 및 예방 활동을 수행하는데 필요한 역량을 높일 수 있게 한다. 이론 및 실기 교육은 학생들이 병원실무에 실질적으로 참여할 수 있게 하며 실기 및 이론 교육에서 환자의 참여를 촉진한다. »

2° 같은 제1문단 뒤에 다음 두 문단을 삽입한다.

« 의과대학의 이론 및 실기 교육은 제2기 및 제3기 교육과정 동안 학생들의 국제 교환프로그램 참여 가능성을 제공한다.

「공중보건법전」 제L1434-4조에 따라 정의되는 의료서비스가 불충분하거나 의료 접근성이 열악한 지역에서 수련을 진행하는 의과대학 교육과정 진행 상황에 대한 평가는 고등교육·보건 관련 주무부처 장관이 3년마다 수행한다. 이러한 평가보고서는 의회에

fait l'objet d'une évaluation tous les trois ans par les ministres chargés de la santé et de l'enseignement supérieur. Cette évaluation est transmise au Parlement. » ;

3° A la première phrase du second alinéa, après la référence : « L. 632-2 », sont insérés les mots : « du présent code ».

Article 4

L'article L. 4131-6 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Après les mots : « étudiants de », sont insérés les mots : « deuxième cycle et de » ;

2° Le mot : « générale » est supprimé ;

3° Les mots : « généralistes agréés » sont remplacés par les mots : « agréés-maîtres de stage des universités » ;

4° Est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les conditions de l'agrément des praticiens agréés-maîtres de stage des universités, qui comprennent une formation obligatoire auprès de l'université de leur choix ou de tout autre organisme habilité, sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Article 5

I. — Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi

제출한다. »

3° 제2문단제1문 중 “ 제L632-2조 ” 뒤에 “이 법전의”를 삽입한다.

제4조

「공중보건법전」 제L4131-6조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° “의 학생들” 뒤에 “제2기 교육과정과”를 삽입한다.

2° “일반적”을 삭제한다.

3° “정식 일반의”를 “의과대학 수련과정의 정식 지도교수”로 대체한다.

4° 다음의 한 문단을 추가한다.

« 선택한 대학 또는 그 밖의 승인된 기관에서 이루어지는 의무 교육과정을 비롯하여 의과대학 수련과정의 정식 지도교수에 대한 승인조건은 국참사원령으로 정한다. »

제5조

I. 헌법 제38조에서 정한 조건에 따라, 정부는 다음 각 호의 사항을 목적으로 의사·치과 의사·조산사·약사·간호사·물리치료사·족부의사의 직업활동 수행에 관한 모든 법적인 조

relative à l'exercice des professions de médecin, de chirurgien-dentiste, de sage-femme, de pharmacien, d'infirmier, de masseur-kinésithérapeute et de pédicure-podologue visant à :

1° Créer une procédure de certification indépendante de tout lien d'intérêt permettant, à échéances régulières au cours de la vie professionnelle, de garantir le maintien des compétences, la qualité des pratiques professionnelles, l'actualisation et le niveau des connaissances ;

2° Déterminer les professionnels concernés par cette procédure de certification, les conditions de sa mise en oeuvre et de son contrôle, les organismes qui en sont chargés, les conséquences de la méconnaissance de cette procédure ou de l'échec à celle-ci, ainsi que les voies de recours ouvertes à rencontre de ces conséquences.

II. - Les ordonnances prévues au I sont prises :

1° Dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi, pour celle relative à la profession de médecin ;

2° Dans un délai de deux ans à compter de la publication de la présente loi, pour celles relatives aux autres professions mentionnées au premier alinéa du même I.

Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois

chairs 법률명령으로 시행할 수 있다.

1° 직업활동 수행에서의 전문역량 유지, 의료서비스의 품질, 전문지식 향상 및 수준을 보장할 수 있고 모든 이해관계에서 독립적인 정기 인증절차를 신설한다.

2° 이러한 인증절차의 대상이 되는 보건의료인의 요건, 인증절차의 실행조건 및 관리·감독 방식과 인증을 담당하는 기관의 지정, 인증절차 위반 또는 인증실패에 따른 후속 조치, 해당 후속 조치에 대한 이의제기 방식을 결정한다.

II. 제I항에 따른 법률명령은 다음 각 호의 기간 내에 채택한다.

1° 의료직과 관련된 조치의 경우 이 법률을 공포한 날부터 1년 이내

2° 같은 제I항제1문단에 따른 직종 이외에 해당하는 경우 이 법률을 공포한 날부터 2년 이내

비준을 위한 법률안은 각 법률명령을 공포한

mois à compter de la publication de chaque ordonnance.

Article 6

Le cinquième alinéa de l'article L. 4311-15 du code de la santé publique est complété par une phrase ainsi rédigée : « Cette liste mentionne, le cas échéant, les titres de spécialités ou de pratiques avancées détenus par les professionnels. »

Article 7

Le 10° de l'article L. 1411-1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Après le mot : « initiale », sont insérés les mots : « et continue » ;

2° Le mot : « ultérieur » est supprimé.

Chapitre II : Faciliter les débuts de carrière et répondre aux enjeux des territoires

Article 8

I. -L'article L. 632-6 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Après le mot : « étudiants », sont insérés les mots : « de deuxième et troisième cycles des études de médecine ou d'odontologie et, de façon distincte, de praticiens à diplôme étranger hors Union européenne autorisés à poursuivre un

nal부터 3개월 이내에 의회에 상정한다.

제6조

「공중보건법전」 제L4311-15조제5문단을 다음의 한 문장으로 보완한다. « 이러한 목록에는 필요한 경우 보건의료인이 보유한 전문과목 또는 첨단의료기술 관련 자격증을 명시한다. »

제7조

「공중보건법전」 제L1411-1조제10호를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° “초기” 뒤에 “및 계속”을 삽입한다.

2° “후속”을 삭제한다.

제II장 직업활동의 진입장벽 철폐 및 지역의 의료수요 충족

제8조

I. 「교육법전」 제L632-6조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1문단을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) “학생들” 앞에 “ 「2007년도 사회보장제정에 관한 2006년 12월 21일 제2006-1640호 법률」 제83조제IV항의 적용 지역에 해당하거나 「공중보건법전」 제L4111-2조에 따라 의학과 또는 치의학과 의 전공심화과정을 계속해서 이어갈 수 있도록 허가받은 유

parcours de consolidation des compétences en médecine ou en odontologie soit dans le cadre du IV de l'article 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007, soit au titre de l'article L. 4111-2 du code de la santé publique » ;

b) Les mots : « , admis à poursuivre des études médicales à l'issue de la première année du premier cycle ou ultérieurement au cours de ces études, » sont supprimés ;

2° Après le même premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les candidatures à la signature d'un contrat d'engagement de service public sont classées dans la limite du nombre fixé au premier alinéa du présent article, selon des modalités fixées par voie réglementaire. » ;

3° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) A la première phrase, les mots : « étudiants et internes » sont remplacés par le mot : « signataires » ;

b) La même première phrase est complétée par les mots : « ou odontologiques ou de leur parcours de consolidation des compétences » ;

c) A la deuxième phrase, le mot : « étudiants » est remplacé par le mot : « signataires » ;

d) A la même deuxième phrase, le mot : «

럽연합 이외의 외국 졸업장을 취득한 보건의료인들과 이와 별개로 의학 또는 치의학 제2기 및 제3기 교육과정에 입학한"을 삽입한다.

b) “, 제1기 교육과정의 1년차를 마친 후 또는 그 과정 중에 의학 부문의 교육과정을 계속해서 이어갈 수 있도록 허가받은"을 삭제한다.

2° 같은 제1문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 공공서비스 고용계약을 체결한 지원자는 규정으로 정한 방식에 따라 이 조 제1문단에서 정한 정원의 한도 내에서 선발한다. »

3° 제2문단을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문 중 “학생들과 인턴들”을 “서명자들”로 대체한다.

b) 같은 제1문을 “또는 치의학과나 이러한 학과의 전공심화과정의”로 보완한다.

c) 제1문 중 “학생들”을 “서명자들”로 대체한다.

d) 같은 제2문 중 “제4”를 “제5”로 대체한

quatrième » est remplacé par le mot : « cinquième » ;

4° Le troisième alinéa est ainsi modifié :

a) Au début, les mots : « A l'issue des épreuves mentionnées à l'article L. 632-2 du présent code, » sont supprimés ;

b) Après le mot : « public », sont insérés les mots : « et réunissant les conditions pour accéder au troisième cycle » ;

c) Les mots : « un poste d'interne » sont remplacés par les mots : «, au regard des critères mentionnés au 5° du III du même article L. 632-2 du présent code, un poste » ;

5° La première phrase du quatrième alinéa est ainsi modifiée :

a) Au début, les mots : « Au cours de la dernière année de leurs études, » sont supprimés ;

b) Les mots : « internes ayant signé » sont remplacés par les mots : « signataires d' » ;

6° Après le même quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Afin de ne pas remettre en cause la réalisation des projets professionnels des signataires, précisés et consolidés au cours de leur formation, ou de leur parcours de consolidation des compétences, le Centre national de gestion peut maintenir sur la liste des lieux d'exercice des lieux qui

다.

4° 제3문단을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 시작 부분 중 “이 법전 제L632-2조에 따른 시험을 마친 후에,”를 삭제한다.

b) “공공” 뒤에 “및 제3기 교육과정에 진입하는 조건을 충족하는”을 삽입한다.

c) “인턴과정을 수행할 장소”를 “, 이 법전 제L632-2조제III항제5호에 따른 기준에 부합하는 장소”로 대체한다.

5° 제4문단제1문을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 시작 부분 중 “그들의 교육과정 마지막 학년차에,”를 삭제한다.

b) “서명한 인턴들”을 “의 서명자들”로 대체한다.

6° 같은 제4문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 그들의 교육과정 또는 전공심화과정 중에 구체화되고 보강된 서명자들의 진로계획 실현에 장애가 되지 않도록, 병원의료인력 국가관리센터는 목록을 발표하기 전 3년 동안 이 조 제5문단에서 정한 의료서비스 제공 및 접근성에 관한 조건을 충족하는 시설의

remplissaient les conditions relatives à l'offre et à l'accès aux soins fixées au cinquième alinéa du présent article, dans les trois ans précédant la publication de la liste.
» ;

7° Le cinquième alinéa est supprimé ;

8° L'avant-dernier alinéa est ainsi modifié :

a) A la première phrase, les mots : « médecins ou les étudiants ayant signé » sont remplacés par les mots : « signataires d' » ;

b) A la même première phrase, le mot : « deuxième » est remplacé par le mot : « troisième » ;

c) A la fin de la même première phrase, les mots : « dont le montant dégressif égale au plus les sommes perçues au titre de ce contrat ainsi qu'une pénalité » sont remplacés par les mots : « ainsi que d'une pénalité dont les modalités sont fixées par voie réglementaire » ;

d) Les deux dernières phrases sont supprimées.

II. -L'article L. 634-2 du code de l'éducation est abrogé.

III. -Au troisième alinéa du II de l'article L. 136-5 du code de la sécurité sociale, les références : «, L. 632-7 et L. 634-2 » sont remplacées par la référence : « et L.

수련장소 목록을 유지할 수 있다. »

7° 제5문단을 삭제한다.

8° 끝에서 두 번째 문단을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문 중 “서명한 의사들 또는 학생들”을 “의 서명자들”로 대체한다.

b) 같은 제1문 중 “제2”를 “제3”으로 대체한다.

c) 같은 제1문 끝 부분 중 “이 계약에 따라 받는 최대 금액에서 점진적으로 감액되는 액수의 벌금”을 “및 그 방식을 규정으로 정하는 벌금”으로 대체한다.

d) 마지막 두 문장을 삭제한다.

II. 「교육법전」 제L634-2조를 폐지한다.

III. 「사회보장법전」 제L136-5조제II항제3문단 중 “, 제L632-7조 및 제L634-2조”를 “및 제L632-7조”로 대체한다.

632-7 ».

IV. -Le 4° du I est applicable aux étudiants accédant à la première année du deuxième cycle des études de médecine ou d'odontologie à compter de la rentrée universitaire 2020 et, pour les praticiens à diplôme étranger hors Union européenne autorisés à poursuivre un parcours de consolidation des compétences en médecine ou en odontologie soit dans le cadre du IV de l'article 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007, soit au titre de l'article L. 4111-2 du code de la santé publique, à compter du 1er janvier 2020.

Article 9

Le 21° de l'article L. 162-5 du code de la sécurité sociale est ainsi rétabli :

« 21° Les conditions dans lesquelles les médecins participent à la réduction des inégalités territoriales dans l'accès aux soins ; ».

Article 10

I. -Le chapitre 1er du titre III du livre 1er de la quatrième partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° L'article L. 4131-2 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : «, soit à titre de remplaçant d'un médecin, soit

IV. 제I항제4호는 2020학년도 개강일부터 의학 또는 치의학 제2기 교육과정의 1년차에 등록한 학생들과 「2007년도 사회보장재정에 관한 2006년 12월 21일 제2006-1640호 법률」 제83조제IV항의 적용 지역에 해당하거나 2020년 1월 1일부터 「공중보건법전」 제L4111-2조에 따라 의학과 또는 치의학과와 전공심화과정을 계속해서 이어갈 수 있도록 허가받은 유럽연합 이외의 외국 졸업장을 취득한 보건의료인들에게 적용할 수 있다.

제9조

「사회보장법전」 제L162-5조제21호를 다음과 같이 정정한다.

« 21° 의사가 의료 접근성에 관한 지역적 불균형 해소에 참여하는 조건 »

제10조

I. 「공중보건법전」 제4부제I권제III편제I장을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L4131-2조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단 중 “, 데파르트망 지사령에서 인정하는 이례적 인구 유입의 경우 의사를 대

comme adjoint d'un médecin en cas d'afflux exceptionnel de population, constaté par un arrêté du représentant de l'Etat dans le département, » sont remplacés par les mots : « à titre de remplaçant d'un médecin » ;

b) A la fin du quatrième alinéa, les mots : « les services de l'Etat » sont remplacés par les mots : « l'agence régionale de santé » ;

2° Après le même article L. 4131-2, il est inséré un article L. 4131-2-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 4131-2-1.-Les personnes remplissant les conditions définies aux 1° et 2° de l'article L. 4131-2 peuvent être autorisées à exercer la médecine comme adjoint d'un médecin :

« 1° Dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins déterminées par arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé en application du 1° de l'article L. 1434-4 ;

« 2° En cas d'afflux saisonnier ou exceptionnel de population, constaté par un arrêté du représentant de l'Etat dans le département ;

« 3° Dans l'intérêt de la population, lorsqu'une carence ponctuelle est constatée dans l'offre de soins par le conseil départemental de l'ordre des médecins, le cas échéant sur proposition du maire de la

ceha는 자격 또는 의사보조사 자격으로,”를 “의사를 대체하는 자격으로”로 대체한다.

b) 제4문단 끝 부분 중 “정부부처”를 “레지옹보건청”으로 대체한다.

2° 같은 제L4131-2조 뒤에 다음의 제L4131-2-1조를 삽입한다.

« 제L4131-2-1조 제L4131-2조제1호와 제2호에서 정의한 조건을 충족하는 사람은 다음 각 호에 해당하는 특수 상황에서 의사보조사 자격으로 의료행위를 수행하도록 허가할 수 있다.

« 1° 제L1434-4조제1호에 따라 레지옹보건청장의 명령으로 정한 의료서비스가 불충분하거나 의료 접근성이 열악한 지역

« 2° 데파르트망 지사령에서 인정하는 계절적 또는 이례적 인구 유입의 경우

« 3° 데파르트망의사회가 경우에 따라 코뮌시장의 제안에 따라 일시적인 의료서비스 부족을 확인한 경우 지역주민의 이익을 목적으로

commune.

« Ces autorisations sont délivrées, pour une durée limitée, par le conseil départemental de l'ordre des médecins, qui en informe l'agence régionale de santé.

« Un décret, pris après avis du Conseil national de l'ordre des médecins, fixe les conditions d'application du présent article, notamment le niveau d'études exigé selon la qualification du praticien assisté ainsi que la durée maximale des autorisations, les modalités de leur délivrance et les conditions de leur prorogation. »

II. –Le chapitre 1er du titre II du livre IV de la quatrième partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° A l'article L. 4421-1, après la référence : « partie IV », sont insérés les mots : «, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé » ;

2° Le 1° de l'article L. 4421-1-3 est ainsi rédigé :

« 1° Pour l'application à Wallis-et-Futuna des articles L. 4131-2 et L. 4131-2-1 :

« a) Les références au représentant de l'Etat dans le département et au conseil départemental de l'ordre des médecins sont remplacées par la référence à

« 데파르트망의사회는 이러한 허가를 제한된 기간으로 부여하며 이 사실을 레지옹보건청에 통보한다.

« 보조사의 도움을 받는 보건의료인의 자격 인증에 따라 요구되는 학력 수준과 최대 허가 기간, 발급방식 및 갱신조건 등 이 조의 적용조건은 전국의학회의 의견을 들은 후에 제정되는 명령으로 정한다. »

II. 「공중보건법전」 제4부제IV권제II편제I장을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L4421-1조 중 “제4부” 뒤에 “, 「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」에 근거하여 작성된”을 삽입한다.

2° 제L4421-1-3조제1호를 다음과 같이 작성한다.

« 1° 제L4131-2조 및 제L4131-2-1조를 왈리스 푸티나에 적용하는 경우:

« a) 데파르트망 지사와 데파르트망의사회는 최고행정관으로 대체한다.

l'administrateur supérieur ;

« b) La référence à l'agence régionale de santé est remplacée par la référence à l'agence de santé ; »

3° Les 2° et 3° du même article L. 4421-1-3 sont abrogés.

III. -Le chapitre 1er du titre III du livre IV de la quatrième partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article L. 4431-1, après la référence : « présente partie », sont insérés les mots : «, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé » ;

2° Après l'article L. 4431-6, il est inséré un article L. 4431-6-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 4431-6-1. -Pour l'application dans les Terres australes et antarctiques françaises des articles L. 4131-2 et L. 4131-2-1, les références au représentant de l'Etat dans le département, au conseil départemental de l'ordre des médecins et à l'agence régionale de santé sont remplacées par la référence à l'administrateur supérieur. »

Article 11

L'article L. 1434-4 du code de la santé publique est ainsi modifié :

« b) 레지옹보건청은 보건청으로 대체한다. »

3° 같은 제L4421-1-3조제2호와 제3호를 폐지한다.

III. 「공중보건법전」 제4부제IV권제III편제I장을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L4431-1조제1문단 중 “이 부” 뒤에 “, 「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」에 근거하여 작성된”을 삽입한다.

2° 제L4431-6조 뒤에 다음의 제L4431-6-1조를 삽입한다.

« 제L4431-6-1조 제L4131-2조 및 제L4131-2-1조를 프랑스령 남부와 남극지역에 적용하는 경우 데파르트망 지사, 데파르트망의사회 및 레지옹보건청은 최고행정관으로 대체한다. »

제11조

「공중보건법전」 제L1434-4조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° Le 1° est complété par les mots : « , pour les professions de santé et pour les spécialités ou groupes de spécialités médicales pour lesquels des dispositifs d'aide sont prévus en application du 4° du I de l'article L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le directeur général de l'agence régionale de santé n'a pas déterminé les zones prévues au 1° du présent article pour une spécialité médicale, celles arrêtées pour la profession de médecin s'appliquent. »

Article 12

L'article L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Après le mot : « certificat », la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : « attestant le décès, établi par un médecin, en activité ou retraité, par un étudiant en cours de troisième cycle des études de médecine en France ou un praticien à diplôme étranger hors Union européenne autorisé à poursuivre un parcours de consolidation des compétences en médecine, dans des conditions fixées par décret pris après avis du Conseil national de l'ordre des médecins. » ;

2° Le deuxième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Ce décret détermine également les modalités d'établissement de

1° 제1호는 “ , 지원시스템이 「사회보장법전」 제L162-14-1조제I항제4호에 따라 규정된 보건의료인과 전문과목 또는 전문과목 그룹을 대상으로”로 보완한다.

2° 다음의 한 문단을 추가한다.

« 레지온보건청장이 전문과목에 대하여 이 조 제1호에서 규정한 지역을 결정하지 못한 경우 의료직종에 대하여 결정된 지역을 적용한다. »

제12조

「지방자치법전」 제L2223-42조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° “증명서” 뒤에 제1문단의 끝 부분을 다음과 같이 작성한다. « 프랑스 의과대학 제3기 교육과정에 있는 학생들 또는 전국의사회의 의견을 들은 후에 제정되는 명령으로 정한 조건에 따라 의학과와 전공심화과정을 계속해서 이어갈 수 있도록 허가받은 유럽연합 이외의 외국 졸업장을 취득한 보건의료인들이 현직 또는 퇴직 의사가 작성한 사망진단을 증명하는 »

2° 제2문단을 다음의 한 문장으로 보완한다. « 퇴직 의사가 증명서를 작성한 경우 해당 증명서를 작성하는 방식은 이 명령으로 정한

ce certificat lorsqu'il est établi par des médecins retraités. »

Chapitre III : Fluidifier les carrières entre la ville et l'hôpital pour davantage d'attractivité

Article 13

I. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi visant à adapter les conditions d'exercice et les dispositions relatives aux statuts des personnels mentionnés au titre V du livre 1er de la sixième partie du code de la santé publique, des personnels mentionnés à la section 3 du chapitre II du titre V du livre IX du code de l'éducation et des personnels employés dans les établissements mentionnés au I de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles pour :

1° Faciliter la diversification des activités entre l'activité hospitalière publique, des activités partagées entre structures de santé ou médico-sociales et un exercice libéral, dans leur établissement ou non, pour décroiser les parcours professionnels et renforcer l'attractivité des carrières hospitalières ;

2° Simplifier et adapter les conditions et les motifs de recrutement par contrat pour mieux répondre aux besoins des

다. »

제III장 지역 병·의원에 대한 진료 선 호도 향상을 위한 병·의원 간 의료활 동의 공유

제13조

I. 헌법 제38조에서 정한 조건에 따라, 정부는 다음 각 호의 사항을 목적으로 「공중보건법전」 제6부제I권제V편에 따른 직원, 「교육법전」 제IX권제V편제II장제3절에 따른 직원 및 「사회복지가족법전」 제L313-12조제I항에 따른 시설에 고용된 직원이 직무를 수행하는 조건과 직원 신분규정을 조정하기 위한 모든 법적인 조치를 법률명령으로 시행할 수 있다.

1° 전문과정 사이의 장벽을 제거하고 병원 근무 이력의 이점을 강화할 수 있도록 공공 병원에서의 업무 간 활동을 다변화하고 민간 의료 또는 사회의료조직과 그 시설의 안팎에서 이루어지는 자유직 보건의료인의 의료활동 수행 시 협력활동의 다각화를 도모한다.

2° 채용에 어려움을 겪는 의료시설이 필요한 전문과목의 인력을 한층 효율적으로 확충하고 병원에서 자유직 보건의료인의 의료활

établissements, notamment dans les spécialités où ces derniers rencontrent le plus de difficultés à recruter, et pour faciliter l'intervention des professionnels libéraux à l'hôpital.

II. – L'ordonnance est prise dans un délai de douze mois à compter de la publication de la présente loi. Le projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.

Article 14

L'article L. 6152-5-1 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« Art. L. 6152-5-1.-I.-Lorsqu'ils risquent d'entrer en concurrence directe avec l'établissement public de santé dans lequel ils exerçaient à titre principal, il peut être interdit, en cas de départ temporaire ou définitif, aux praticiens mentionnés à l'article L. 6151-1, au 1° de l'article L. 6152-1 et à ceux mentionnés au 2° du même article L. 6152-1, dont la quotité de temps de travail est au minimum de 50 % d'exercer une activité rémunérée dans un établissement de santé privé à but lucratif, un cabinet libéral, un laboratoire de biologie médicale privé ou une officine de pharmacie.

« Le directeur de l'établissement fixe, après avis des instances mentionnées aux articles L. 6143-5 et L. 6144-1, les conditions de

travail et de rémunération afin de permettre d'assurer la continuité des soins et de faciliter l'accès aux soins, tout en évitant les conflits d'intérêts et les situations de concurrence déloyale.

II. 법률명령은 이 법률을 공포한 날부터 12개월 이내에 채택한다. 비준을 위한 명령안은 이 법률명령을 공포한 날부터 3개월 이내에 의회에 상정한다.

제14조

「공중보건법전」 제L6152-5-1조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L6152-5-1조 I. 공공의료시설이 주된 근무지인 보건의료인이 그 외의 민간의료시설에서 업무를 수행하는 것이 해당 공공의료시설 운영에 직접 피해를 줄 수 있는 경우 영리 목적의 민간의료시설, 개인의원, 민간 진단검사의학연구소 또는 약국에서 보수를 받고 수행하는 업무가 전체 근로시간의 50% 이상을 차지하는 제L6151-1조, 제L6152-1조제1호에 따른 공공의료시설의 보건의료인과 제L6152-1조제2호에 따른 공공의료시설의 보건의료인의 직무 수행을 일시적 또는 확정적으로 금지할 수 있다.

« 공공의료시설 책임자는 제L6143-5조 및 제L6144-1조에 따른 기관의 의견을 들은 후에 규정에서 정하는 방식에 따라 직종별

mise en oeuvre de cette interdiction, par profession ou spécialité, selon des modalités définies par voie réglementaire.

« L'interdiction ne peut excéder une durée de vingt-quatre mois et ne peut s'appliquer que dans un rayon maximal de dix kilomètres autour de l'établissement public de santé dans lequel les praticiens mentionnés au premier alinéa du I du présent article exercent à titre principal.

« En cas de non-respect de cette interdiction, une indemnité est due par les praticiens pour chaque mois durant lequel l'interdiction n'est pas respectée. Le montant de cette indemnité ne peut être supérieur à 30 % de la rémunération mensuelle moyenne perçue durant les six derniers mois d'activité.

« Dès que le non-respect de cette interdiction a été dûment constaté, dans le respect du contradictoire, le directeur de l'établissement notifie au praticien la décision motivée fixant le montant de l'indemnité due calculé sur la base de la rémunération mensuelle moyenne perçue durant les six derniers mois d'activité.

« II.—Les praticiens mentionnés au 1° de l'article L. 6152-1 exerçant à temps partiel ne peuvent user de leurs fonctions hospitalières pour entrer en concurrence directe avec l'établissement public de santé dans lequel ils exercent à titre principal dans le cadre d'une activité rémunérée dans

또는 전문과목별로 이 금지조치를 이행하는 조건을 정한다.

« 금지조치의 적용기간은 24개월을 초과할 수 없으며 이 조 제I항제1문단에 따른 보건 의료인의 주된 근무지인 공공의료시설에서 반경 10km 이내의 민간의료시설에만 적용할 수 있다.

« 금지조치를 준수하지 아니한 경우 해당 보건 의료인은 금지조치에 따르지 아니한 개월 수만큼 배상금을 지급하여야 한다. 이 배상금 액수는 최근 6개월간 월평균 보수액의 30%를 초과할 수 없다.

« 이러한 금지조치의 미준수가 대면조사 원칙에 따라 정식으로 확인된 경우 공공의료시설 책임자는 최근 6개월간의 월평균 보수액에 기초하여 산정한 배상금 액수 결정문을 해당 공공의료시설 보건 의료인에게 통보한다.

« II. 공공의료시설에서 시간제로 근무하는 제L6152-1조제1호에 따른 보건 의료인은 영리 목적의 민간의료시설, 개인의원, 민간 진단검사의학연구소 또는 약국에서 보수를 받고 수행하는 업무가 그 주된 근무지인 공공 의료시설의 운영에 직접 피해를 줄 수 있는 경우 민간의료시설에서의 직무를 수행할 수

un établissement de santé privé à but lucratif, un cabinet libéral, un laboratoire de biologie médicale privé ou une officine de pharmacie.

« La décision d'exercice à temps partiel du praticien peut comprendre une interdiction d'exercer une activité rémunérée dans un rayon maximal de dix kilomètres autour de l'établissement public de santé dans lequel il exerce à titre principal.

« Dès que le non-respect de cette interdiction a été dûment constaté, dans le respect du contradictoire, il est mis fin à l'autorisation d'exercer à temps partiel.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Article 15

L'article L. 6151-3 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) Le mot : « soixante-cinq » est remplacé par le mot : « soixante-sept » ;

b) La référence : « l'article 2 de la loi n° 86-1304 du 23 décembre 1986 relative à la limite d'âge et aux modalités de recrutement de certains fonctionnaires civils de l'Etat » est remplacée par la référence : « l'article L. 952-10 du code de l'éducation » ;

없다.

« 보건의료인의 시간제근무 수행에 관한 결정에는 해당 보건의료인의 주된 근무지인 공공의료시설에서 반경 10km 이내 민간의료시설에서 보수를 받고 수행하는 업무를 금지하는 조치를 포함할 수 있다.

« 이러한 금지조치의 미준수가 대면조사 원칙에 따라 정식으로 확인되는 즉시 시간제근무의 수행 허가는 종료된다.

« 이 조의 적용방식은 국참사원령으로 정한다. »

제15조

「공중보건법전」 제L6151-3조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제2문단을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) “65”를 “67”로 대체한다.

b) “「특정 국가직 공무원의 연령제한 및 채용방식에 관한 1986년 12월 23일 제86-1304호 법률」 제2조”를 “「교육법전」 제L952-10조”로 대체한다.

2° Après le même deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Une partie de ces fonctions hospitalières est réalisée dans un ou plusieurs établissements publics de santé autres que les centres hospitaliers et universitaires créés en application de l'article L. 6142-1 du présent code. Elle peut également l'être dans un ou plusieurs établissements sociaux ou médico-sociaux publics. Lorsque, en raison de la nature de sa spécialité, les fonctions hospitalières du consultant ne peuvent être réalisées dans un établissement autre qu'un centre hospitalier et universitaire, il effectue une activité d'expertise et de conseil portant sur le fonctionnement des établissements dans la région ou le territoire dans lequel il exerce. Un décret fixe les conditions de mise en oeuvre du présent alinéa. »

Article 16

L'article 107 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière est ainsi rédigé :

« Art. 107.—Le présent titre est applicable aux fonctionnaires relevant des corps mentionnés dans un décret en Conseil d'Etat nommés dans des emplois permanents à temps non complet. Le même décret prévoit les dérogations au présent titre rendues nécessaires par la nature de ces emplois. »

2° 같은 제2문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 이러한 보건의료직 공무원의 직무 일부는 이 법전 제L6142-1조에 따라 설립된 대학병원이 아닌 1곳 이상의 공공의료시설에서 이루어진다. 해당 보건의료직 공무원의 직무는 1곳 이상의 공공 사회복지 또는 사회의료 시설에서 이루어질 수 있다. 전문과목의 특성을 고려하여, 보건의료직 공무원의 자문 제공업무는 대학병원이 아닌 시설에서 이루어질 수 있으며 직무를 수행하는 레지옹 또는 지역 내 시설 운영에 관한 평가 및 조언을 제공하는 활동으로 구성된다. 이 문단을 실행하는 조건은 명령으로 정한다. »

제16조

「 보건의료직 공무원의 복무규정에 관한 1986년 1월 9일 제86-33호 법률」 제107조를 다음과 같이 작성한다.

« 제107조 이 편은 국참사원령에 따라 명시된 부서 소속의 상근직부터 비상근직까지의 공무원에 대하여 적용할 수 있다. 이러한 고용 특성상 불가피하게 뒤따라야 하는 이 편에 대한 예외는 국참사원령으로 규정한다. »

Titre II : CRÉER UN COLLECTIF DE SOINS AU SERVICE DES PATIENTS ET MIEUX STRUCTURER L'OFFRE DE SOINS DANS LES TERRITOIRES

Chapitre Ier : Promouvoir les projets territoriaux de santé

Article 17

A la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 1111-2 du code général des collectivités territoriales, après le mot : « scientifique, », sont insérés les mots : « à la promotion de la santé, ».

Article 18

L'article L. 1411-11-1 du code de la santé publique est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Une équipe de soins spécialisés est un ensemble de professionnels de santé constitué autour de médecins spécialistes d'une ou plusieurs spécialités hors médecine générale, choisissant d'assurer leurs activités de soins de façon coordonnée avec l'ensemble des acteurs d'un territoire, dont les équipes de soins primaires, sur la base d'un projet de santé qu'ils élaborent entre eux.

« L'équipe de soins spécialisés contribue avec les acteurs des soins de premier recours à la structuration des parcours de

제II편 환자에게 더 나은 서비스를 제공하고 지역 내 의료서비스를 효율적으로 조직하기 위한 진료집단의 설립

제I장 지역보건의료계획 촉진

제17조

「지방자치법전」 제L1111-2조제2문단제1문 중 “과학적,” 뒤에 “보건의료 촉진에,”를 삽입한다.

제18조

「공중보건법전」 제L1411-11-1조를 다음의 두 문단으로 보완한다.

« 전문진료팀은 자체적으로 수립한 보건의료 계획에 근거하여 지역 전체의 1차진료팀 주체들과 진료를 연계하는 방식으로 의료서비스를 제공하기로 선택한 일반의학 이외의 하나 이상의 전문과목을 담당하는 전문의들로 구성된 보건의료인 집단이다.

« 전문진료팀은 1차진료 주체들과 협력하여 의료서비스 과정을 조직화하는 데 기여한다.
»

santé. »

Article 19

A la première phrase du deuxième alinéa du I de l'article L. 1434-10 du code de la santé publique, après le mot : « composé », sont insérés les mots : « des députés et sénateurs élus dans le ressort du territoire concerné, ».

Article 20

Au début de l'article L. 1434-10 du code de la santé publique, il est ajouté un I A ainsi rédigé :

« I A. - L'ensemble des acteurs de santé d'un territoire est responsable de l'amélioration de la santé de la population de ce territoire ainsi que de la prise en charge optimale des patients de ce territoire. »

Article 21

A l'avant-dernier alinéa du I de l'article L. 162-12-22 du code de la sécurité sociale, l'année : « 2018 » est remplacée par l'année : « 2022 ».

Article 22

I. - Le livre IV de la première partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° L'article L. 1434-10 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa du II est complété par

제19조

「공중보건법전」 제L1434-10조제I항제2문 단제1문 중 “구성된” 뒤에 “해당 지역의 지역구에서 선출된 하원의원과 상원의원,” 을 삽입한다.

제20조

「공중보건법전」 제L1434-10조 시작 부분에 다음의 제IA항을 추가한다.

« I A. 모든 지역의 보건의료 주체들은 해당 지역 주민들의 건강증진과 지역 환자들을 치료하는 데 최선을 다할 책임이 있다. »

제21조

「사회보장법전」 제L162-12-22조제I항 끝에서 두 번째 문단 중 “2018”년을 “2022”년으로 대체한다.

제22조

I. 「공중보건법전」 제1부제IV권을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L1434-10조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제II항제1문단을 “, 및 제L6132-1조에

les mots et une phrase ainsi rédigée : « , ainsi que sur les projets médicaux partagés mentionnés à l'article L. 6132-1 et les contrats locaux de santé. Il prend également en compte les projets médicaux des établissements de santé privés et les projets d'établissement des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles. » ;

b) A la première phrase du troisième alinéa du même II, après la référence : « L. 6327-2 », sont insérés les mots : « du présent code » ;

c) A l'avant-dernière phrase du premier alinéa du III, après les mots : « locaux de santé », sont insérés les mots : « , des conseils locaux de santé mentale » ;

d) Le même III est complété par huit alinéas ainsi rédigés :

« Le diagnostic territorial partagé donne lieu à l'établissement de projets territoriaux de santé, élaborés et mis en oeuvre par des communautés professionnelles territoriales de santé mentionnées à l'article L. 1434-12 ainsi que par des établissements et services de santé, sociaux et médico-sociaux, afin de coordonner leurs actions. L'élaboration d'un projet territorial de santé est initiée par au moins une communauté professionnelle territoriale de santé dont le projet de santé a été validé, avec le concours éventuel de l'union régionale des

par les 공동의료계획과 지역보건의료계약. 지역보건심의회는 민간의료시설의 의료계획과 「사회복지가족법전」 제L312-1조에 따른 사회의료 시설 및 기관의 시설계획도 고려할 수 있다.”와 같은 한 문장으로 보완한다.

b) 제II항제3문단제1문 중 “ 제L6327-2조 ” 앞에 “이 법전의”를 삽입한다.

c) 제III항제1문단 끝에서 두 번째 문장 중 “지역보건” 앞에 “, 지역정신보건위원회들의”를 삽입한다.

d) 같은 제III항을 다음의 여덟 문단으로 보완한다.

« 지역공동진단은 각 기관 또는 시설이 추진하는 행동이 연계될 수 있도록 제L1434-12조에 따른 지역보건의료인단체와 사회의료복지 관련 의료 시설 및 기관에서 수립하고 실행하는 지역보건의료계획의 수립을 목적으로 한다. 지역보건의료계획 수립은 보건의료계획이 제L4031-1조에 따른 레지온보건의료인연합과 사회의료복지 관련 의료 시설 또는 기관의 지원으로 승인된 하나 이상의 지역보건의료인단체의 제안으로 착수할 수 있다.

professionnels de santé mentionnée à l'article L. 4031-1, et un établissement ou un service de santé, social ou médico-social.

« Le projet territorial de santé tient compte des projets de santé des communautés professionnelles territoriales de santé mentionnées à l'article L. 1434-12, du projet médical partagé des groupements hospitaliers de territoire prévu à l'article L. 6132-1, du projet territorial de santé mentale mentionné à l'article L. 3221-2, des projets médicaux des établissements de santé privés, des projets des établissements et services médico-sociaux et des contrats locaux de santé.

« Les hôpitaux des armées et les autres éléments du service de santé des armées peuvent participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un projet territorial de santé, après autorisation du ministre de la défense.

« Les associations agréées mentionnées à l'article L. 1114-1 et les collectivités territoriales et leurs groupements participent à l'élaboration et à la mise en oeuvre du projet territorial de santé, selon des modalités définies par décret.

« Le projet territorial de santé définit le territoire pertinent pour la mise en oeuvre par ses acteurs de l'organisation des parcours de santé mentionnée au 5° de

« 지역보건의료계획은 제L1434-12조에 따른 지역보건의료인단체의 보건의료계획, 제L6132-1조에서 정한 지역병원연합의 공동의료계획, 제L3221-2조에 따른 지역정신보건계획, 민간의료시설의 의료계획, 사회의료시설 및 기관의 시설계획이나 지역보건의료계약을 고려하여 수립한다.

« 군병원 또는 군보건의료센터 관련 시설은 국방부장관의 허가를 받아 지역보건의료계획 수립 및 실행에 참여할 수 있다.

« 제L1114-1조에 따른 인가받은 협회와 지방자치단체 및 지방자치단체연합은 명령으로 정한 방식에 따라 지역보건의료계획 수립 및 실행에 참여할 수 있다.

« 지역보건의료계획은 제L1411-1조제5호에 따른 의료서비스 과정을 조직하는 주체들이 이 계획을 실행하기 위한 대상 지역을 규정한다.

l'article L. 1411-1.

« Le projet territorial de santé décrit les modalités d'amélioration de l'accès aux soins, de la continuité des soins et de la coordination des parcours de santé, notamment l'organisation de l'accès à la prévention, au dépistage, aux soins de proximité, aux soins non programmés et aux soins spécialisés, sur tout le territoire. Il peut également décrire les modalités de coopération interprofessionnelle relatives aux pratiques médicales ou de soins.

« Le projet territorial de santé est transmis au directeur général de l'agence régionale de santé. Celui-ci peut s'y opposer, dans un délai de deux mois, en se fondant sur l'absence de respect des objectifs du projet régional de santé mentionné à l'article L. 1434-1 ou sur la pertinence du territoire du projet territorial de santé, après avis du conseil territorial de santé.

« Les projets territoriaux de santé font l'objet d'une évaluation par le conseil territorial de santé. » ;

e) Le IV est complété par une phrase ainsi rédigée : « Les projets de santé des communautés professionnelles territoriales de santé s'appuient sur les contrats locaux de santé, lorsqu'ils existent. » ;

2° L'article L. 1434-12 est ainsi modifié :

a) L'avant-dernier alinéa est complété par

« 지역보건의료계획에는 지역 의료시설에서의 예방·검진·진료, 경증응급의료센터에서의 진료 및 전문과목별 진료에 대한 접근성을 조직하는 것을 비롯해 의료 접근성, 진료 연속성 및 의료서비스 과정의 연계를 위한 개선방식을 규정한다. 지역보건의료계획에는 의료 또는 진료 행위와 관련된 직종 간 협력 방식을 포함할 수 있다.

« 지역보건의료계획은 레지옹보건청장에게 전달되어야 한다. 레지옹보건청장은 지역보건심의회의 의견을 들은 후에 제L1434-1조에 따른 레지옹보건의료계획 목표를 준수하지 아니한 사실이나 지역보건의료계획의 지역적 타당성에 근거하여 2개월 이내에 이 계획에 대한 반대의견을 제시할 수 있다.

« 지역보건심의회는 지역보건의료계획을 평가한다. »

e) 제IV항을 “지역보건의료계약이 수립된 경우 지역보건의료인단체는 이 계약을 기준으로 한다.”와 같은 한 문장으로 보완한다.

2° 제L1434-12조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 끝에서 두 번째 문단을 “레지옹보건청장

une phrase ainsi rédigée : « Le projet de santé est réputé validé, sauf si le directeur général de l'agence régionale de santé s'y oppose dans un délai de deux mois en se fondant sur l'absence de respect des objectifs du projet régional de santé mentionné à l'article L. 1434-1 ou sur la pertinence du territoire d'action de la communauté professionnelle territoriale de santé. » ;

b) Le dernier alinéa est supprimé ;

3° Le premier alinéa de l'article L. 1434-13 est ainsi rédigé :

« Pour répondre aux besoins identifiés dans le cadre des diagnostics territoriaux mentionnés au III de l'article L. 1434-10 et sur la base des projets de santé des équipes de soins primaires, des projets de santé des équipes de soins spécialisés, des projets de santé des communautés professionnelles territoriales de santé lorsque ces derniers ont été validés, ainsi que des projets territoriaux de santé mentionnés au même article L. 1434-10, l'agence régionale de santé peut conclure des contrats territoriaux de santé. » ;

4° Au 1° de l'article L. 1441-5, après la référence : « I », sont insérés les mots : « et les sept derniers alinéas du III » ;

5° Le II de l'article L. 1441-6 est ainsi rétabli :

« II. - Pour l'application à Saint-Pierre-et-

이 제L1434-1조에 따른 레지옹보건의료계획 목표를 준수하지 아니한 사실이나 지역보건의료인단체의 활동에 관한 지역적 타당성에 근거하여 2개월 이내에 반대의견을 제시한 경우를 제외하고 보건의료계획은 승인된 것으로 본다.”로 보완한다.

b) 마지막 문단을 삭제한다.

3° 제L1434-13조제1문단을 다음과 같이 작성한다.

« 제L1434-10조제III항에 따른 지역진단시 식별된 수요와 1차진료팀의 보건의료계획, 전문진료팀의 보건의료계획, 지역보건의료인단체의 보건의료계획이 승인된 경우 이 보건의료계획 및 제L1434-10조에 따른 지역보건의료계약에 근거하여 식별된 수요를 충족하기 위하여 레지옹보건청은 지역보건의료계약을 체결할 수 있다. »

4° 제L1441-5조제1호 중 “제I항” 뒤에 “및 제III항의 마지막 일곱 문단”을 삽입한다.

5° 제L1441-6조제II항은 다음과 같이 정정한다.

« II. 제L1434-10조를 생피에르 미클롱에

Miquelon de l'article L. 1434-10, la deuxième phrase du deuxième alinéa du I est ainsi rédigée : " Ce conseil veille à conserver la spécificité des dispositifs et des démarches locales de santé fondés sur la participation des habitants. " »

II. -Les communautés professionnelles territoriales de santé qui, à la date de publication de la présente loi, ont transmis leur projet de santé en application du troisième alinéa de l'article L. 1434-12 du code de la santé publique et conclu un contrat territorial de santé mentionné à l'article L. 1434-13 du même code sont réputées disposer d'un projet de santé validé, sauf opposition de leur part signalée à l'agence régionale de santé dans un délai de six mois à compter de la date de publication de la présente loi.

III. -Le chapitre IV du titre III du livre IV de la première partie du code de la santé publique est complété par une section 6 ainsi rédigée :

« Section 6

« Concertation avec les élus

« Art. L. 1434-15.-Afin d'assurer une bonne coordination de l'action des collectivités territoriales et des agences régionales de santé, dans chaque département, les élus sont concertés sur l'organisation territoriale des soins au moins une fois par an par le directeur général ou

적용하는 경우 제I항제2문단제2문을 “위원회는 주민 참여를 근거로 하는 지역보건 시스템 및 절차의 특수성이 유지되도록 힘쓴다.”로 작성한다. »

II. 이 법률을 공포한 한 날부터 6개월 이내에 레지옹보건청에 반대의견이 통보된 경우를 제외하고 이 법률을 공포한 한 날에 「공중보건법전」 제L1434-12조제3문단에 따라 보건의료계획을 제출하고 같은 법전 제L1434-13조에 따른 지역보건의료계약을 체결한 지역보건의료인단체는 유효한 보건의료계획을 보유한 것으로 본다.

III. 「공중보건법전」 제1부제IV권제III편제IV장을 다음의 제6절로 보완한다.

« 제6절

« 선출직 공직자와의 협의

« 제L1434-15조 각 데파르트망에서 지방자치단체와 레지옹보건청이 추진하는 행동의 원활한 연계가 보장되도록 선출직 공직자는 레지옹보건청장 또는 데파르트망지청장이 최소 1년에 1회 이상 소집하는 지역 보건의료조직 관련 회의에 참석한다. 선출직 공직자는 의사일정에 안건 등록을 요청할 수 있다.

le directeur de la délégation départementale de l'agence régionale de santé. Les élus peuvent demander à inscrire une question à l'ordre du jour. Ils peuvent, en outre, solliciter l'organisation d'une réunion spécifique lorsque les circonstances le justifient.

« Les élus mentionnés au premier alinéa sont le président du conseil régional ou son représentant, le président du conseil départemental ou son représentant, les présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre du département et au moins cinq maires du département désignés par l'association départementale des maires. S'il existe plusieurs associations de maires dans le département, les maires sont désignés par le représentant de l'Etat dans le département après consultation desdites associations. S'il n'existe aucune association de maires dans le département, les maires sont désignés par le représentant de l'Etat dans le département.

« La concertation des élus intervient en présence du délégué territorial de l'Agence nationale de la cohésion des territoires ou de son représentant. »

Article 23

I. – Le chapitre VII du titre II du livre III de la sixième partie du code de la santé publique est ainsi rédigé :

이와 아울러 선출직 공직자는 그 정당성이 인정되는 경우 특별회의 소집을 요청할 수 있다.

« 제1문단에 따른 선출직 공직자란 레지옹 의회 의장 또는 그 대리인, 데파르트망 의회 의장 또는 그 대리인, 데파르트망을 대표하는 자체 세수입이 있는 코뮌연합자치단체의 단체장 및 데파르트망 시장단회의가 지명한 데파르트망을 대표하는 최소 5명의 시장을 말한다. 데파르트망 내에 여러 시장단회의가 구성되어 있는 경우 해당 시장단회의와 협의를 거친 후에 데파르트망 지사는 데파르트망을 대표하는 시장들을 지명한다. 데파르트망 내에 시장단회의가 구성되어 있지 아니한 경우 데파르트망 지사는 데파르트망을 대표할 시장들을 지명한다.

« 선출직공직자협의회는 국토통합개발청의 지청장 또는 그 대리인이 참석한 가운데 회의를 진행한다. »

제23조

I. 「공중보건법전」 제6부제III권제II편제 VII장을 다음과 같이 작성한다.

« Chapitre VII

« Dispositifs d'appui à la population et aux professionnels pour la coordination des parcours de santé complexes

« Art. L. 6327-1.-Les professionnels de santé, sociaux et médico-sociaux et, le cas échéant, les structures qui les emploient peuvent solliciter un appui à la coordination des parcours de santé qu'ils estiment complexes afin d'améliorer le service rendu à la population et de concourir à la structuration des parcours de santé mentionnés à l'article L. 1411-1.

« Art. L. 6327-2.-Le dispositif d'appui à la coordination des parcours de santé complexes :

« 1° Assure la réponse globale aux demandes d'appui des professionnels qui comprend notamment l'accueil, l'analyse de la situation de la personne, l'orientation et la mise en relation, l'accès aux ressources spécialisées, le suivi et l'accompagnement renforcé des situations, ainsi que la planification des prises en charge. Cette mission est réalisée en lien avec le médecin traitant, conformément à son rôle en matière de coordination des soins au sens de l'article L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et les autres professionnels concernés ;

« 2° Contribue avec d'autres acteurs et de façon coordonnée à la réponse aux besoins

« 제VII장

« 복잡한 의료서비스 과정의 연계를 위한 주민 및 보건의료인 지원시스템

« 제L6327-1조 사회의료복지 부문에 종사하는 보건의료인과 경우에 따라 이들을 고용하는 의료조직은 주민들에게 제공하는 서비스를 개선하고 제L1411-1조에 따른 의료서비스 과정을 조직화하는 데 기여하기 위하여 복잡하다고 평가된 의료서비스 과정의 연계 지원을 요청할 수 있다.

« 제L6327-2조 복잡한 의료서비스 과정의 연계 지원시스템에는 다음 각 호의 사항을 포함한다.

« 1° 환자의 수용, 환자상태 분석, 진료방향 결정 및 진료 연계, 전문진료 자원에 대한 접근, 환자상태에 대한 강화된 모니터링 및 지원뿐만 아니라 진료계획 등 보건의료인 지원 요청에 대한 포괄적 대응을 보장한다. 이러한 임무는 「사회보장법전」 제L162-5-3조의 진료 연계와 관련하여 각자의 역할에 따라 주치의 및 그 밖의 관련 보건의료인이 협력하여 수행한다.

« 2° 환자의 수용, 위험상황 식별, 정보 제공, 자문, 진료방향 결정, 진료 연계 및 지원

des personnes et de leurs aidants en matière d'accueil, de repérage des situations à risque, d'information, de conseils, d'orientation, de mise en relation et d'accompagnement ;

« 3° Participe à la coordination territoriale qui concourt à la structuration des parcours de santé mentionnés à l'article L. 6327-1 du présent code.

« Art. L. 6327-3.—Les dispositifs d'appui à la coordination des parcours de santé complexes disposent d'une gouvernance assurant la représentation équilibrée des acteurs des secteurs sociaux, médico-sociaux et sanitaires, intégrant notamment des représentants des usagers, du conseil départemental et des communautés professionnelles territoriales de santé.

« Cette gouvernance s'assure du respect du principe d'une intervention subsidiaire du dispositif d'appui par rapport à celle des professionnels mentionnés à l'article L. 6327-1.

« Art. L. 6327-4.—Les établissements autorisés à exercer sous la forme d'hospitalisation à domicile peuvent participer au fonctionnement d'un ou de plusieurs dispositifs d'appui.

« Art. L. 6327-5.—Les centres locaux d'information et de coordination mentionnés à l'article L. 113-2 du code de l'action sociale et des familles peuvent intégrer le

과 관련하여 환자 및 간병인의 필요에 맞춘 협력진료체계를 통하여 다른 주체들과 협력한다.

« 3° 이 법전 제L6327-1조에 따른 의료서비스 과정을 조직화하는 데 기여하는 지역연계 지원시스템에 참여한다.

« 제L6327-3조 복잡한 의료서비스 과정의 연계를 위한 지원시스템에는 사용자 대표, 데파르트망의회 및 지역보건의료인단체를 비롯한 사회의료복지 및 보건 부문의 주체 간에 동등한 대표성을 보장하는 거버넌스 구축을 포함한다.

« 이러한 거버넌스는 제L6327-1조에 따른 보건의료인의 개입과 관련하여 지원시스템의 보완적 개입원칙을 준수하도록 보장한다.

« 제L6327-4조 재택의료서비스 형태로 의료행위를 허가받은 시설은 하나 이상의 지원시스템 운영에 참여할 수 있다.

« 제L6327-5조 「사회복지가족법전」 제L113-2조에 따른 고령자를 위한 지역통합정보지원센터는 데파르트망의회 심의에 관한 이 법전 제L6327-2조에 따른 시스템을 통

dispositif mentionné à l'article L. 6327-2 du présent code sur délibération du conseil départemental.

« Art. L. 6327-6.-Pour les activités soumises à autorisation en application de l'article L. 6122-1 nécessitant une expertise particulière, des dispositifs spécifiques régionaux peuvent organiser un appui spécialisé aux professionnels de santé, aux établissements de santé ainsi qu'aux agences régionales de santé.

« Art. L. 6327-7.-Les conditions d'application du présent chapitre sont fixées par décret. »

II. -Les dispositifs d'appui existants en application des articles L. 6321-1, L. 6321-2, L. 6327-1 à L. 6327-3 du code de la santé publique et de l'article L. 113-3 du code de l'action sociale et des familles en vigueur antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi intègrent les dispositifs mentionnés aux articles L. 6327-2 et L. 6327-3 du code de la santé publique dans leur rédaction résultant de la présente loi dans un délai qui ne peut excéder trois ans à compter de la date de publication de la présente loi. A l'échéance de ce délai, les articles L. 6321-1 et L. 6321-2 du code de la santé publique et l'article L. 113-3 du code de l'action sociale et des familles sont abrogés.

III. -Les organisations assurant les fonctions d'appui à la coordination prévues

합할 수 있다.

« 제L6327-6조 특수 전문성이 요구되는 제 L6122-1조에 따른 허가 대상 활동의 경우 특정 레지옹 시스템을 통하여 보건인, 의료 시설 및 레지옹보건청에 대한 특별 지원을 조직할 수 있다.

« 제L6327-7조 이 장의 적용조건은 명령으로 정한다. »

II. 이 법률의 시행일 이전에 시행되던 「공중보건법전」 제L6321-1조, 제L6321-2조, 제L6327-1조부터 제L6327-3조까지와 「사회복지가족법전」 제L113-3조에 따른 기존 지원시스템은 이 법률을 공포한 날부터 3년 이내에 이 법률에 근거하여 작성된 「공중보건법전」 제L6327-2조 및 제L6327-3조에 따른 시스템으로 통합한다. 이 기간이 지나면 「공중보건법전」 제L6321-1조 및 제L6321-2조와 「사회복지가족법전」 제L113-3조는 폐지된다.

III. 「2013년도 사회보장재정에 관한 2012년 12월 17일 제2012-1404호 법률」 제48

au V de l'article 51 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 en ce qu'ils concernent les expérimentations conduites dans le cadre de l'article 48 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 intègrent les dispositifs unifiés mentionnés aux articles L. 6327-2 et L. 6327-3 du code de la santé publique dans leur rédaction résultant de la présente loi au plus tard à leur date d'expiration.

Article 24

Le titre II du livre III de la sixième partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° A la première phrase de l'article L. 6323-1-2, après le mot : « médecine », sont insérés les mots : « , de pharmacie ou d'odontologie » ;

2° A la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 6323-3, après le mot : « médecine », sont insérés les mots : « , de pharmacie ou d'odontologie ».

Article 25

L'article L. 4311-1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Après le quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Dans un protocole inscrit dans le cadre

des essais de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018, les essais de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 intègrent les dispositifs unifiés mentionnés aux articles L. 6327-2 et L. 6327-3 du code de la santé publique dans leur rédaction résultant de la présente loi au plus tard à leur date d'expiration.

제24조

「공중보건법전」 제6부제III권제II편을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L6323-1-2조제1문 중 “의학” 뒤에 “, 약학 또는 치의학”을 삽입한다.

2° 제L6323-3조제3문단제1문 중 “의학” 뒤에 “, 약학 또는 치의학”을 삽입한다.

제25조

「공중보건법전」 제L4311-1조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제4문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 제L1411-11-1조, 제L1434-12조, 제

d'un exercice coordonné tel que prévu aux articles L. 1411-11-1, L. 1434-12, L. 6323-1 et L. 6323-3, et dans des conditions prévues par décret, l'infirmier ou l'infirmière est autorisé à adapter la posologie de certains traitements pour une pathologie donnée. La liste de ces pathologies et de ces traitements est fixée par arrêté du ministre chargé de la santé pris après avis de la Haute Autorité de santé. Cette adaptation ne peut avoir lieu que sur la base des résultats d'analyses de biologie médicale, sauf en cas d'indication contraire du médecin, et sous réserve d'une information du médecin traitant désigné par le patient. » ;

2° Le dernier alinéa est complété par les mots : « , des solutions et produits antiseptiques ainsi que du sérum physiologique à prescription médicale facultative ».

Article 26

Le chapitre II du titre 1er du livre III de la quatrième partie du code de la santé publique est complété par une section 6 ainsi rédigée :

« Section 6

« Dispositions diverses

« Art. L. 4312-15.-Les infirmiers exerçant en commun leur activité et percevant, à ce titre, une rémunération forfaitaire par patient ne sont pas soumis à

L6323-1조 및 제L6323-3조에서 정하는 바와 명령으로 정한 조건에 따른 연계임무의 수행을 위하여 등록된 프로토콜의 실행 차원에서, 간호사는 주어진 병리학적 질환과 관련하여 특정 치료 약물의 투여량을 조정할 수 있다. 해당 병리학적 질환과 치료 목록은 보건최고위원회의 의견을 들은 후에 제정되는 보건 관련 주무부처 장관의 부령으로 정한다. 간호사의 투여량 조정은 의사가 별도로 지정한 적응증인 경우를 제외하고 오로지 진단검사의학적 분석 결과와 환자의 주치의가 제공한 정보에 기초해서 이루어져야 한다. »

2° 마지막 문단을 “, 소독 용액 및 제품과 의학적 임의처방에 따른 생리식염수의”로 보완한다.

제26조

「공중보건법전」 제4부제III권제I편제II장을 다음의 제6절로 보완한다.

« 제6절

« 기타규정

« 제L4312-15조

공동으로 의료활동을 수행하고 그 대가로 환자당 정액보수를 받는 간호사는 이 법전에

l'interdiction de partage d'honoraires au sens du présent code.

« Ces professionnels ne sont pas réputés pratiquer le compérage au sens du présent code du seul fait de l'exercice en commun de leur activité et du partage d'honoraires réalisé dans ce cadre compte tenu de la perception d'une rémunération forfaitaire par patient. »

Article 27

A la fin du premier alinéa de l'article L. 4322-1 du code de la santé publique, les mots : « provoquant l'effusion de sang » sont remplacés par le mot : « chirurgicale ».

Article 28

I. -Le 7° de l'article L. 5125-1-1 A du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° La première phrase est ainsi modifiée :

a) Les mots : «, dans le cadre des coopérations prévues par l'article L. 4011-1 du présent code, » et les mots : « au sein de l'équipe de soins » sont supprimés ;

b) Sont ajoutés les mots : « dans le cadre d'un exercice coordonné au sein des dispositifs mentionnés aux articles L. 1411-11-1, L. 1434-12, L. 6323-1 et L. 6323-3 du présent code » ;

2° A la seconde phrase, après le mot : « chroniques », le signe : «, » est remplacé par le mot : « et » et, à la fin, les mots : «

autres soins » sont supprimés.

« 이러한 보건의료인은 환자당 정액보수를 고려하여 수행한 공동의료활동과 진찰비 분배 사실만으로는 이 법전에 따른 담합행위에 가담한 것으로 볼 수 없다. »

제27조

「공중보건법전」 제L4322-1조제1문단 끝부분 중 “출혈을 일으키는”을 “외과적”으로 대체한다.

제28조

I. 「공중보건법전」 제L5125-1-1조의A 제7호를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1문을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) “, 이 법전 제L4011-1조에 따른 협력차원에서”와 “의료팀에서”를 삭제한다.

b) “이 법전 제L1411-11-1조, 제L1434-12조, 제L6323-1조 및 제L6323-3조에 따른 시스템 내 연계임무 수행의 일환으로”를 추가한다.

2° 제2문 중 “만성적” 뒤에 “, “를 “및”으로 교체하고 이 문장 끝에 “및 효과의 최적화를 위한 약물치료 평가를 실시한다.”를 삭제한다.

et effectuer des bilans de médication destinés à en optimiser les effets » sont supprimés.

II. -L'article L. 5521-2 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Au second alinéa, la référence : « L. 5125-1 » est remplacée par la référence : « L. 5125-1-1 » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les articles L. 5125-1 et L. 5125-1-1 A sont applicables dans le territoire de Wallis-et-Futuna dans leur rédaction résultant de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé. »

III. -Le j du 2° du II de l'article L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale est abrogé.

IV. -Pour une période n'excédant pas trois ans à compter de la publication de la présente loi et par dérogation à l'article L. 162-16-1 du code de la sécurité sociale, les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale fixent, par arrêté, le montant, les modalités et les conditions d'éligibilité pour les rémunérations des pharmaciens mettant en oeuvre les dispositions du 7° de l'article L. 5125-1-1 A du code de la santé publique.

Article 29

다.

II. 「공중보건법전」 제L5521-2조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제2문단 중 “ 제L5125-1조 ” 를 “ 제L5125-1-1조”로 대체한다.

2° 다음의 한 문단을 추가한다.

« 「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」에 근거하여 작성된 제L5125-1조 및 제L5125-1-1조의A는 왈리스 푸티나 속령에 적용할 수 있다. »

III. 「사회보장법전」 제L162-31-1조제II항제2호j목을 폐지한다.

IV. 이 법률을 공포한 날부터 3년 이내에, 「사회보장법전」 제L162-16-1조에도 불구하고 보건·사회보장 관련 주무부처 장관은 「공중보건법전」 제L5125-1-1조의A 제7호의 규정이 적용되는 약사의 보수로 책정되는 금액 및 조건을 부령으로 정한다.

제29조

Le premier alinéa de l'article L. 5125-1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Après le mot : « affecté », sont insérés les mots : «, d'une part, » ;

2° La référence : « à l'article L. 4211-1 » est remplacée par les références : « aux articles L. 4211-1 et L. 5125-24 » ;

3° Sont ajoutés les mots : « et, d'autre part, au conseil pharmaceutique et à l'exercice des missions prévues à l'article L. 5125-1-1 A ».

Article 30

I. -L'article L. 5125-1-1 A du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Après le 9°, il est inséré un 10° ainsi rédigé :

« 10° Peuvent, dans le cadre de protocoles inscrits dans le cadre d'un exercice coordonné au sein des dispositifs mentionnés aux mêmes articles L. 1411-11-1, L. 1434-12, L. 6323-1 et L. 6323-3, délivrer pour certaines pathologies, et dans le respect des recommandations de la Haute Autorité de santé, des médicaments dont la liste est fixée par arrêté, pris après avis de la Haute Autorité de santé. » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Un décret fixe les conditions d'application du 10°, notamment les conditions de formation préalable des pharmaciens et les

「공중보건법전」 제L5125-1조제1문단을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° “배치된” 앞에 “, 한편으로,”를 삽입한다.

2° “제L4211-1조에서”를 “제L4211-1조 및 제L5125-24조에서”로 대체한다.

3° “및, 다른 한편으로, 약학적 자문과 제 L5125-1-1조의A에서 정한 임무 수행에”를 추가한다.

제30조

I. 「공중보건법전」 제L5125-1-1조의A를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제9호 뒤에 다음의 제10호를 삽입한다.

« 10° 제L1411-11-1조, 제L1434-12조, 제L6323-1조 및 제L6323-3조에 따른 시스템에서의 연계임무를 위하여 등록된 프로토콜의 실행 차원에서, 보건최고위원회의 의견을 들은 후에 제정되는 부령으로 정한 목록상의 의약품은 특정 병리학적 질환에 관한 보건최고위원회의 권고를 준수하여 제공할 수 있다. »

2° 다음의 한 문단을 추가한다.

« 약사의 사전교육 조건과 주치의의 정보전달 방식을 비롯한 제10호의 적용조건은 명

modalités d'information du médecin traitant.
»

II. –Le I entre en vigueur le 1er janvier 2020.

Article 31

Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° A la fin du premier alinéa de l'article L. 4151-2, les mots : « du nouveau-né » sont remplacés par les mots : « de l'enfant, dans des conditions définies par décret » ;

2° L'article L. 4421-14 est ainsi rédigé :

« Art. L. 4421-14. –Les articles L. 4151-1 et L. 4151-4 sont applicables dans le territoire des îles Wallis et Futuna dans leur rédaction résultant de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé. L'article L. 4151-2 y est applicable dans sa rédaction résultant de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé. »

Article 32

Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Au dernier alinéa de l'article L. 4161-1, après la première occurrence du mot : « qui », sont insérés les mots : « prescrivent des vaccins ou » ;

령으로 정한다. »

II. 제I항은 2020년 1월 1일부터 시행한다.

제31조

「공중보건법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L4151-2조제1문단 끝 부분 중 “신생아의”를 “명령으로 정한 조건에 따르는 아동의”로 대체한다.

2° 제L4421-14조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L4421-14조 「보건의료시스템의 현대화에 관한 2016년 1월 26일 제2016-41호 법률」에 근거하여 작성된 제L4151-1조 및 제L4151-4조는 왈리스 푸티나 속령에 적용할 수 있다. 「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」에 근거하여 작성된 제L4151-2조는 왈리스 푸티나 속령에 적용할 수 있다. »

제32조

「공중보건법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L4161-1조 마지막 문단에서, 첫 번째로 나오는 “약사” 뒤에 “백신을 처방하거나”를 삽입한다.

2° A l'article L. 4424-1, après le mot : « Wallis-et-Futuna », sont insérés les mots : « dans leur rédaction résultant de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé » ;

3° Le 9° de l'article L. 5125-1-1 A est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Cet arrêté peut autoriser, après avis de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé, la prescription par les pharmaciens de certains vaccins. Il en fixe les conditions ; ».

Article 33

L'article L. 4342-1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Au sixième alinéa, les mots : « , hors verres correcteurs d'amétropie et lentilles de contact oculaire correctrices, » sont supprimés ;

2° Après le même sixième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Il peut adapter, dans le cadre d'un renouvellement, les prescriptions médicales initiales des verres correcteurs et des lentilles de contact oculaire, sauf opposition du médecin. » ;

3° Au dernier alinéa, les mots : « est précisée » sont remplacés par les mots : « et les conditions de l'adaptation prévue au

2° 제L4424-1조 중 “왈리스 퓌티나” 앞에 “ 「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」에 근거하여 수립된”을 삽입한다.

3° 제L5125-1-1조의A 제9호는 “이 부령은 의약품의료제품안전청의 의견을 들은 후에 약사의 특정 백신 처방을 허가할 수 있다. 허가조건은 부령으로 정한다.”와 같은 두 문장으로 보완한다.

제33조

「공중보건법전」 제L4342-1조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제6문단 중 “, 근시·원시·난시 교정용 안경렌즈 및 시력 교정용 콘택트렌즈 이외의,”를 삭제한다.

2° 같은 제6문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 시기능훈련사는 처방전 갱신 차원에서 의사가 반대의견을 제시하는 경우를 제외하고 교정용 안경렌즈 및 콘택트렌즈에 대한 초기 의사 처방의 내용을 수정할 수 있다. »

3° “마지막 문단 중 “명확히 한다.”를 “및 제7문단에 따른 조정 조건을 명확히 한다.”로 대체한다.

septième alinéa sont précisées ».

Article 34

L'article L. 5125-23 du code de la santé publique est complété par un V ainsi rédigé :

« V.—Par dérogation au I, le pharmacien peut, en cas de rupture de stock d'un médicament d'intérêt thérapeutique majeur mentionné sur la liste prévue à l'article L. 5121-30, remplacer le médicament prescrit par un autre médicament conformément à la recommandation établie, après consultation des professionnels de santé et des associations d'usagers du système de santé agréées, par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et publiée sur son site internet. L'agence informe sans délai les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale de la publication de chaque recommandation.

« Lorsque le pharmacien procède au remplacement du médicament prescrit dans les conditions prévues au premier alinéa du présent V, il inscrit le nom du médicament qu'il a délivré sur l'ordonnance et informe le prescripteur de ce remplacement. »

Chapitre II : Développer une offre hospitalière de proximité, ouverte sur la ville et le secteur médico-social, et renforcer la gradation des soins

제34조

「공중보건법전」 제L5125-23조를 다음의 제V항으로 보완한다.

« V. 제L5121-30조에서 정한 목록상의 치료용 필수약품 재고가 부족한 경우 의약품 의료제품안전청이 보건의료인 및 보건의료시스템과 관련하여 인가받은 이용자협회의 의견을 들은 후에 작성하여 그 홈페이지에 공지하는 권고에 따라 약사는 제I항의 규정에도 불구하고 기존 처방의약품을 다른 의약품으로 대체할 수 있다. 의약품의료제품안전청은 각 권고의 공지 시에 지체 없이 보건·사회보장 관련 주무부처 장관에게 해당 공지 사실을 알린다.

« 약사는 제V항제1문단에서 정한 조건에 따라 처방의약품을 대체하는 경우 처방전에 따라 제공한 의약품 명칭을 기록하고 이 대체 의약품 제공 사실을 처방자에게 알린다. »

제II장 지역 병·의원에서의 입원치료 서비스 및 사회의료 서비스의 개발과 진료등급의 강화

Article 35

I. -L'article L. 6111-3-1 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« Art. L. 6111-3-1.-I.-Les hôpitaux de proximité sont des établissements de santé publics ou privés, ou des sites identifiés de ces établissements. Ils assurent le premier niveau de la gradation des soins hospitaliers et orientent les patients qui le nécessitent, conformément au principe de pertinence des soins, vers les établissements de santé de recours et de référence ou vers les autres structures adaptées à leurs besoins. Les missions des hôpitaux de proximité sont exercées avec la participation conjointe des structures et des professionnels de la médecine ambulatoire avec lesquels ils partagent une responsabilité territoriale.

« II.-En prenant en compte les projets de santé des communautés professionnelles territoriales de santé et en coopération avec les structures et les professionnels de la médecine ambulatoire, les établissements et les services médico-sociaux et d'autres établissements et acteurs de santé, dont les établissements d'hospitalisation à domicile, les hôpitaux de proximité :

« 1° Apportent un appui aux professionnels de santé de ville et aux autres acteurs de l'offre de soins pour répondre aux besoins de la population, notamment le cadre hospitalier nécessaire à ces acteurs pour y poursuivre la prise en charge de leurs

제35조

I. 「공중보건법전」 제L6111-3-1조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L6111-3-1조 I. 지역병원이란 공공 또는 민간 의료시설이나 이러한 시설이 들어선 장소를 말한다. 지역병원은 1차진료를 담당하며 진료원칙에 따라 환자 상황에 알맞은 레지옹대학병원 및 연계종합병원이나 그 밖의 적정 의료서비스 조직으로 환자를 이송한다. 지역병원은 지역 내 의료서비스 책임을 분담하는 외래진료시설과 보건의료인이 연계하는 형태로 임무 수행이 이루어진다.

« II. 지역보건의료인단체의 계획을 고려하고 외래진료 조직·보건의료인, 사회의료 시설·기관 및 재택의료서비스 시설 등 그 밖의 보건의료 주체들과의 협력을 통하여 지역병원은 다음 각 호의 임무를 수행한다.

« 1° 환자의 상태에 따라 필요한 치료를 병원에서 계속해서 받을 수 있도록, 지역 보건의료인과 주민들의 수요를 충족하는 의료서비스를 제공하는 그 밖의 주체들에게 지역 내 병·의원연계 서비스를 지원한다.

patients lorsque l'état de ces derniers le nécessite ;

« 2° Favorisent la prise en charge des personnes en situation de vulnérabilité et leur maintien dans leur lieu de vie, en liaison avec le médecin traitant ;

« 3° Participent à la prévention et à la mise en place d'actions de promotion de la santé sur le territoire ;

« 4° Contribuent, en fonction de l'offre présente sur le territoire, à la permanence des soins et à la continuité des prises en charge en complémentarité avec les structures et les professionnels de la médecine ambulatoire.

« III. — Pour la réalisation, dans des conditions garantissant la qualité et la sécurité des soins, des missions définies aux I et II, de façon obligatoire, les hôpitaux de proximité exercent une activité de médecine, qui comprend, le cas échéant, des actes techniques, proposent, en complémentarité avec l'offre libérale disponible au niveau du territoire, des consultations de plusieurs spécialités, disposent ou donnent accès à des plateaux techniques d'imagerie, de biologie médicale et à des équipements de télésanté, et n'exercent pas d'activité de chirurgie ni d'obstétrique.

« A titre dérogatoire et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, pour

« 2° 주치의와 연계하여 취약자들을 진료하고 그들의 거주지에 이러한 의료시스템이 유지되도록 지원한다.

« 3° 지역 내 예방 및 건강증진 활동에 참여한다.

« 4° 지역에 제안된 의료서비스에 따라 외래 진료 조직 및 보건의료인과 함께 상호보완적으로 진료의 지속성 및 연속성이 이루어지도록 기여한다.

« III. 진료의 품질 및 안전성을 보장하는 조건 내에서 제I항과 제II항에 규정된 임무를 의무적으로 이행하기 위하여 지역병원은 경우에 따라 의료기술적 요소를 포함하는 의료 활동을 수행하며 지역 차원에서 활용 가능한 자유직 보건의료인의 의료활동과 상호보완적으로 여러 전문과목의 진료를 제안하고 영상 진단의료기기, 진단검사의학 장비 및 원격의료장비에 대한 접근을 제공하지만 외과나 산과의 의료활동은 수행하지 아니한다.

« 주민들의 의료 수요와 해당 지역에 제안된 의료서비스를 고려하여 국참사원령으로 정한

favoriser l'accès aux soins et au regard des besoins de la population et de l'offre présente sur le territoire concerné, un hôpital de proximité peut, sur décision du directeur général de l'agence régionale de santé, pratiquer certains actes chirurgicaux programmés. Le ministre chargé de la santé fixe par arrêté la liste limitative des actes pouvant intégrer ces dérogations, après avis conforme de la Haute Autorité de santé.

« En fonction des besoins de la population et de l'offre de soins présente sur les territoires sur lesquels ils sont implantés, les hôpitaux de proximité exercent d'autres activités, notamment la médecine d'urgence, les activités prénatales et postnatales, les soins de suite et de réadaptation ainsi que les activités de soins palliatifs, et peuvent apporter leur expertise aux autres acteurs par le biais d'équipes mobiles.

« IV.—Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article. »

II. —Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, en vue de renforcer et développer des établissements de santé de proximité qui assurent le premier niveau de gradation des soins hospitaliers, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi visant à :

1° Déterminer les modalités selon lesquelles la liste des établissements de

조건에서 예외적으로 의료 접근성을 높이기 위하여, 지역병원은 레지옹보건청장의 결정에 따라 편성된 특정 외과 의료활동을 수행할 수 있다. 보건 관련 주무부처 장관은 보건최고위원회의 적합의견이 내려진 후에 이러한 예외에 포함될 수 있는 의료활동을 규정하는 목록을 부령으로 정한다.

« 지역병원이 있는 지역 주민들의 의료 수요와 제안된 의료서비스에 따라, 지역병원은 응급의료, 산전·산후 진료, 재활치료 및 완화치료를 비롯한 그 밖의 의료활동을 수행하며 이동의료팀을 통하여 다른 주체들에게 전문 의료지식을 제공할 수 있다.

« IV. 이 조의 적용조건은 국참사원령으로 명시한다. »

II. 헌법 제38조에서 정한 조건에 따라, 1차 진료를 담당하는 지역 의료시설을 강화하고 발전시켜 나갈 수 있도록 정부는 다음 각 호의 사항과 관련된 모든 법적인 조치를 법률 명령으로 시행할 수 있다.

1° 관할당국이 지역 의료시설 목록을 작성

santé de proximité est établie par l'autorité compétente ;

2° Définir les modalités d'organisation, de fonctionnement et de gouvernance de ces établissements, notamment en ouvrant leur gouvernance aux acteurs du système de santé du territoire concerné ;

3° Déterminer dans quelles conditions ces dispositions peuvent être applicables à une structure dépourvue de la personnalité morale et partie d'une entité juridique.

III. – Les ordonnances sont prises dans un délai de dix-huit mois à compter de la publication de la présente loi. Le projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de chaque ordonnance.

IV. – Le I entre en vigueur à une date définie par décret, et au plus tard le 1er janvier 2021.

Article 36

I. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, pour renforcer la prise en compte des exigences de qualité et de technicité des soins dans les conditions d'autorisation des différentes activités, pour organiser une meilleure répartition territoriale de l'offre de soins selon une logique de gradation des soins, et pour étendre le champ des activités de soins soumises à autorisation, le Gouvernement

has the way to decide.

2° 해당 지역 보건의료시스템의 주체들에게 거버넌스를 개방하는 등 지역 의료시설의 조직, 운영 및 거버넌스 방식을 정의한다.

3° 이러한 규정과 관련하여 법인격을 갖추지 못했으나 법인의 일부로 구성된 조직에 적용할 수 있는 조건을 정한다.

III. 법률명령은 이 법률을 공포한 날부터 18개월 이내에 채택한다. 비준을 위한 명령안은 각 법률명령을 공포한 날부터 3개월 이내에 의회에 상정한다.

IV. 제I항은 명령으로 정한 날부터 시행하되 2021년 1월 1일부터는 시행하여야 한다.

제36조

I. 헌법 제38조에서 정한 조건에 따라, 다양한 의료활동을 허가하는 조건은 진료의 품질 및 전문성 요건을 고려하여 강화하고 의료기관의 진료등급 원칙에 따라 최적의 분배가 이루어지도록 지역 의료서비스를 조직하며 허가 대상 의료활동 범위가 확대될 수 있도록 정부는 다음 각 호의 사항과 관련된 모든 법적인 조치를 법률명령으로 시행할 수 있다.

est autorisé à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi visant à :

1° Modifier le régime d'autorisation des activités de soins, des équipements matériels lourds, des alternatives à l'hospitalisation et de l'hospitalisation à domicile en vue notamment de favoriser le développement des alternatives à l'hospitalisation, de prévoir de nouveaux modes d'organisation des acteurs de santé et d'adapter ce régime aux particularités de certaines activités rares ou à haut risque ;

2° Adapter le régime des autorisations aux activités réalisées dans le cadre des dispositifs de coopération et de coordination des acteurs de santé ;

3° Simplifier les procédures et les conditions de délivrance des autorisations d'activités de soin ;

4° Modifier les dispositions applicables au service de santé des armées en cohérence avec le régime des autorisations issues des 1°, 2° et 3°.

II. – Les ordonnances sont prises dans un délai de dix-huit mois à compter de la publication de la présente loi. Le projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de chaque ordonnance.

Chapitre III : Renforcer la stratégie et

1° 입원 외 다른 대안의료의 개발을 촉진하고 보건의료 주체들을 조직하는 새로운 방법을 마련하며 특정 희귀 또는 고위험 질환에 대한 의료활동의 특수성을 이러한 제도에 맞게 조정하기 위하여 진료, 대형 의료기기, 입원 외 다른 대안의료 및 재택의료에 대한 허가제도를 개정한다.

2° 보건의료 주체 간 협력 및 연계 시스템의 일환으로 수행되는 활동에 대하여 허가제도를 적절히 적용한다.

3° 의료활동에 대한 허가의 절차 및 조건을 간소화한다.

4° 제1호, 제2호 및 제3호에 따른 허가제도에 부합하도록 군보건의료센터에 적용 가능한 규정을 개정한다.

II. 법률명령은 이 법률을 공포한 날부터 18개월 이내에 채택한다. 비준을 위한 명령안은 각 법률명령을 공포한 날부터 3개월 이내에 의회에 상정한다.

제III장 지역병원연합 차원의 의료전략

la gouvernance médicales au niveau
du groupement hospitalier de
territoire, et accompagner les
établissements volontaires pour
davantage d'intégration

Article 37

I. -Le livre 1er de la sixième partie du
code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 6144-2, il est inséré
un article L. 6144-2-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 6144-2-1. -Il est institué une
commission médicale de groupement dans
chaque groupement hospitalier de territoire.
La commission médicale de groupement
contribue à l'élaboration et à la mise en
oeuvre de la stratégie médicale du
groupement et du projet médical partagé du
groupement. Elle contribue notamment à
l'élaboration de la politique d'amélioration
continue de la qualité et de la sécurité des
soins ainsi que des conditions d'accueil et
de prise en charge des usagers.

« La commission médicale de groupement
est composée de représentants des
personnels médicaux, odontologiques,
pharmaceutiques et maïeutiques. Elle élit
son président.

« Un décret détermine les conditions
d'application du présent article, notamment
la composition et les règles de
fonctionnement des commissions médicales

·거버넌스 강화 및 지역병원연합 가입
을 장려하기 위한 의료시설에 대한 지
원

제37조

I. 「공중보건법전」 제6부제I권을 다음 각
호와 같이 개정한다.

1° 제L6144-2조 뒤에 다음의 제L6144-
2-1조를 삽입한다.

« 제L6144-2-1조 각 지역병원연합은 의료
위원회를 설치한다. 의료위원회는 지역병원
연합의 의료전략 및 공동의료계획을 수립하
고 실행하는 데 기여한다. 의료위원회는 진
료의 품질 및 안전성과 이용자의 수용 및 치
료 조건의 지속적인 개선을 목적으로 한 정
책을 수립하는 데 기여한다.

« 지역병원연합 의료위원회는 의학·치의학·
약학·산과학 부문의 보건의료인 대표자들로
구성한다. 의료위원회 위원장은 그 위원 중
에서 호선한다.

« 지역병원연합 의료위원회의 구성 및 운영
규칙뿐만 아니라 이 위원회에서 협의할 부문
을 비롯한 이 조의 적용조건은 국참사원령으

de groupement ainsi que les matières sur lesquelles elles sont consultées. » ;

2° Le 5° du II de l'article L. 6132-2 est ainsi modifié :

a) A la deuxième phrase du b, après les mots : « directeurs d'établissement, », sont insérés les mots : « le président de la commission médicale du groupement, » ;

b) Le même b est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Le directeur de l'établissement support est le président du comité stratégique du groupement hospitalier de territoire. Le président de la commission médicale de groupement en est le vice-président ; »

c) Le d est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Il se prononce sur la stratégie du groupement hospitalier de territoire. Il donne notamment un avis sur le projet médical partagé, le projet de soins partagé ainsi que les conventions de partenariat et d'association entre le groupement hospitalier de territoire et des établissements non parties au groupement. » ;

3° Le I de l'article L. 6132-3 est complété par un 5° ainsi rédigé :

« 5° La gestion des ressources humaines médicales, odontologiques, pharmaceutiques et maïeutiques, en cohérence avec la stratégie médicale du groupement élaborée avec le concours de la commission médicale

로 정한다. »

2° 제L6132-2조제II항제5호를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) b목제2문 중 “시설의 장,” 뒤에 “지역병원연합 의료위원회 위원장,”을 삽입한다.

b) 같은 b목을 “지원시설의 장은 지역병원연합 전략위원회 위원장으로 한다. 의료위원회 위원장은 전략위원회에서 부위원장을 맡는다.”와 같은 두 문장으로 보완한다.

c) d목을 “전략위원회 위원장은 지역병원연합의 전략을 결정한다. 전략위원회 위원장은 공동의료계획, 공동진료계획 및 지역병원연합과 이 연합에 가입되지 아니한 시설 간의 제휴·협력 협약에 대한 의견을 제시한다.”와 같은 두 문장으로 보완한다.

3° 제L6132-3조제I항을 다음의 제5호로 보완한다.

« 5° 지역병원연합 의료위원회의 지원을 받아 수립한 지역병원연합의 의료전략과 관련된 의학·치의학·약학·산과학 부문의 인적자원 관리 »

de groupement. » ;

4° A la première phrase du premier alinéa de l'article L. 6144-1, après le mot : « contribue », sont insérés les mots : « à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la stratégie médicale de l'établissement et de son projet médical en lien avec le projet médical partagé du groupement, et ».

II. -Après l'article L. 6132-5 du code de la santé publique, il est inséré un article L. 6132-5-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 6132-5-1.-Les établissements parties à un même groupement hospitalier de territoire peuvent être autorisés par le directeur général de l'agence régionale de santé, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, au regard de l'intention et des capacités de l'ensemble des établissements parties, à :

« 1° Mettre en commun leurs disponibilités déposées auprès de l'Etat, par dérogation aux articles L. 312-2, L. 511-5 et L. 511-7 du code monétaire et financier et à l'article L. 6145-8-1 du présent code ;

« 2° Elaborer un programme d'investissement et un plan global de financement pluriannuel uniques par dérogation aux 4° et 5° de l'article L. 6143-7 ;

« 3° Conclure avec l'agence régionale de santé, par dérogation à l'article L. 6114-1 et au 1° de l'article L. 6143-7, un contrat

4° 제L6144-1조제1문단제1문 중 “기여한다.” 뒤에 “지역병원연합의 공동의료계획과 관련된 시설의 의료전략 및 그에 따른 의료계획의 수립과 실행에서, 그리고”를 삽입한다.

II. 「공중보건법전」 제L6132-5조 뒤에 다음의 제L6132-5-1조를 삽입한다.

« 제L6132-5-1조 같은 지역병원연합에 가입된 시설은 가입 시설 전체의 의향 및 역량을 고려하여 국참사원령으로 정한 조건에 따라 레지옹보건청장으로부터 다음 각 호의 사항을 허가받을 수 있다.

« 1° 「금융통화법전」 제L312-2조, 제L511-5조 및 제L511-7조와 이 법전 제L6145-8-1조의 규정에도 불구하고 국고에 예치된 준비금을 공유한다.

« 2° 제L6143-7조제4호와 제5호의 규정에도 불구하고 단일 투자계획 및 다년간재정지원종합계획을 수립한다.

« 3° 제L6114-1조와 제L6143-7조제1호의 규정에도 불구하고 지역병원연합에 가입된 시설 전체를 대상으로 한 단일 다년간재원목

pluriannuel d'objectifs et de moyens unique pour l'ensemble des établissements du groupement. »

III. –A.–Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution et dans un délai de douze mois à compter de la publication de la présente loi, en vue, d'une part, de tirer les conséquences des dispositions du I du présent article sur les établissements publics de santé et les groupements hospitaliers de territoire et de renforcer leur gouvernance médicale et, d'autre part, d'ouvrir une faculté aux établissements parties à un groupement hospitalier de territoire d'approfondir l'intégration de leurs instances représentatives ou consultatives, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi visant à :

1° Mettre en cohérence le fonctionnement et les champs de compétences des commissions médicales d'établissement et des commissions médicales de groupement ainsi que les attributions de leurs présidents respectifs ;

2° Etendre les compétences des commissions médicales d'établissements et de groupements ;

3° Définir l'articulation des compétences respectives en matière de gestion des ressources humaines médicales, odontologiques, pharmaceutiques et

표계약을 레지옹보건청과 체결한다. »

III. A. 헌법 제38조에서 정한 조건에 따라 이 법률을 공포한 날부터 12개월 이내에, 한편으로 공공의료시설 및 지역병원연합에 관한 이 조 제I항에 규정된 결과를 도출하고 그에 따른 의료 부문의 거버넌스를 강화하며 다른 한편으로 지역병원연합에 가입된 시설에 대한 그 대표기구 또는 자문기구의 통합을 더욱 공고히 할 수 있도록 권한을 부여하기 위하여 정부는 다음 각 호의 사항과 관련된 모든 법적인 조치를 법률명령으로 시행할 수 있다.

1° 개별 시설의 의료위원회와 지역병원연합 의료위원회의 운영 및 권한 범위뿐만 아니라 각 위원장의 권한 사이에 일관성을 유지한다.

2° 개별 시설과 지역병원연합의 의료위원회 권한을 확대한다.

3° 지역병원연합에 가입된 시설의 장과 지역병원연합 지원시설의 장에게 각각 부여된 의학·치의학·약학·산과학 부문의 인적자원을 관리하는 권한 간의 유기적 결합방식을 규정

maïeutiques des directeurs d'établissements parties à un groupement hospitalier de territoire et des directeurs d'établissements support de groupement hospitalier de territoire ;

4° Organiser les conditions dans lesquelles les établissements parties à un groupement hospitalier de territoire peuvent décider de fusionner ou substituer leurs directoires et le comité stratégique du groupement hospitalier de territoire, par dérogation au dernier alinéa de l'article L. 6141-1 du code de la santé publique ;

5° Organiser les conditions dans lesquelles les établissements parties à un groupement hospitalier de territoire peuvent décider de fusionner ou substituer leurs commissions médicales d'établissement et leur commission médicale de groupement hospitalier de territoire, par dérogation aux b et c du 5° du II de l'article L. 6132-2 et aux articles L. 6143-7-5, L. 6144-1 et L. 6144-2 du même code ;

6° Organiser les conditions dans lesquelles les établissements parties à un groupement hospitalier de territoire peuvent décider de fusionner ou substituer leurs comités techniques d'établissement, leurs comités techniques de groupements de coopération sanitaire de moyens de droit public et la conférence territoriale de dialogue social du groupement hospitalier de territoire, par dérogation aux articles L. 6144-3, L. 6144-3-1, L. 6144-3-2 et L. 6144-4

한다.

4° 「공중보건법전」 제L6141-1조 마지막 문단의 규정에도 불구하고 지역병원연합에 가입된 시설들이 지역병원연합의 경영자회의 및 전략위원회의 합병 또는 교체를 결정할 수 있는 조건을 설정한다.

5° 같은 법전 제L6132-2조제II항제5호b목 및 c목과 제L6143-7-5조, 제L6144-1조 및 제L6144-2조의 규정에도 불구하고 지역 병원연합에 가입된 시설들이 개별 시설의 의료위원회와 지역병원연합 의료위원회의 합병 또는 교체를 결정할 수 있는 조건을 설정한다.

6° 「공중보건법전」 제L6144-3조·제L6144-3-1조·제L6144-3-2조·제L6144-4조의 규정에도 불구하고 지역병원연합에 가입된 시설들이 개별 시설의 기술위원회, 공법인에 속하는 보건의료협력연합 기술위원회 및 지역병원연합 지역노사협의회의 합병 또는 교체를 결정할 수 있는 조건을 설정한다.

dudit code ;

7° Organiser les conditions dans lesquelles les établissements parties à un groupement hospitalier de territoire peuvent décider de fusionner ou substituer leurs commissions des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques et la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques de groupement, par dérogation à l'article L. 6146-9 du même code ;

8° Organiser les conditions dans lesquelles les établissements parties à un groupement hospitalier de territoire peuvent décider de fusionner ou substituer leurs comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail par dérogation aux articles L. 4611-1 et L. 4611-2 du code du travail, demeurés applicables en vertu du I de l'article 10 de l'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales ;

9° Préciser les modalités de constitution, les règles de composition et les attributions des instances qui résulteront des fusions ou substitutions prévues aux 4° à 8° du présent A ainsi que les conditions permettant de mettre fin à ces fusions et substitutions, de nature à garantir la représentation effective des personnels de chacun des établissements du groupement

7° 같은 법전 제L6146-9조의 규정에도 불구하고 지역병원연합에 가입된 시설들이 개별 시설의 간호·재교육·의료기술위원회와 지역병원연합 간호·재교육·의료기술위원회의 합병 또는 교체를 결정할 수 있는 조건을 설정한다.

8° 기업의 새로운 사회경제적 대화기구와 관련되고 노조의 책임 이행 및 역할을 강화하는 2017년 9월 22일 제2017-1386호 법률명령 제10조제I항에 따라 적용할 수 있는 「노동법전」 제L4611-1조 및 제L4611-2조의 규정에도 불구하고 지역병원연합에 가입된 시설들이 보건안전근로조건위원회의 합병 또는 교체를 결정할 수 있는 조건을 설정한다.

9° 제IIIA항제4호부터 제8호까지에서 정한 합병 또는 교체와 관련된 기구를 설치하고 권한을 부여하는 방식 및 이를 구성하는 규칙뿐만 아니라 이러한 합병 및 교체를 종료할 수 있고 지역병원연합에 소속된 각 시설 직원의 실질적인 대표성을 확보하고 대표자 선출원칙이 준수되도록 보장하는 조건을 명시한다.

et le respect du principe d'élection.

B. –Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement pour chaque ordonnance prévue au présent III dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.

IV. –L'article L. 6132-7 du code de la santé publique est complété par un 9° ainsi rédigé :

« 9° Les conditions de mise en oeuvre des autorisations prévues à l'article L. 6132-5-1, ainsi que celles permettant d'y mettre fin en garantissant la continuité des activités et des parcours de soins. »

V. –Le I entre en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard le 1er janvier 2021.

VI. –Les mandats des présidents et des membres élus des commissions médicales d'établissement mentionnées à l'article L. 6144-1 du code de la santé publique et des établissements parties à un groupement hospitalier de territoire sont prorogés jusqu'à la date d'institution des commissions médicales de groupement fixée par le décret prévu au V du présent article et, au plus tard, le 1er janvier 2021.

Article 38

Après le premier alinéa de l'article L. 6143-2-1 du code de la santé publique, il

B. 이 제III항에서 정한 각 법률명령 비준을 위한 법률안은 이 법률명령을 공포한 날부터 3개월 이내에 의회에 상정하여야 한다.

IV. 「공중보건법전」 제L6132-7조를 다음의 제9호로 보완한다.

« 9° 제L6132-5-1조에 따른 허가를 부여하는 조건뿐만 아니라 진료 활동 및 과정의 연속성을 보장함으로써 허가를 종료하는 조건 »

V. 제I항은 명령으로 정한 날부터 시행하되 2021년 1월 1일부터는 시행하여야 한다.

VI. 「공중보건법전」 제L6144-1조에 따른 시설과 지역병원연합에 가입된 시설의 의료위원회 위원장 및 위원의 임기는 이 조 제V항의 명령으로 정한 지역병원연합 의료위원회의 설립일까지 또는 최대 2021년 1월 1일까지 연장된다.

제38조

「공중보건법전」 제L6143-2-1조제1문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Un volet spécifique consacré à la qualité de vie au travail des personnels médicaux et non médicaux est intégré au projet social défini par chaque établissement. »

Article 39

Le III de l'article L. 6141-7-1 du code de la santé publique est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les établissements parties à la fusion conservent chacun une commission des usagers mentionnée à l'article L. 1112-3. »

Article 40

L'article L. 6143-1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Au seizième alinéa, les mots : « peut se faire » sont remplacés par les mots : « se fait » ;

2° Le même seizième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le directeur communique à la présidence du conseil de surveillance les documents financiers pluriannuels élaborés en concertation avec le directoire ainsi que les documents stratégiques relatifs au projet d'établissement et à la participation à des coopérations et réseaux validés en concertation avec le directoire. » ;

3° Le dernier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Il est informé du

« 의료직·비의료직 직원의 근로생활의 질과 관련된 부문별 계획은 각 시설에서 정한 노사계획에 통합한다. »

제39조

「공중보건법전」 제L6141-7-1조제III항을 다음의 한 문단으로 보완한다.

« 합병된 지역병원연합에 가입한 시설은 제 L1112-3조에 따른 각 이용자위원회를 유지한다. »

제40조

「공중보건법전」 제L6143-1조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제16문단 중 “할 수 있다.”를 “한다.”로 대체한다.

2° 같은 제16문단을 “시설의 장은 경영자회의와 협의를 거쳐 수립한 다년간 회계문서뿐만 아니라 경영자회의와 협의를 거쳐 검증이 이루어진 시설계획 및 협력·네트워크 참여와 관련된 전략문서를 감독위원회 위원장에게 제출한다.”와 같은 한 문장으로 보완한다.

3° 마지막 문단을 “감독위원회 위원장은 레지온보건청과 의료시설 간에 체결한 다년간

contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'agence régionale de santé et l'établissement ainsi que de ses modifications. »

Titre III : DÉVELOPPER L'AMBITION NUMÉRIQUE EN SANTÉ

Chapitre Ier : Innover en valorisant les données cliniques

Article 41

I. –L'article L. 1460–1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) A la première phrase, les mots : « recueillies à titre obligatoire et » sont supprimés ;

b) A la même première phrase, après le mot : « territoriales », sont insérés les mots : « , aux professionnels de santé » ;

c) A ladite première phrase, les mots : « à des fins de recherche, d'étude ou d'évaluation » sont supprimés ;

d) Au début de la deuxième phrase, les mots : « Les traitements réalisés à cette fin » sont remplacés par les mots : « Ces traitements » ;

e) Au début de la dernière phrase, les mots : « Sauf disposition législative

재원목표계약과 그 변경조항을 통보받는다.”와 같은 한 문장으로 보완한다.

제III편 보건의료 부문의 디지털환경 구축

제I장 임상데이터 이용 촉진을 위한 혁신

제41조

I. 「공중보건법전」 제L1460–1조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1문단을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문에 “의무 수집 및”을 삭제한다.

b) 같은 제1문 중 “지역” 뒤에 “, 보건의료인에 대한”을 삽입한다.

c) 같은 제1문에 “조사, 연구 또는 평가 목적의”를 삭제한다.

d) 제2문 시작 부분 중 “이러한 목적으로 수행된 처리”를 “이러한 처리”로 대체한다.

e) 마지막 문장의 시작 부분 중 “별도의 법률 규정이 있는 경우를 제외하고”를 삭제한다.

contraire, » sont supprimés ;

2° Au second alinéa, les mots : « des recherches, des études ou des évaluations à des fins de santé publique » sont remplacés par les mots : « des traitements de données concernant la santé ».

II. -L'article L. 1461-1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le I est complété par des 6° à 11° ainsi rédigés :

« 6° Les données destinées aux professionnels et organismes de santé recueillies à l'occasion des activités mentionnées au I de l'article L. 1111-8 du présent code donnant lieu à la prise en charge des frais de santé en matière de maladie ou de maternité mentionnée à l'article L. 160-1 du code de la sécurité sociale et à la prise en charge des prestations mentionnées à l'article L. 431-1 du même code en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles ;

« 7° Les données relatives à la perte d'autonomie, évaluée à l'aide de la grille mentionnée à l'article L. 232-2 du code de l'action sociale et des familles, lorsque ces données sont appariées avec les données mentionnées aux 1° à 6° du présent I ;

« 8° Les données à caractère personnel des enquêtes dans le domaine de la santé, lorsque ces données sont appariées avec

다.

2° 제2문단 중 “공중보건을 목적으로 한 조사, 연구 또는 평가의”를 “보건의료 관련 데이터 처리의”로 대체한다.

II. 「공중보건법전」 제L1461-1조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제I항을 다음의 제6호부터 제11호까지로 보완한다.

« 6° 「사회보장법전」 제L160-1조에 따른 질병 또는 출산 부문의 의료비 환급과 산업 재해·직업병 부문의 같은 법전 제L431-1조에 따른 의료서비스 비용 환급과 관련하여 이 법전 제L1111-8조제I항에 따른 의료활동 시 수집된 보건의료인 및 기관을 위한 데이터

« 7° 이 제I항제1호부터 제6호까지에 따른 데이터에 부합하는 경우 「사회복지가족법전」 제L232-2조에 따른 기준표에 근거하여 평가된 노동능력 상실과 관련된 데이터

« 8° 제1호부터 제6호까지에 따른 데이터에 부합하는 경우 보건 분야 설문조사에서 확보한 개인정보

des données mentionnées aux 1° à 6° ;

« 9° Les données recueillies lors des visites médicales et de dépistage obligatoires prévues à l'article L. 541-1 du code de l'éducation ;

« 10° Les données recueillies par les services de protection maternelle et infantile dans le cadre de leurs missions définies à l'article L. 2111-1 du présent code ;

« 11° Les données de santé recueillies lors des visites d'information et de prévention, telles que définies à l'article L. 4624-1 du code du travail. » ;

2° Le premier alinéa du II est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« II. - Le système national des données de santé est mis en oeuvre dans le cadre d'orientations générales définies par l'Etat, en concertation avec les organismes responsables des systèmes d'information et des données mentionnés au I du présent article.

« Les responsables ou les catégories de responsables des traitements du système national des données de santé et leurs rôles respectifs sont définis par décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Les responsables de ces traitements sont nominativement désignés par arrêté. » ;

« 9° 「교육법전」 제L541-1조에서 정한 의무 건강검진 및 검사 시에 수집된 데이터

« 10° 이 법전 제L2111-1조에서 정의한 임무 수행 차원에서 모자보건센터에서 수집한 데이터

« 11° 「노동법전」 제L4624-1조에서 정의한 바에 따른 채용건강검진 시에 수집된 보건 의료데이터 »

2° 제II항제1문단을 다음의 두 문단으로 대체한다.

« II. 국가보건의료정보시스템은 이 조 제I항에 따른 정보·데이터시스템을 관리하는 기관과의 협의를 거쳐 국가에서 정의한 기본방침의 일환으로 실행된다.

« 국가보건의료정보시스템의 데이터 처리 책임자 또는 책임자의 범주와 각각의 역할은 정보자유국가위원회의 의견을 들은 후에 제정되는 국참사원령으로 정한다. 이러한 데이터 처리 책임자는 부령에 따라 임명한다. »

3° Au 4° du IV, la référence : « 36 » est remplacée par la référence : « 78 ».

III. –L'article L. 1461–3 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Au 1°, les mots : « à des fins de recherche, d'étude ou d'évaluation » sont supprimés ;

b) A l'avant–dernier alinéa, les mots : « de la recherche, de l'étude ou de l'évaluation » sont remplacés par les mots : « des traitements » ;

2° Le II est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « à des fins de recherche, d'étude ou d'évaluation » sont remplacés par les mots : « de données concernant la santé » et les mots : « la procédure définie à la sous–section 2 de » sont remplacés par les mots : « les procédures définies à » ;

b) Au a du 2°, les mots : « de la recherche » sont remplacés par les mots : « de la mise en oeuvre du traitement » /

c) Le b du même 2° est ainsi modifié :

–les mots : « de la recherche, de l'étude ou de l'évaluation » sont remplacés par les mots : « du traitement » ;

–après le mot : « méthode », sont insérés les mots : « et, pour les traitements

3° 제IV항제4호 중 “36”을 “78”로 대체한다.

III. 「공중보건법전」 제L1461–3조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제I항을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) “제1호 중 “조사, 연구 또는 평가를 목적으로 한”을 삭제한다.

b) 끝에서 두 번째 문단 중 “조사, 연구 또는 평가의”를 “처리의”로 대체한다.

2° 제II항을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단 중 “조사, 연구 또는 평가를 목적으로 한”을 “보건의료 관련 데이터의”로 교체하고 “의 제3절의2에서 규정한 절차”를 “에서 규정한 절차들”로 대체한다.

b) 제2호 중 “조사의”를 “처리 실행의”로 대체한다.

c) 같은 제2호b목을 다음과 같이 개정한다.

–“조사, 연구 또는 평가의”를 “처리의”로 대체한다.

–“방법” 앞에 “및 전술한 「1978년 1월 6일 제78–17호 법률」 제II편제III장제3절의2에

mentionnés à la sous-section 2 de la section 3 du chapitre III du titre II de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 précitée ».

IV. -L'article L. 1461-4 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Au début du premier alinéa, la mention : « I.- » est supprimée ;

2° Les II et III sont abrogés.

V. -Au 1° de l'article L. 1461-5 du code de la santé publique, les mots : « recherches, les études ou les évaluations demandées » sont remplacés par les mots : « traitements de données concernant la santé demandés ».

VI. -L'article L. 1461-6 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Au début, les mots : « Pour les finalités de recherche, d'étude ou d'évaluation » sont remplacés par les mots : « Pour les traitements mentionnés aux articles 65 et 72 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés » ;

2° La référence : « 5° » est remplacée par la référence : « 11° ».

VII. -L'article L. 1461-7 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le 6° devient le 5° ;

2° Le 6° est ainsi rétabli :

다른 처리를 위한”을 삽입한다.

IV. 「공중보건법전」 제L1461-4조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1문단 시작 부분 중 “제I항”을 삭제한다.

2° 제II항과 제III항을 폐지한다.

V. 「공중보건법전」 제L1461-5조제1호 중 “요청된 조사, 연구 또는 평가”를 “요청된 보건의료 관련 데이터 처리”로 대체한다.

VI. 「공중보건법전」 제L1461-6조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 시작 부분 중 “조사, 연구 또는 평가 목적을 위한”을 “「개인정보·파일·자유에 관한 1978년 1월 6일 제78-17호 법률」 제65조 및 제72조에 따른 처리를 위한”으로 대체한다.

2° “제5호”를 “제11호”로 대체한다.

VII. 「공중보건법전」 제L1461-7조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제6호는 제5호로 한다.

2° 제6호를 다음과 같이 정정한다.

« 6° Définit les catégories de responsables des traitements du système national des données de santé et les responsables de traitement et fixe leurs rôles respectifs ; »

3° Il est ajouté un 7° ainsi rédigé :

« 7° Précise les modalités d'application du 6° du I de l'article L. 1461-1. »

VIII. -Le chapitre II du titre VI du livre IV de la première partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° L'intitulé est ainsi rédigé : « Plateforme des données de santé » ;

2° L'article L. 1462-1 est ainsi rédigé :

« Art. L. 1462-1.-Un groupement d'intérêt public, dénommé " Plateforme des données de santé ", est constitué entre l'Etat, des organismes assurant une représentation des malades et des usagers du système de santé, des producteurs de données de santé et des utilisateurs publics et privés de données de santé, y compris des organismes de recherche en santé.

« Il est notamment chargé :

« 1° De réunir, organiser et mettre à disposition les données du système national des données de santé mentionné à l'article L. 1461-1 et de promouvoir l'innovation dans l'utilisation des données de santé ;

« 2° D'informer les patients, de promouvoir

« 6° 국가보건의료정보시스템 처리 책임자의 범주와 데이터 처리 책임자를 정의하고 각각의 역할을 정한다. »

3° 다음의 제7호를 추가한다.

« 7° 제L1461-1조제I항제6호의 적용방식을 명시한다. »

VIII. 「공중보건법전」 제1부제IV권제VI편 제II장을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 같은 제II장의 제목을 “보건의료 빅데이터 플랫폼”으로 한다.

2° 제L1462-1조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L1462-1조 “보건의료 빅데이터 플랫폼”이라는 공익단체는 국가와 보건의료시스템의 환자·이용자, 보건의료데이터 생성자 및 보건의료연구기관을 비롯한 공공·민간 부문의 보건의료데이터 이용자를 대표하는 기구로 구성된다.

« 이 공익단체는 다음 각 호와 같은 업무를 담당한다.

« 1° 제L1461-1조에 따른 국가보건의료정보시스템의 데이터를 수집·구성·제공하고 보건의료데이터 이용을 위한 기술혁신을 꾀한다.

« 2° 환자들에게 정보를 제공하며 제

et de faciliter leurs droits, en particulier concernant les droits d'opposition dans le cadre du 1° du I de l'article L. 1461-3 ;

« 3° D'assurer le secrétariat unique mentionné à l'article 76 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

« 4° D'assurer le secrétariat du comité éthique et scientifique pour les recherches, les études et les évaluations dans le domaine de la santé ;

« 5° De contribuer à l'élaboration, par la Commission nationale de l'informatique et des libertés, de référentiels et de méthodologies de référence au sens du b du 2° du I de l'article 8 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 précitée. Il facilite la mise à disposition de jeux de données de santé présentant un faible risque d'impact sur la vie privée, dans les conditions prévues au II de l'article 66 de la même loi ;

« 6° De procéder, pour le compte d'un tiers et à la demande de ce dernier, à des opérations nécessaires à la réalisation d'un traitement de données issues du système national des données de santé pour lequel ce tiers a obtenu une autorisation dans les conditions définies à l'article L. 1461-3 du présent code ;

« 7° De contribuer à diffuser les normes de standardisation pour l'échange et l'exploitation des données de santé, en

L1461-3조제I항제1호의 적용 지역 내에서 특히 환자가 정보 제공을 거부할 수 있는 권리를 널리 알린다.

« 3° 「개인정보·파일·자유에 관한 1978년 1월 6일 제78-17호 법률」 제76조에 따른 단일 사무국을 설치한다.

« 4° 보건의료 분야의 조사, 연구 또는 평가를 위한 윤리과학위원회 사무국을 설치한다.

« 5° 정보자유국가위원회는 전술한 「1978년 1월 6일 제78-17호 법률」 제8조제I항제2호b목에 따른 참조표준 및 참조방법론을 수립하는 데 기여한다. 같은 법률 제66조제II항의 조건에 따라 사생활에 영향을 미칠 위험이 적은 보건의료 데이터세트의 제공을 촉진한다.

« 6° 이 법전 제L1461-3조에서 정한 조건으로 허가를 취득한 제3자의 요청에 따라 그를 대신하여 국가보건의료정보시스템의 데이터 처리 실행에 필요한 작업을 수행한다.

« 7° 유럽 및 국제 표준을 고려하여 보건의료데이터를 교환 및 이용하기 위한 표준화 규격을 보급하는 데 힘쓴다.

tenant compte des standards européens et internationaux ;

« 8° D'accompagner, notamment financièrement, les porteurs de projets sélectionnés dans le cadre d'appels à projets lancés à son initiative et les producteurs de données associés aux projets retenus.

« Il publie chaque année un rapport transmis au Parlement. » ;

3° Il est ajouté un article L. 1462-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 1462-2.-I.-Le groupement d'intérêt public mentionné à l'article L. 1462-1 peut recruter des personnels dont les contrats relèvent du droit privé. Il peut également employer des agents titulaires des trois fonctions publiques en position de détachement ou de mise à disposition et employer ou recruter des agents non titulaires de droit public sous contrats à durée déterminée ou indéterminée.

« II.-Le groupement d'intérêt public est soumis en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises industrielles et commerciales. Par dérogation à ces règles, il peut déposer des fonds au Trésor public. Il peut percevoir des recettes correspondant à des prestations facturées à des tiers en application du 6° de l'article L. 1462-1.

« Le groupement d'intérêt public n'est pas

« 8° 사업공모에서 채택된 계획 수립 당사자와 채택된 계획과 관련된 데이터 생성자를 재정적으로 지원한다.

« 이 공익단체는 매년 보고서를 의회에 제출한다. »

3° 다음의 제L1462-2조를 추가한다.

« 제L1462-2조 I. 제L1462-1조에 따른 공익단체는 사법에 속하는 계약을 통하여 직원을 채용할 수 있다. 공익단체는 3명의 파견직 공무원을 사용할 수 있으며 공법에 속하는 비정규직 공무원을 유기계약직 또는 무기계약직으로 사용하거나 채용할 수 있다.

« II. 공익단체는 재정 및 회계 관리 부문에서 상공업 기업에 적용되는 규칙에 따른다. 공익단체는 이러한 규칙에도 불구하고 국고에 자금을 예치할 수 있다. 공익단체는 제L1462-1조제6호에 따라 제3자에게 제공한 서비스 요금을 징수할 수 있다.

« 공익단체는 「 2008년도 재정에 관한

soumis à l'article 64 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008.

« Le groupement d'intérêt public est soumis au contrôle économique et financier de l'Etat dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat et adaptées à ses missions et conditions de fonctionnement. »

IX. -Le groupement d'intérêt public « Institut national des données de santé », mentionné à l'article L. 1462-1 du code de la santé publique dans sa rédaction antérieure à la présente loi, devient le groupement d'intérêt public « Plateforme des données de santé », mentionné au même article L. 1462-1 dans sa rédaction résultant de la présente loi, à la date d'approbation de la convention constitutive de celui-ci. A cette date, l'ensemble des biens, personnels, droits et obligations de l'institut national des données de santé sont transférés de plein droit à la Plateforme des données de santé.

X. -Au 3° de l'article L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales, les mots : « recherches, les études ou les évaluations dans le domaine de » sont remplacés par les mots : « traitements de données concernant ».

XI. -La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés est ainsi modifiée :

2007년 12월 24일 제2007-1822호 법률 제64조에 따르지 아니한다.

« 공익단체는 국감사원령으로 정한 조건에 따라 그 임무 및 운영조건에 상응하는 경제적·재정적 감사의 대상이다. »

IX. 이 법률 이전에 작성된 「공중보건법전」 제L1462-1조에 따른 공익단체인 “국립보건의료데이터연구소”를 기본협약이 승인 되는 날에 이 법률에 근거하여 작성된 같은 법전 제L1462-1조에 명시된 공익단체인 “보건의료 빅데이터 플랫폼”으로 변경한다. 해당 날짜에 국립보건의료데이터연구소의 모든 재산, 직원, 권리 및 채무는 보건의료 빅데이터 플랫폼으로 합법적으로 이전된다.

X. 「지방자치법전」 제L2223-42조제3호 중 “의 분야에 대한 조사, 연구 또는 평가”를 “관련 데이터 처리”로 대체한다.

XI. 「개인정보·파일·자유에 관한 1978년 1월 6일 제78-17호 법률」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° Le dernier alinéa de l'article 30 est complété par les mots : « ou servant à constituer des bases de données à des fins ultérieures de recherche, d'étude ou d'évaluation dans le domaine de la santé » ;

2° L'article 65 est complété par un 6° ainsi rédigé :

« 6° Les traitements mis en oeuvre par l'Etat aux fins de conception, de suivi ou d'évaluation des politiques publiques dans le domaine de la santé ainsi que ceux réalisés aux fins de collecte, d'exploitation et de diffusion des statistiques dans ce domaine. » ;

3° L'article 66 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du II, les mots : « l'institut national des données de santé mentionné » sont remplacés par les mots : « la Plateforme des données de santé mentionnée » ;

b) A la seconde phrase du premier alinéa du V, les mots : « l'institut national des données de santé » sont remplacés par les mots : « le comité éthique et scientifique pour les recherches, les études et les évaluations dans le domaine de la santé » ;

4° Au début du second alinéa de l'article 72, les mots : « L'Institut national des données de santé mentionné à l'article L. 1462-1 du code de la santé publique » sont remplacés par les mots : « Le comité éthique et scientifique pour les recherches, les études

1° 제30조 마지막 문단을 “또는 보건의료 분야의 조사, 연구 또는 평가 목적의 데이터 베이스를 구축하는 데 사용되는”으로 보완한다.

2° 제65조를 다음의 제6호로 보완한다.

« 6° 보건의료 분야의 공공정책 수립, 모니터링 또는 평가 목적으로 국가가 실행한 데이터 처리와 이 분야의 통계 수집·이용·보급을 목적으로 실행한 데이터 처리 »

3° 제66조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제II항제1문단 중 “규정된 국립보건의료 데이터연구소”를 “규정된 보건의료 빅데이터 플랫폼”으로 대체한다.

b) 제V항제1문단제2문 중 “국립보건의료 데이터연구소”를 “보건의료 분야의 조사, 연구 또는 평가를 위한 윤리과학위원회”로 대체한다.

4° 제72조제2문단 시작 부분 중 “「공중보건법전」 제L1462-1조에 규정된 국립보건의료데이터연구소”를 “보건의료 분야의 조사, 연구 또는 평가를 위한 윤리과학위원회”로 대체한다.

et les évaluations dans le domaine de la santé » ;

5° A la seconde phrase du premier alinéa de l'article 73, les mots : « l'institut national des données de santé mentionné » sont remplacés par les mots : « la Plateforme des données de santé mentionnée » ;

6° L'article 76 est ainsi modifié :

a) Le 2° est ainsi rédigé :

« 2° Du comité éthique et scientifique pour les recherches, les études et les évaluations dans le domaine de la santé, pour les demandes d'autorisation relatives à des études ou à des évaluations ainsi qu'à des recherches n'impliquant pas la personne humaine, au sens du 1° du présent article.

« Ce comité est composé de manière à garantir son indépendance et la diversité des compétences dans le domaine des traitements concernant la santé et à l'égard des questions scientifiques, éthiques, sociales et juridiques. Il est composé en recherchant une représentation équilibrée des femmes et des hommes. Il comporte, en son sein, des représentants d'associations de malades ou d'usagers du système de santé agréées désignés au titre des dispositions de l'article L. 1114-1 du code de la santé publique.

« Les membres du comité, les personnes appelées à collaborer à ses travaux et les agents relevant du statut général des

5° 제73조제1문단제2문 중 “규정된 국립보건의료데이터연구소”를 “규정된 보건의료 빅데이터 플랫폼”으로 대체한다.

6° 제76조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제2호를 다음과 같이 작성한다.

« 2° 인간과는 무관한 이 조 제1호에 따른 연구 또는 평가·조사와 관련된 허가 신청 시에 보건의료 분야의 조사, 연구 또는 평가를 위한 윤리과학위원회의 의견

« 윤리과학위원회는 보건의료 관련 데이터 처리 분야와 과학·윤리·사회·법률 문제에서의 독립성과 전문 분야의 다양성이 보장되도록 구성한다. 윤리과학위원회의 구성 시 여성과 남성 간 대표성이 동등하게 구현되어야 한다. 윤리과학위원회에는 「공중보건법전」 제L1114-1조의 규정에 따라 보건의료시스템과 관련하여 인가받은 환자협회 또는 이용자협회 대표자를 포함한다.

« 윤리과학위원회의 위원, 심의에 소환된 사람 및 해당 업무에 배정된 공무원 일반신분 규정 또는 군인 일반신분규정에 속하는 직원

fonctionnaires ou du statut général des militaires qui en sont dépositaires sont tenus, dans les conditions et sous les peines prévues aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal, de garder secrètes les informations dont ils peuvent avoir connaissance à raison de leurs fonctions et qui sont relatives à la nature des recherches, études ou évaluations, aux personnes qui les organisent ou aux produits, objets ou méthodes faisant l'objet de la recherche.

« Ne peuvent valablement participer à une délibération les personnes qui ne sont pas indépendantes du promoteur et de l'investigateur de la recherche, de l'étude ou de l'évaluation examinée.

« Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, fixe la composition du comité éthique et scientifique et définit ses règles de fonctionnement. Les membres du comité sont soumis à l'article L. 1451-1 du code de la santé publique. » ;

b) Au dernier alinéa, les mots : « l'institut national » sont remplacés par les mots : « la Plateforme » ;

7° L'article 77 est ainsi modifié :

a) A la première phrase du deuxième alinéa, les mots : « de la Caisse nationale d'assurance maladie responsable du

은 「형법전」 제226-13조 및 제226-14조에서 정한 조건 및 처벌규정에 따라 직무 수행 시 알게 된 정보뿐만 아니라 조사, 연구 또는 평가 성격의 정보와 이를 조직하는 사람과 관련된 정보나 조사 대상 제품, 물건 또는 방법에 대한 비밀유지의 의무가 있다.

« 검토되는 조사, 연구 또는 평가의 제안자 및 연구자와 이해관계가 성립되는 사람은 심의에 참여할 수 없다.

« 윤리과학위원회 구성과 운영규칙은 정보자유국가위원회의 의견을 들은 후에 제정되는 국참사원령으로 정한다. 윤리과학위원회의 구성원은 「공중보건법전」 제L1451-1조의 규정에 따라야 한다. »

b) 마지막 문단 중 “국립연구소”를 “플랫폼”으로 대체한다.

7° 제77조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제2문단제1문 중 “처리 책임자인 건강보험공단”을 “처리 책임자의”로 교체하고 “국립연구소”를 “플랫폼”으로 대체한다.

traitement » sont remplacés par les mots : « des responsables des traitements » et les mots : « l'institut national » sont remplacés par les mots : « la Plateforme » ;

b) Au sixième alinéa, les mots : « le responsable du traitement mentionné » sont remplacés par les mots : « les responsables des traitements mentionnés » ;

c) Au neuvième alinéa, les mots : « le responsable du traitement mentionné » sont remplacés par les mots : « les responsables des traitements mentionnés » ;

d) A la première phrase du dixième alinéa, les mots : « le directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie peut » sont remplacés par les mots : « les responsables des traitements mentionnés au II de l'article L. 1461-1 du code de la santé publique peuvent » et les mots : « s'il dispose » sont remplacés par les mots : « s'ils disposent » et, au début de la deuxième phrase du même dixième alinéa, les mots : « Il doit » sont remplacés par les mots : « Ils doivent ».

XII. -Le présent article entre en vigueur, sous réserve des dispositions du XIII, le lendemain de la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier

b) 제6문단 중 “규정된 처리 책임자”를 “규정된 처리 책임자들”로 대체한다.

c) 제9문단 중 “규정된 처리 책임자”를 “규정된 처리 책임자들”로 대체한다.

d) 제2문단제1문 중 “건강보험공단 이사장이 할 수 있다.”를 “「공중보건법전」 제 L1461-1조제II항에 규정된 처리 책임자들이 할 수 있다.”로 교체하고 “책임자가 제공하는 경우”를 “책임자들이 제공하는 경우”로 교체하며 같은 제10문단제2문 시작 부분 중 “책임자가 하여야 한다.”를 “책임자들이 하여야 한다.”로 대체한다.

XII. 이 조는 제XIII항의 규정을 조건으로, 「개인정보 보호에 관한 2018년 6월 20일 제2018-493호 법률」 제32조에 따라 제정되고 「개인정보·파일·자유에 관한 1978년 1월 6일 제78-17호 법률」과 개인정보 보호에 관한 여러 규정의 개정을 포함하는 2018년 12월 12일 제2018-1125호 법률명령 시행일 다음 날부터 시행한다.

1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel.

XIII. –Le a du 3°, le 5°, le b du 6° et le a du 7° du XI entrent en vigueur à la date d'approbation de la convention constitutive de la Plateforme des données de santé, et au plus tard le 31 décembre 2019.

XIV. –Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 31 décembre 2019, un rapport sur le groupement mentionné à l'article L. 1462-1 du code de la santé publique dans sa rédaction résultant de la présente loi. Le rapport s'attache à déterminer dans quelle mesure la structure et la gouvernance de ce groupement sont de nature à garantir aux utilisateurs d'exploiter les données de santé de manière plus efficace.

Article 42

I. –L'article L. 1413-3 du code de la santé publique est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les droits sur les bases de données anonymisées qui sont constituées par les personnes, structures ou centres mentionnés aux 1° et 2° du présent article à la demande et selon les modalités, notamment financières, définies par l'agence pour lui permettre d'exercer ses missions sont exercés par l'Etat.

XIII. 제XI항제3호, 제5호a목 및 제7호b목은 보건의료 빅데이터 플랫폼의 기본협약 승인 일부터 시행하거나 늦어도 2019년 12월 31 일부터 시행하여야 한다.

XIV. 정부는 이 법률에 근거하여 작성된 「공중보건법전」 제L1462-1조에 따른 단체와 관련된 보고서를 2019년 12월 이전까지 의회에 제출하여야 한다. 이 보고서의 제출은 이용자가 더욱 효율적으로 보건의료데이터를 활용할 수 있도록 해당 단체의 조직 및 거버넌스의 수준을 결정하기 위함이다.

제42조

I. 「공중보건법전」 제L1413-3조를 다음의 두 문단으로 보완한다.

« 이 조 제1호와 제2호에 따른 사람, 조직 및 센터에서 설정하는 익명화 처리 데이터베이스에 대한 권리는 익명화 처리 요청에 따르고 레지옹보건청이 임무 수행을 위하여 규정한 재정관리 방식에 따라 국가가 행사한다.

« Les ressources mentionnées au 3° de l'article L. 1413-8 recueillies ou collectées dans les mêmes conditions sont la propriété de l'Etat. »

II. – Au premier alinéa de l'article L. 1524-2 du code de la santé publique, la référence : « l'ordonnance n° 2017-51 du 19 janvier 2017 » est remplacée par la référence : « la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé ».

Article 43

I. – L'article L. 161-28-1 du code de la sécurité sociale, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2018-470 du 12 juin 2018 procédant au regroupement et à la mise en cohérence des dispositions du code de la sécurité sociale applicables aux travailleurs indépendants, est ainsi modifié :

1° Le 1° est ainsi rédigé :

« 1° A l'exercice de leurs missions par les organismes chargés de la gestion d'un régime de base d'assurance maladie ; »

2° Les 2° et 3° sont abrogés.

II. – Au 3° de l'article 65 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les mots : « aux fins d'assurer le service des prestations ou le contrôle » sont remplacés par les mots : « pour l'exercice de leurs missions ».

« 같은 조건에 따라 취득하거나 수집한 제 L1413-8조제3호에 따른 자원은 국가의 소유이다. »

II. 「공중보건법전」 제L1524-2조제1문단 중 “2017년 1월 19일 제2017-51호 법률명령”을 “「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」”로 대체한다.

제43조

I. 독립근로자에게 적용할 수 있는 「사회보장법전」의 재편성과 일관성 유지를 위한 2018년 6월 12일 제2018-470호 법률명령에 근거하여 작성된 「사회보장법전」 제L161-28-1조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1호를 다음과 같이 작성한다.

« 1° 기초건강보험 제도의 관리를 담당하는 기관이 그 임무 수행 시 »

2° 제2호와 제3호를 폐지한다.

II. 「개인정보·파일·자유에 관한 1978년 1월 6일 제78-17호 법률」 제65조제3호 중 “의료서비스 또는 검사를 보장하는 목적으로”를 “임무 수행을 위하여”로 대체한다.

Chapitre II : Doter chaque usager d'un espace numérique de santé

Article 44

I. –Le chapitre préliminaire du titre 1er du livre 1er de la première partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° L'article L. 1110-4-1 est ainsi rédigé :

« Art. L. 1110-4-1. – Afin de garantir l'échange, le partage, la sécurité et la confidentialité des données de santé à caractère personnel, doivent être conformes aux référentiels d'interopérabilité et de sécurité élaborés par le groupement d'intérêt public mentionné à l'article L. 1111-24, pour le traitement de ces données, leur conservation sur support informatique et leur transmission par voie électronique :

« 1° Les systèmes d'information ou les services ou outils numériques destinés à être utilisés par les professionnels de santé et les personnes exerçant sous leur autorité, les établissements et services de santé, le service de santé des armées et tout organisme participant à la prévention ou aux soins dont les conditions d'exercice ou les activités sont régies par le présent code ;

« 2° Les systèmes d'information ou les services ou outils numériques destinés à

제II장 이용자별 전자보건의료계정의 제공

제44조

I. 「공중보건법전」 제1부제I권제I편예비장을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L1110-4-1조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L1110-4-1조 개인 보건의료데이터의 교환·공유·보안·기밀을 보장하기 위하여 다음 각 호의 정보시스템, 디지털 서비스 또는 장치는 이러한 데이터의 처리, 전산매체 저장 및 전자적 방법의 전송 시 제L1111-24조에 따른 공익단체가 수립한 상호운용성 참조표준을 따라야 한다.

« 1° 보건의료인, 이들의 감독 아래 임무를 수행하는 사람, 군보건의료센터 및 그 수행 조건이나 활동이 이 법전에 따르는 예방이나 진료에 참여하는 모든 기관이 이용할 수 있는 정보시스템, 디지털 서비스 또는 장치

« 2° 「사회복지가족법전」 제L312-1조제I항에 따른 사회의료복지 부문에 종사하는 보

être utilisés par les professionnels des secteurs médico-social et social et les établissements ou services des secteurs médico-social et social mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

« 3° Les systèmes d'information ou les services ou outils numériques mis en oeuvre par les organismes d'assurance maladie, ayant pour finalité principale de contribuer directement à la prévention ou au suivi du parcours de soins des patients.

« Ces référentiels sont élaborés en concertation avec les représentants des professions de santé, d'associations d'usagers du système de santé agréées, des établissements de santé, des établissements et services des secteurs médico-social et social ainsi que des opérateurs publics et privés du développement et de l'édition des systèmes d'information et des services et outils numériques en santé. Ils sont approuvés par arrêté du ministre chargé de la santé.

« Les référentiels d'interopérabilité mentionnés au premier alinéa du présent article s'appuient sur des standards ouverts en vue de faciliter l'extraction, le partage et le traitement des données de santé dans le cadre de la coordination des parcours de soins, de l'amélioration de la qualité des soins et de l'efficacité du système de santé ou à des fins de recherche clinique, chaque fois que le recours à ces standards est jugé

건의료인과 사회의료복지 부문의 시설 또는 기관에서 이용할 수 있는 정보시스템, 디지털 서비스 또는 장치

« 3° 예방 또는 환자 진료과정 모니터링에 직접 기여하는 것을 주된 목적으로 건강보험 기관에서 이용하는 정보시스템, 디지털 서비스 또는 장치

« 상호운용성 참조표준은 보건의료직 대표자, 보건의료시스템과 관련하여 인가받은 이용자협회, 의료시설, 사회의료복지 부문의 시설 및 기관과 보건의료 부문의 정보시스템, 디지털 서비스 및 장치를 개발하는 공공·민간 사업자와 협력하여 수립한다. 상호운용성 참조표준은 보건 관련 주무부처 장관의 부령으로 승인한다.

« 이 조 제1문단에 따른 상호운용성 참조표준은 의료서비스 과정의 연계, 진료 품질 및 보건의료시스템의 효율성 향상이나 임상연구를 목적으로 보건의료데이터의 추출·공유·처리를 용이하게 하는 공개표준을 기반으로 한다. 다만, 이 법전 제1111-24조에 따른 공익단체는 이러한 공개표준 사용 시 그 타당성과 적용 가능성을 매번 판단하여야 한다. »

pertinent et possible par le groupement d'intérêt public mentionné à l'article L. 1111-24 du présent code. » ;

2° Après le même article L. 1110-4-1, il est inséré un article L. 1110-4-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 1110-4-2.-I.-La conformité d'un système d'information ou d'un service ou outil numérique en santé aux référentiels d'interopérabilité mentionnés à l'article L. 1110-4-1 est attestée dans le cadre d'une procédure d'évaluation et de certification définie par décret en Conseil d'Etat.

« II.-Est conditionnée à des engagements de mise en conformité aux référentiels d'interopérabilité dans les conditions prévues au I l'attribution de fonds publics dédiés au financement d'opérations de conception, d'acquisition ou de renouvellement de systèmes d'information ou de services ou outils numériques en santé mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 1110-4-1.

« III.-Les conventions d'objectifs et de gestion mentionnées à l'article L. 227-1 du code de la sécurité sociale, les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens mentionnés à l'article L. 1435-3 du présent code et les contrats ayant pour objet d'améliorer la qualité et la coordination des soins mentionnés à l'article L. 1435-4 du même code comprennent des engagements relatifs à l'acquisition ou à l'utilisation de

2° 같은 제L1110-4-1조 뒤에 다음의 제L1110-4-2조를 삽입한다.

« 제L1110-4-2조 I. 제L1110-4-1조에 따른 상호운용성 참조표준에 대한 보건의료 부문의 정보시스템, 디지털 서비스 또는 장치의 적합성은 국참사원령으로 정한 평가 및 인증 절차를 통하여 입증되어야 한다.

« II. 제L1110-4-1조제1호와 제2호에 따른 보건의료 부문의 정보시스템, 디지털 서비스 또는 장치의 설계, 취득 또는 갱신 작업을 지원하는 공적자금은 제I항의 조건에 따라 상호운용성 참조표준을 준수한다는 약정에 따라 제공한다.

« III. 「사회보장법전」 제L227-1조에 따른 관리목표협약, 이 법전 제L1435-3조에 따른 다년간재원목표계약 및 같은 법전 제L1435-4조에 따른 진료의 품질 및 연계성을 향상하기 위한 계약에는 이 조 제I항의 조건에 따라 입증된 같은 법전 제L1110-4-1조에 따른 상호운용성 참조표준에 적합한 보건 부문의 정보시스템, 디지털 서비스 또는 장치의 취득 또는 이용과 관련된 약정

systèmes d'information ou de services ou outils numériques en santé dont la conformité aux référentiels d'interopérabilité mentionnés à l'article L. 1110-4-1 dudit code est attestée dans les conditions prévues au I du présent article.

« IV. - Des modalités complémentaires d'incitation à la mise en conformité des systèmes d'information et services ou outils numériques en santé aux référentiels d'interopérabilité mentionnés à l'article L. 1110-4-1 peuvent être prévues par décret en Conseil d'Etat. »

II. - Les II et III de l'article L. 1110-4-2 du code de la santé publique entrent en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard le 1er janvier 2023.

Article 45

I. - La section 3 du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er de la première partie du code de la santé publique est ainsi modifiée :

1° Au début de l'intitulé, sont ajoutés les mots : « Espace numérique de santé, » ;

2° Au début, il est rétabli un article L. 1111-13 ainsi rédigé :

« Art. L. 1111-13. - Afin de promouvoir le rôle de chaque personne, tout au long de sa vie, dans la protection et l'amélioration de sa santé, un espace numérique de santé est mis à sa disposition, dans un domaine sécurisé, lui permettant de gérer ses

을 포함한다.

« IV. 제L1110-4-1조에 따른 상호운용성 참조표준에 적합한 보건의료 부문의 정보시스템, 디지털 서비스 또는 장치를 장려하는 추가적인 방식은 국참사원령으로 정할 수 있다. »

II. 「공중보건법전」 제L1110-4-2조제II항과 제III항은 명령으로 정한 날부터 시행하되 2023년 1월 1일부터는 시행하여야 한다.

제45조

I. 「공중보건법전」 제I권제I편제I장제3절을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 같은 제3절의 제목 시작 부분에 “전자보건의료계정,”을 추가한다.

2° 시작 부분에 제L1111-13조를 다음과 같이 정정한다.

« 제L1111-13조 평생 동안 건강을 관리하고 증진하는 개인의 역할을 장려하기 위하여, 개인이 자발적으로 보건의료데이터를 관리하고 사회의료복지 관련 보건 부문의 주체들과 함께 제L1110-4조 및 제L1110-4-1조에서 정한 조건 및 보장 아래 건강의 예방

données de santé et de participer à la construction de son parcours de santé en lien avec les acteurs des secteurs sanitaire, social et médico-social, favorisant ainsi la prévention, la coordination, la qualité et la continuité des soins, dans les conditions et sous les garanties prévues aux articles L. 1110-4 et L. 1110-4-1. » ;

3° Après le même article L. 1111-13, sont insérés des articles L. 1111-13-1 et L. 1111-13-2 ainsi rédigés :

« Art. L. 1111-13-1.-I.-L'espace numérique de santé est ouvert automatiquement, sauf opposition de la personne ou de son représentant légal. La personne ou son représentant légal est informé de l'ouverture de l'espace numérique de santé, des conditions de fonctionnement de cet espace, de ses responsabilités en tant que gestionnaire de données de santé dans un espace numérique et des modalités de sa clôture en application du 3° du IV. La personne concernée ou son représentant légal est également informé des modalités d'exercice de son droit d'opposition préalablement à l'ouverture de l'espace numérique de santé.

« Chaque titulaire dispose gratuitement de son espace numérique de santé.

« Pour chaque titulaire, l'identifiant de son espace numérique de santé est l'identifiant national de santé mentionné à l'article L. 1111-8-1 lorsqu'il dispose d'un tel

적 측면과 진료의 품질, 연계성·연속성을 촉진하는 의료서비스 과정의 데이터베이스 구축에 참여할 수 있도록 보안기능을 갖춘 전자보건의료계정을 제공한다. »

3° 같은 제L1111-13조 뒤에 다음의 제L1111-13-1조 및 제L1111-13-2조를 삽입한다.

« 제L1111-13-1조 I. 전자보건의료계정은 계정보유자 또는 그 법정대리인이 거부하는 경우를 제외하고 자동으로 개설된다. 전자보건의료계정의 개설, 운영조건, 계정에 대한 보건의료데이터 관리자의 책임 및 제IV항제3호에 따른 개정을 폐쇄하는 방식에 대한 정보는 계정보유자 또는 그 법정대리인에게 제공하여야 한다. 아울러 전자보건의료계정을 개설하기 이전에 거부권을 행사하는 방식에 대한 정보 역시 계정보유자 또는 그 법정대리인에게 제공하여야 한다.

« 계정보유자는 무료로 전자보건의료계정을 이용할 수 있다.

« 각 계정보유자의 전자보건의료계정 고유식별번호는 제L1111-8-1조에 따른 건강보험고유식별번호와 같다. 「사회복지가족법전」 제L251-1조에 따른 국가의료지원 수혜자의

identifiant. Pour le bénéficiaire de l'aide médicale de l'Etat mentionnée à l'article L. 251-1 du code de l'action sociale et des familles, l'identifiant de son espace numérique de santé est créé selon des modalités précisées par le décret en Conseil d'Etat mentionné au V du présent article.

« II. - L'espace numérique de santé est accessible en ligne à son titulaire, ou au représentant légal de celui-ci, dûment identifié et authentifié. Il permet au titulaire d'accéder à :

« 1° Ses données administratives ;

« 2° Son dossier médical partagé ;

« 3° Ses constantes de santé éventuellement produites par des applications ou des objets connectés référencés en application du III ou toute autre donnée de santé utile à la prévention, la coordination, la qualité et la continuité des soins ;

« 4° L'ensemble des données relatives au remboursement de ses dépenses de santé ;

« 5° Des outils permettant des échanges sécurisés avec les acteurs du système de santé, dont une messagerie de santé sécurisée permettant à son titulaire d'échanger avec les professionnels et établissements de santé et des outils permettant d'accéder à des services de télésanté ;

경우 전자보건의료계정의 고유식별번호는 이 조 제V항에 따른 국참사원령으로 정한 방식에 따라 생성된다.

« II. 전자보건의료계정은 정식으로 식별 및 인증된 계정보유자 또는 그 법정대리인에게 접근 권한이 부여된다. 계정보유자는 전자보건의료계정을 통하여 다음 각 호의 자료에 접근할 수 있다.

« 1° 본인의 환자관리 데이터

« 2° 본인의 전자의무기록

« 3° 응용프로그램에서 생성된 본인의 건강지수, 제III항에 따라 참조된 연관 목표 또는 건강의 예방적 측면과 진료의 품질, 연계성·연속성에 유용한 그 밖의 보건의료데이터

« 4° 본인의 의료비 환급과 관련된 모든 데이터

« 5° 계정보유자가 보건의료인 및 의료시설과 안전하게 정보를 교환할 수 있는 보건의료 관련 전자우편과 원격의료서비스에 접근할 수 있는 장치 등 보건의료시스템 주체들과 보안이 설정된 정보를 교환할 수 있는 장치

« 6° Tout service numérique, notamment des services développés pour favoriser la prévention et fluidifier les parcours, les services de retour à domicile, les services procurant une aide à l'orientation et à l'évaluation de la qualité des soins, les services visant à informer les usagers sur l'offre de soins et sur les droits auxquels ils peuvent prétendre ainsi que toute application numérique de santé référencés en application du même III ;

« 7° Le cas échéant, les données relatives à l'accueil et l'accompagnement assurés par les établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

« III.-Pour être référencés et intégrables dans l'espace numérique de santé, les services et outils numériques mentionnés aux 2° à 7° du II du présent article, qu'ils soient développés par des acteurs publics ou privés, respectent les référentiels d'interopérabilité et de sécurité élaborés par le groupement mentionné à l'article L. 1111-24, les référentiels d'engagement éthique ainsi que les labels et normes imposés dans l'espace numérique de santé mentionnés à l'article L. 1111-13-2. Ces référentiels, labels et normes tiennent compte de la mise en oeuvre par les services et outils numériques de mesures en faveur des personnes rencontrant des difficultés dans l'accès à internet et dans

« 6° 건강에 대한 예방활동을 촉진하고 진료 과정이 원활히 이루어지도록 개발된 서비스, 재택의료서비스, 진료의 방향 결정 및 품질 평가를 지원하는 서비스, 의료서비스 제공과 제III항에 따라 참조한 보건의료 관련 모든 디지털 응용프로그램의 사용을 요구할 수 있는 권리를 이용자에게 알려주는 서비스를 비롯한 모든 디지털 서비스

« 7° 필요한 경우 「사회복지가족법전」 제 L312-1조에 따른 사회의료복지 시설과 기관에서 제공하는 안내 및 지원 관련 데이터

« III. 전자보건의료계정에 참조 및 통합할 수 있도록 공공 또는 민간 부문 주체들이 개발한 이 조 제II항제2호부터 제7호까지에 따른 서비스 및 장치는 윤리규약 참조표준과 제L1111-24조에 따른 공익단체가 수립한 상호운용성·보안 참조표준뿐만 아니라 제 L1111-13-2조에 따른 전자보건의료계정에 부과되는 인증표시 및 규격을 준수하여야 한다. 이러한 인증표시 및 규격의 참조표준은 인터넷 접근과 컴퓨터 및 디지털 장치를 사용하는 데 어려움을 겪는 사람들을 위한 디지털 측정 서비스 및 장치의 사용이 고려되어야 한다.

l'utilisation des outils informatiques et numériques.

« Les services et outils numériques référencés ne peuvent accéder aux données de l'espace numérique de santé du titulaire qu'avec l'accord exprès de celui-ci, dûment informé des finalités et des modalités de cet accès lors de l'installation de ces services et outils, et qu'à des fins de prévention, de diagnostic, de soins ou de suivi social et médico-social, pour une durée de conservation strictement proportionnée à ces finalités.

« IV. – Le titulaire ou son représentant légal est le seul gestionnaire et utilisateur. Il peut décider que son espace ne contient pas un ou plusieurs éléments énoncés aux 1° à 7° du II du présent article ou n'y donne pas accès.

« A tout moment, il peut décider :

« 1° De proposer un accès temporaire ou permanent à tout ou partie de son espace numérique de santé à un établissement de santé, à un professionnel de santé ou aux membres d'une équipe de soins au sens de l'article L. 1110-12 ou de mettre fin à un tel accès ;

« 2° D'extraire des données de l'espace numérique de santé en application des dispositions relatives au droit d'accès et à la portabilité des données prévues par le

« 참조표준 서비스나 장치는 계정 개설 시 접근 목적 및 방식에 대한 정보를 정식으로 제공받은 계정보유자가 명시적으로 동의한 경우와 사회의료복지 부문의 예방·진단·진료 또는 모니터링 목적인 경우에만 전자보건의료계정에 있는 데이터에 접근할 수 있다. 데이터 보존기간은 이러한 목적에 엄격하게 부합하도록 설정하여야 한다.

« IV. 계정보유자 또는 그 법정대리인은 전자보건의료계정에 대한 유일한 관리자이자 사용자이다. 계정보유자 또는 그 법정대리인은 전자보건의료계정에 이 조 제II항제1호부터 제7호까지에 열거된 하나 이상의 항목을 포함하지 않도록 결정할 수 있다.

« 계정보유자 또는 그 법정대리인은 언제든지 다음 각 호의 사항을 결정할 수 있다.

« 1° 제L1110-12조에 따른 의료시설, 보건 의료인 또는 진료팀 구성원에게 전자보건의료계정의 전부 또는 일부에 대한 일시적 또는 영구적 접근권한을 가지도록 제안하거나 이러한 권한을 종료할 수 있다.

« 2° 개인정보 처리 부문에서의 개인의 보호와 데이터의 자유로운 이동과 관련되고 지침 제95/46/EC호를 폐지하는 개인의 보호에 관한 유럽 의회 및 이사회 규칙(EU) 제

règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

« 3° De clôturer son espace numérique de santé ou un ou plusieurs éléments énoncés aux 1° à 7° du II du présent article. Le décès du titulaire entraîne la clôture de son espace numérique de santé.

« A compter de la clôture de l'espace numérique de santé, faute de demande expresse de destruction de son contenu par son titulaire ou le représentant légal de celui-ci, ledit contenu est archivé pendant dix ans, période pendant laquelle il reste accessible à son titulaire, son représentant légal, ses ayants droit, son concubin ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, dans les conditions et limites prévues au V de l'article L. 1110-4.

« La communication de tout ou partie des données de l'espace numérique de santé ne peut être exigée du titulaire de cet espace lors de la conclusion d'un contrat relatif à une protection complémentaire en matière de couverture des frais de santé et lors de la conclusion ou de l'application de tout autre contrat, à l'exception des contrats relatifs aux services et outils numériques référencés en application du III du présent

2016/679호(정보보호일반규정)에 규정된 데이터 접근권 및 이동성 규정에 따라 전자보건의료계정의 데이터를 추출한다.

« 3° 전자보건의료계정 또는 이 조 제II항제 1호부터 제7호까지에 열거된 하나 이상의 항목을 폐쇄한다. 계정보유자가 사망한 경우 전자보건의료계정은 폐쇄된다.

« 계정보유자 또는 그 법정대리인이 콘텐츠 삭제를 명시적으로 요청한 경우를 제외하고 전자보건의료계정을 폐쇄한 때부터 해당 콘텐츠는 계정보유자, 그 법정대리인, 권리승계자, 배우자 또는 시민연대계약을 체결한 동거인이 10년 동안 접근할 수 있도록 제 L1110-4조제V항에서 정한 조건 및 한도 내에서 보관한다.

« 이 조 제III항에 따른 참조표준 디지털 서비스 및 장치와 관련된 계약을 제외하고 의료비 보장 부문의 추가 보험과 관련된 계약을 체결하는 경우와 그 밖의 계약을 체결하거나 적용하는 경우 전자보건의료계정의 데이터 전부 또는 일부에 대한 전송을 이러한 계정보유자에게 요청할 필요가 없다.

article.

« Une personne mineure peut s'opposer à la saisie dans son espace numérique de santé, dans un ou plusieurs éléments énoncés aux 1° à 7° du II du présent article ou dans son dossier pharmaceutique de toute donnée relative aux prises en charge réalisées dans les conditions prévues aux articles L. 1111-5, L. 1111-5-1, L. 2212-7 et L. 6211-3-1 ou relative au remboursement desdites prises en charge et des produits de santé prescrits ou administrés.

« V.-Les conditions et les modalités d'application du présent article sont définies par décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

« Art. L. 1111-13-2.-L'Etat et une ou plusieurs autorités publiques ou personnes publiques désignées par décret assurent la conception, la mise en oeuvre, l'administration, l'hébergement et la gouvernance de l'espace numérique de santé dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. La conception et la mise en oeuvre de l'espace numérique de santé tiennent compte des difficultés d'accès à internet et aux outils informatiques et dans l'usage de ces outils rencontrées par certaines catégories de personnes, en proscrivant toute discrimination fondée sur la localisation géographique, les ressources

« 미성년자의 경우 제L1111-5조, 제L1111-5-1조, 제L2212-7조 및 제L6211-3-1조에서 정하는 조건에 따라 이루어진 치료와 관련이 있거나 이에 따른 치료비와 처방 또는 사용된 의료제품의 환급과 관련된 모든 데이터를 그의 전자보건의료계정, 이 조 제II항제1호부터 제7호까지에 열거된 하나 이상의 항목 또는 의약품처방기록에 입력하는 것이 금지될 수 있다.

« V. 이 조의 적용 조건 및 방식은 정보자유국가위원회의 의견을 들은 후에 제정되는 국참사원령으로 정한다.

« 제L1111-13-2조 국가, 하나 이상의 공공기관 또는 명령으로 정한 공법인은 정보자유국가위원회의 의견을 들은 후에 제정되는 국참사원령의 조건에 따라 전자보건의료계정의 설계·구축·관리·호스팅·거버넌스를 보장한다. 전자보건의료계정의 설계 및 구축 시 지리적 위치, 자원 또는 장애요인에 근거한 모든 차별을 방지하기 위하여 특정 계층이 겪는 인터넷 및 컴퓨터 장치에 대한 접근의 어려움과 이러한 장치의 사용에 대한 어려움을 고려하여야 한다.

ou le handicap.

« Ce décret précise notamment le cadre applicable à la définition des référentiels d'engagement éthique et aux labels et normes imposés dans l'espace numérique de santé ainsi qu'au référencement des services et outils pouvant être mis à disposition dans l'espace numérique de santé en application des critères mentionnés au III de l'article L. 1111-13-1. »

II. -Le I entre en vigueur à une date fixée par le décret en Conseil d'Etat prévu au V de l'article L. 1111-13-1 du code de la santé publique, et au plus tard le 1er janvier 2022.

Article 46

Au premier alinéa de l'article L. 1111-23 du code de la santé publique, après la référence : « L. 4211-1 », sont insérés les mots : « et des dispositifs médicaux implantables ».

Article 47

Au troisième alinéa de l'article L. 1111-23 du code de la santé publique, après le mot : « invalides », sont insérés les mots : « ou le biologiste médical » et le mot : «, peut » est remplacé par le mot : « peuvent ».

Article 48

A la première phrase du premier alinéa de

« 전자보건의료계정에 부과되는 윤리규약, 인증표시 및 규격의 참조표준에 대한 정의와 제L1111-13-1조제III항의 기준에 따라 전자보건의료계정에 사용할 수 있는 서비스 및 장치의 참조표준에 적용할 수 있는 체계는 국참사원령으로 명시한다. »

II. 이 조 제I항은 「공중보건법전」 제L1111-13-1조제V항에 따른 국참사원령으로 정한 날부터 시행하되 2022년 1월 1일부터는 시행하여야 한다.

제46조

「공중보건법전」 제L1111-23조제1문단 중 “제L4211-1조” 뒤에 “및 인체 이식형 의료기기의”를 삽입한다.

제47조

「공중보건법전」 제L1111-23조제3문단 중 “상이군인들” 뒤에 “또는 진단검사의학자”를 삽입하고 “, 을 할 수 있다.”를 “들을 할 수 있다.”로 대체한다.

제48조

「사회보장법전」 제L162-17-1-2조제1문

l'article L. 162-17-1-2 du code de la sécurité sociale, la référence : « et L. 165-1 » est remplacée par les références : «, L. 165-1 et L. 165-11 ».

Article 49

Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi relative à l'identification et à l'authentification des usagers du système de santé, y compris des personnes ne disposant pas d'un identifiant national de santé, des personnes physiques ou morales en charge d'activités de prévention, de diagnostic, de soins ou de suivi social et médico-social et des personnes exerçant sous leur autorité, en vue de diversifier, notamment de dématérialiser, les moyens techniques de leur identification et de leur authentification et de les adapter aux différentes situations d'usage dans les systèmes d'information de santé et d'assurance maladie et leurs services dématérialisés, afin d'accompagner le développement des usages numériques en santé et la mobilité des professionnels de santé.

Les ordonnances sont prises dans un délai de dix-huit mois à compter de la publication de la présente loi. Le projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de chaque

danze1문 중 “및 제L165-1조”를 “, 제L165-1조 및 제L165-11조”로 대체한다.

제49조

헌법 제38조에서 정한 조건에 따라, 정부는 건강보험 고유식별번호가 없는 사람, 사회의 료복지 부문의 예방·진단·진료 또는 모니터링 활동을 담당하는 개인이나 법인 및 이들의 감독 아래 의료활동을 수행하는 사람 등 보건의료시스템 이용자의 식별 및 인증과 관련된 모든 법적인 조치를 법률명령으로 시행할 수 있다. 이는 보건의료 부문에 사용되는 디지털 수단의 개발 및 보건의료인의 이동성에 대한 지원이 이루어지도록 디지털화를 비롯한 식별 및 인증 기술 수단을 다변화하고 이를 이용자의 다양한 상황에 맞게 보건의료시스템, 건강보험시스템 및 디지털 서비스에 적용하는 데 있다.

법률명령은 이 법률을 공포한 날부터 18개월 이내에 채택한다. 비준을 위한 명령안은 각 법률명령을 공포한 날부터 3개월 이내에 의회에 상정한다.

ordonnance.

Article 50

I. –Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° L'article L. 1111-14 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « peuvent disposer » sont remplacés par le mot : « disposent » ;

b) Le troisième alinéa est ainsi rédigé :

« Le dossier médical partagé est ouvert automatiquement, sauf opposition de la personne ou de son représentant légal. La personne ou son représentant légal est informé de l'ouverture de ce dossier, des conditions de son fonctionnement et des modalités de sa clôture. La personne concernée ou son représentant légal est également informé des modalités d'exercice de son droit d'opposition préalablement à l'ouverture du dossier médical partagé. » ;

2° Au second alinéa de l'article L. 1111-21, les mots : « recueil du consentement » sont remplacés par les mots : « mise en oeuvre de l'information des titulaires sur l'ouverture de leur dossier ainsi que sur les modalités d'exercice de leur droit d'opposition à cette ouverture et de leur droit de clôturer à tout moment leur dossier ».

제50조

I. 「공중보건법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L1111-14조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단 중 “제공할 수 있다.”를 “제공한다.”로 대체한다.

b) 제3문단을 다음과 같이 작성한다.

« 전자의무기록은 계정보유자 또는 그 법정대리인이 거부하는 경우를 제외하고 자동으로 개설된다. 전자의무기록의 개설, 운영조건 및 폐쇄방식에 대한 정보는 계정보유자 또는 그 법정대리인에게 제공하여야 한다. 전자의무기록을 개설하기 이전에 거부권을 행사하는 방식에 대한 정보 역시 계정보유자 또는 그 법정대리인에게 제공하여야 한다. »

2° 제L1111-21조제2문단 중 “동의서 수집”을 “전자의무기록의 개설, 이 개설에 대한 거부권 및 전자의무기록을 언제라도 폐쇄할 권리의 행사방식에 대한 정보를 전자의무기록 보유자에게 제공한다.”로 대체한다.

II. -Le I entre en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'Etat, et au plus tard le 1er juillet 2021.

Article 51

I. -La section 3 du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er de la première partie du code de la santé publique est ainsi modifiée :

1° A la première phrase du premier alinéa de l'article L. 1111-15, après le mot : « consultation », sont insérés les mots : « , à l'exception de ceux réalisés dans le cadre de la médecine du travail » ;

2° Le troisième alinéa de l'article L. 1111-18 est ainsi rédigé :

« Dans le cadre de la médecine du travail, le dossier médical partagé est accessible uniquement pour y déposer des documents. »

II. -L'article L. 4624-8 du code du travail est ainsi modifié :

1° A la première phrase, après la première occurrence du mot : « travail », sont insérés les mots : « intégré au dossier médical partagé » ;

2° La deuxième phrase est ainsi rédigée : « Ce dossier est accessible aux professionnels de santé mentionnés aux articles L. 1111-15, L. 1111-16 et L. 1111-17 du code de la santé publique, sauf opposition de l'intéressé. » ;

II. 제I항은 국참사원령으로 정한 날부터 시행하되 2021년 7월 1일부터는 시행하여야 한다.

제51조

I. 「공중보건법전」 제1부제I권제I편제I장제3절을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L1111-15조제1문단제1문 중 “진찰” 뒤에 “, 산업의학 부문에서 실시된 것을 제외하고”를 삽입한다.

2° 제L1111-18조제3문단을 다음과 같이 작성한다.

« 산업의학 부문에서 전자의무기록은 서류를 등록한 후에만 접근할 수 있다. »

II. 「노동법전」 제L4624-8조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1문에서, 첫 번째로 나오는 “산업” 뒤에 “전자의무기록에 통합된”을 삽입한다.

2° 제2문을 “당사자가 거부하는 경우를 제외하고 「공중보건법전」 제L1111-15조, 제L1111-16조·제L1111-17조에 따른 보건의료인은 이 전자의무기록에 접근할 수 있다.”로 작성한다.

3° A la dernière phrase, les mots : « du code de la santé publique » sont remplacés par les mots : « du même code ».

III. –Les I et II entrent en vigueur le 1er juillet 2021.

Article 52

L'article L. 1111-22 du code de la santé publique est ainsi rétabli :

« Art. L. 1111-22. –La collecte, l'échange ou le partage des données de santé à caractère personnel nécessaires à la prise en charge du patient à l'occasion de soins délivrés lors de sa présence sur le territoire d'un autre Etat membre de l'Union européenne peuvent être réalisés au moyen du dossier médical partagé rendu accessible aux professionnels intervenant dans le cadre de ces soins, dans des conditions définies par décret. Ce décret détermine également les modalités d'échange de données de santé à caractère personnel nécessaires à la prise en charge transfrontalière ainsi que les exigences d'identification et d'authentification des professionnels habilités et de consentement du patient. Un arrêté du ministre chargé de la santé établit la liste des Etats remplissant les conditions prévues par ce décret. »

Chapitre III : Déployer pleinement la télémédecine et les télésoins

3° 마지막 문장 중 “ 「공중보건법전」 의”를 “같은 법전의”로 대체한다.

III. 이 조 제I항과 제II항은 2021년 7월 1일부터 시행한다.

제52조

「공중보건법전」 제L1111-22조를 다음과 같이 정정한다.

« 제L1111-22조 다른 유럽연합 회원국에서 진행되는 환자 진료 시 환자를 치료하는 데 필요한 개인 보건의료데이터의 수집·교환·공유는 명령으로 정한 조건에 따라 이러한 진료에 참여한 보건의료인들이 접근할 수 있는 전자의무기록을 통하여 실행될 수 있다. 국가 간에 환자를 치료하는 데 필요한 개인 보건의료데이터를 교환하는 방식과 자격을 갖춘 보건의료인의 식별 및 인증과 환자 동의에 대한 요구사항도 명령으로 정한다. 명령으로 정한 조건을 충족하는 국가 목록은 보건 관련 주무부처 장관의 부령으로 정한다. »

제III장 원격의료와 원격환자관리시스템의 보급

Article 53

I. –Le livre III de la sixième partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° A l'intitulé, le mot : « télémédecine » est remplacé par le mot : « télésanté » ;

2° A l'intitulé du titre 1er, le mot : « télémédecine » est remplacé par le mot : « télésanté » ;

3° L'intitulé du chapitre VI du même titre 1er est ainsi rédigé : « Télésanté » ;

4° Au début du même chapitre VI, est insérée une section 1 intitulée : « Télémédecine » et comprenant l'article L. 6316-1 ;

5° Après le mot : « rapport », la fin de la seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 6316-1 est ainsi rédigée : « un professionnel médical avec un ou plusieurs professionnels de santé, entre eux ou avec le patient et, le cas échéant, d'autres professionnels apportant leurs soins au patient. » ;

6° Le chapitre VI est complété par une section 2 ainsi rédigée :

« Section 2

« Télésoin

« Art. L. 6316-2. –Le télésoin est une forme de pratique de soins à distance utilisant les technologies de l'information et

제53조

I. 「공중보건법전」 제6부제III권을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제목 중 “원격의료”를 “원격 보건의료”로 대체한다.

2° 제I편의 제목 중 “원격의료”를 “원격 보건의료”로 대체한다.

3° 같은 제I편제VI장의 제목을 “원격 보건의료”로 작성한다.

4° 같은 제VI장의 시작 부분 중 제1절 제목 “원격의료”를 삽입하고 제L6316-1조를 포함한다.

5° “보고서” 뒤에 제L6316-1조제1문단제2문 끝 부분을 “1명의 의료인이 1명 이상의 보건의료인 또는 환자 사이에서, 필요한 경우 환자를 관리하는 그 밖의 보건의료인과”로 작성한다.

6° 제VI장을 다음의 제2절로 보완한다.

« 제2절

« 원격환자관리

« 제L6316-2조 원격환자관리란 정보통신기술을 사용하여 원격으로 실시되는 환자관리 서비스의 한 형태를 말한다. 원격환자관리는

de la communication. Il met en rapport un patient avec un ou plusieurs pharmaciens ou auxiliaires médicaux dans l'exercice de leurs compétences prévues au présent code.

« Les activités de télésoin sont définies par arrêté du ministre chargé de la santé, pris après avis de la Haute Autorité de santé. Cet avis porte notamment sur les conditions de réalisation du télésoin permettant de garantir leur qualité et leur sécurité ainsi que sur les catégories de professionnels y participant.

« Les conditions de mise en oeuvre des activités de télésoin sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

II. -Le chapitre II du titre VI du livre 1er du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le 1° du I de l'article L. 162-14-1 est complété par trois phrases ainsi rédigées : « La ou les conventions définissent également, le cas échéant, les tarifs ou les modes de rémunération ainsi que les modalités de réalisation des activités de télésoin définies en application de l'article L. 6316-2 du même code. Les activités de télésoin prises en charge par l'assurance maladie mettent en relation un auxiliaire médical et un patient et sont effectuées par vidéotransmission. Leur prise en charge est subordonnée à la réalisation préalable, en présence du patient, d'un premier soin par un auxiliaire médical de la même profession

이 법전에서 정한 자격에 따라 임무를 수행하는 1명 이상의 약사 또는 의료보조인과 환자 사이에서 이루어진다.

« 원격환자관리활동은 보건최고위원회의 의견을 들은 후에 제정되는 보건 관련 주무부처 장관의 부령으로 정의한다. 보건최고위원회의 의견은 특히 그 품질을 보장할 수 있는 원격환자관리를 수행하는 조건과 여기에 참여하는 전문가의 범주에 관한 것을 말한다.

« 원격환자관리를 수행하는 조건은 국참사원령으로 정한다. »

II. 「사회보장법전」 제I권제VI편제II장을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L162-14-1조제I항제1호를 다음의 세 문장으로 보완한다. « 같은 법전 제L6316-2조에 따른 보수의 요율 또는 그 책정방식 및 원격환자관리활동을 수행하는 방식도 필요하면 하나 이상의 협약으로 정한다. 건강보험이 적용되는 원격환자관리활동은 의료보조인과 환자 사이에서 영상전송장치를 통하여 이루어진다. 원격환자관리활동에 대한 의료비 환급은 원격환자관리를 담당하는 보건의료인과 같은 직종에 종사하는 의료보조인의 첫 번째 직접 대면 환자관리 이전의 기준을 근거로 한다. 필요에 따라 환자와 직접 대면하여 이루어지는 보건의료인의 환자관리업무는 원격환자관리 부문의 의료비 환급 항목에 포

que celle du professionnel assurant le télésoin ; l'activité du professionnel de santé présent, le cas échéant, auprès du patient n'est pas prise en charge dans le cadre du télésoin ; »

2° La sous-section 3 de la section 3.1 est complétée par un article L. 162-15-5 ainsi rédigé :

« Art. L. 162-15-5.-Les conditions de prise en charge des activités de télésoin prévues au 1° du I de l'article L. 162-14-1 sont fixées par décret en Conseil d'Etat. » ;

3° L'article L. 162-16-1 est ainsi modifié :

a) Après le 14°, il est inséré un 15° ainsi rédigé :

« 15° Les tarifs ou les modes de rémunération ainsi que les modalités de réalisation des activités de télésoin définies en application de l'article L. 6316-2 du même code. Les activités de télésoin prises en charge par l'assurance maladie mettent en relation un pharmacien et un patient et sont effectuées par vidéotransmission. Leur prise en charge est subordonnée à la réalisation préalable par un pharmacien, en présence du patient, d'un premier soin, bilan de médication ou entretien d'accompagnement d'un patient atteint d'une pathologie chronique ; l'activité du professionnel de santé présent, le cas échéant, auprès du patient n'est pas prise

en compte. »

2° 제3.1절의3을 다음의 제L162-15-5조로 보완한다.

« 제L162-15-5조 제L162-14-1조제I항제1호에서 정한 원격환자관리활동과 관련된 의료비 환급조건은 국참사원령으로 정한다. »

3° 제L162-16-1조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제14호 뒤에 다음의 제15호를 삽입한다.

« 15° 같은 법전 제L6316-2조에 따른 보수의 요율 또는 그 책정방식 및 원격환자관리 활동을 수행하는 방식. 건강보험이 적용되는 원격환자관리활동은 약사와 환자 사이에서 영상전송장치를 통하여 이루어진다. 이러한 원격환자관리활동에 대한 의료비 환급은 만성질환 환자에게 투여된 약물 또는 약물치료 유지와 관련하여 종합평가를 내리는 약사의 첫 번째 직접 대면 환자관리 이전의 기준을 근거로 한다. 필요에 따라 환자와 직접 대면하여 이루어지는 보건의료인의 환자관리업무는 원격환자관리 부문의 의료비 환급 항목에 포함되지 아니한다. »

en charge dans le cadre du télésoin. » ;

b) Au vingt et unième alinéa et à la première phrase de l'avant-dernier alinéa, la référence : « au 13° » est remplacée par les références : « aux 13° à 15° » ;

4° Après l'article L. 162-16-1-2, il est inséré un article L. 162-16-1-3 ainsi rédigé :

« Art. L. 162-16-1-3.—Les conditions de prise en charge des activités de télésoin prévues au 15° de l'article L. 162-16-1 sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Article 54

A la fin du dernier alinéa de l'article L. 6316-1 du code de la santé publique, les mots : «, en tenant compte des déficiences de l'offre de soins dues à l'insularité et l'enclavement géographique » sont supprimés.

Article 55

I. —L'article 34 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie est abrogé.

II. —Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi relative à la prescription et à la dispensation de soins, produits ou prestations, notamment ceux ayant vocation

b) 제21문단과 끝에서 두 번째 문단 제1문단 중 “제13호에서”를 “제13호부터 제15호까지”로 대체한다.

4° 제L162-16-1-2조 뒤에 다음의 제L162-16-1-3조를 삽입한다.

« 제L162-16-1-3조 제L162-16-1조제15호에서 정한 원격환자관리활동과 관련된 의료비 환급조건은 국참사원령으로 정한다. »

제54조

「공중보건법전」 제L6316-1조 마지막 문단 끝 부분 중 “, 도서지역 및 지리적으로 고립된 지역의 특수성으로 인한 의료서비스의 공급 부족을 고려하여”를 삭제한다.

제55조

I. 「질병보험에 관한 2004년 8월 13일 제2004-810호 법률」 제34조를 폐지한다.

II. 헌법 제38조에서 정한 조건에 따라, 정부는 건강보험 적용 대상의 진료, 의약품 또는 서비스제공을 비롯한 이러한 부문에서의 약물 처방 및 분배와 관련되고 전자처방전을 단계별로 일반화하는 것을 목적으로 한 데이터의 보안성·무결성을 완벽히 보장하기 위하여 약물처방보조소프트웨어 및 약물분배보조

à être pris en charge par l'assurance maladie, ainsi qu'aux règles régissant les conditions de certification des logiciels d'aide à la prescription et à la dispensation, tout en assurant la sécurité et l'intégrité des données, en vue de généraliser par étapes la prescription électronique.

Les ordonnances sont prises dans un délai de douze mois à compter de la publication de la présente loi. Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de chaque ordonnance.

III. –Après la remise au Parlement d'un rapport détaillant les enjeux et les modalités d'une évaluation des logiciels destinés à fournir des informations utilisées à des fins diagnostiques et d'aide aux choix thérapeutiques, et au plus tard à compter du 1er janvier 2020, le Gouvernement est autorisé, dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi relative à l'évaluation de ces logiciels.

L'ordonnance est prise dans un délai de six mois à compter de la date mentionnée au premier alinéa du présent

III. Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.

소프트웨어 인증조건에 적용하는 규칙과 관련된 모든 법적인 조치를 법률명령으로 시행할 수 있다.

법률명령은 이 법률을 공포한 날부터 18개월 이내에 채택한다. 비준을 위한 명령안은 각 법률명령을 공포한 날부터 3개월 이내에 의회에 상정한다.

III. 진단 목적으로 사용되는 정보를 제공하고 치료법을 선택하는 데 도움을 주는 소프트웨어의 목적 및 평가방식을 상세히 설명한 보고서를 의회에 제출한 이후 또는 늦어도 2020년 1월 1일까지, 정부는 헌법 제38조에서 정한 조건에 따라 해당 소프트웨어의 평가와 관련된 모든 법적인 조치를 법률명령으로 시행할 수 있다.

법률명령은 이 조 제1문단에 명시된 날부터 6개월 이내에 채택한다.

III. 비준을 위한 법률안은 법률명령을 공포한 날부터 3개월 이내에 의회에 상정한다.

IV. -La section 4 du chapitre 1er du titre VI du livre 1er du code de la sécurité sociale est ainsi modifiée :

1° L'article L. 161-35 est ainsi modifié :

a) Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les arrêts de travail sont prescrits, sauf exception, de manière dématérialisée par l'intermédiaire d'un service mis à la disposition des professionnels de santé par les organismes d'assurance maladie. » ;

b) Au II, les mots : « de l'obligation de transmission électronique par les professionnels et centres de santé » sont remplacés par les mots : « des obligations définies au I du présent article » ;

2° A l'article L. 161-35-1, la référence : « premier alinéa » est remplacée par la référence : « I » et la référence : « au 1° » est remplacée par les références : « aux 1° et 2° ».

V. -Le second alinéa du I de l'article L. 161-35 du code de la sécurité sociale, dans sa rédaction résultant de la présente loi, entre en vigueur à des dates fixées, selon les prescripteurs, par les conventions mentionnées aux articles L. 162-5 et L. 162-9 du même code, et au plus tard le 31 décembre 2021. Ces dernières définissent également les situations dans lesquelles la dématérialisation des arrêts de travail ne

IV. 「사회보장법전」 제I권제VI편제I장제4절을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L161-35조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제I항을 다음의 한 문단으로 보완한다.

« 휴직진단서는 건강보험공단이 보건의료인들에게 제공하는 서비스를 통하여 전자적인 방법으로만 발급되어야 한다. »

b) 제II항 중 “ 보건의료인들과 보건소들의 전자적 전송 의무의”를 "이 조 제I항에서 규정한 의무의"로 대체한다.

2° 제L161-35-1조 중 “제1문단”을 “제I항”으로 교체하고 “제1호에서”를 “제1호와 제2호에서”로 대체한다.

V. 이 법률에 근거하여 작성된 「사회보장법전」 제L161-35조제I항제2문단의 규정은 처방자별로 같은 법전 제L162-5조 및 제L162-9조에 따른 협약으로 정한 날부터 시행하되 2021년 12월 31일부터는 시행하여야 한다. 이러한 협약에는 전자적 방법으로 작성되어야 하는 휴직진단서를 적용할 수 없는 경우도 규정한다. 해당 규정의 시행일이 이 법률을 공포한 날부터 6개월 이내에 협약으로 정하지 아니한 경우 보건·사회보장

peut s'appliquer. Si les conventions n'ont pas fixé un tel calendrier dans les six mois suivant la publication de la présente loi, un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale y procède dans un délai de deux mois.

Titre IV : MESURES DIVERSES

Chapitre Ier : Dispositions de simplification

Article 56

I. –Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° La section 5 du chapitre IV du titre III du livre IV de la première partie est abrogée ;

2° Au 3° du I de l'article L. 1441-6, les mots : « Dans les conditions prévues à l'article L. 1434-14, » sont supprimés ;

3° Le III du même article L. 1441-6 est abrogé ;

4° A l'article L. 5125-10, les mots : « du conseil supérieur de la pharmacie et » sont supprimés ;

5° La dernière phrase du troisième alinéa de l'article L. 6143-7 est supprimée ;

6° L'article L. 6152-1-1 est abrogé ;

7° A la fin de l'article L. 6152-6, la référence : « et de l'article L. 6152-1-1 »

관련 주무부처 장관의 부령으로 2개월 이내에 이를 시행한다.

제IV편 다양한 조치

제I장 간소화 규정

제56조

I. 「공중보건법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1부제IV권제III편제IV장제5절을 폐지한다.

2° 제L1441-6조제I항제3호 중 “제L1434-14조에 따른 조건으로,”를 삭제한다.

3° 같은 제L1441-6조제III항을 폐지한다.

4° 제L5125-10조 중 “약국최고위원회 및”을 삭제한다.

5° 제L6143-7조제3문단 마지막 문장을 삭제한다.

6° 제L6152-1-1조를 폐지한다.

7° 제L6152-6조 끝 부분 중 “및 제L6152-1-1조의”를 삭제한다.

est supprimée.

II. -Le III de l'article 2 de la loi n° 2017-220 du 23 février 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en oeuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé est abrogé.

Article 57

I. -Le VII de l'article 107 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé est ainsi rédigé :

« VII. -Les établissements publics de santé, par dérogation à l'article 13 de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques, établissent des états comptables dont le périmètre et les modalités de production sont fixés par décret en Conseil d'Etat. Ces états comptables sont établis à compter de l'exercice 2022. »

II. -Dans un délai de trois ans à compter de la promulgation de la présente loi, les établissements mentionnés au 3° de l'article L. 6112-3 du code de la santé publique s'assurent de la mise en conformité avec l'article L. 6161-9 du même code des contrats conclus avec les professionnels médicaux libéraux qui, à la date de

II. 「의약품의료제품안전청의 실행절차 간소화에 관한 2016년 7월 15일 제2016-966호 법률명령의 비준과 관련되고 의료제품에 관한 다양한 규정을 포함하는 2017년 2월 23일 제2017-220호 법률」 제2조제III항을 폐지한다.

제57조

I. 「보건의료시스템의 현대화에 관한 2016년 1월 26일 제2016-41호 법률」 제107조 제VII항을 다음과 같이 작성한다.

« VII. 「특정 영리회사·공기업의 연결회계에 관한 1985년 1월 3일 제85-11호 법률」 제13조의 규정에도 불구하고 공공의료시설은 그 작성 범위 및 방식을 국감사원령으로 정하는 재무상태표를 작성한다. 재무상태표 작성은 2022 회계연도부터 적용된다. »

II. 이 법률을 공포한 날부터 3년 이내에, 「공중보건법전」 제L6112-3조제3호에 따른 시설은 이 법률의 공포일을 기준으로 수수료를 공제하고 계산된 보수가 「사회보장법전」 제L162-14-1조제I항제1호에서 정한 요율의 적용 대상이 아닌 자유직 의료인과 계약을 체결하는 경우 같은 법전 제L6161-9조의 규정을 준수하여야 한다. 이

publication de la présente loi, pratiquent des honoraires ne correspondant pas aux tarifs prévus au 1° du I de l'article L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale, minorés d'une redevance. Ces établissements sont réputés bénéficier pour les contrats concernés, pendant ce délai, de l'admission à recourir à des professionnels médicaux libéraux prévue à l'article L. 6161-9 du code de la santé publique.

Lorsqu'un praticien refuse la mise en conformité, l'admission à recourir à des professionnels médicaux libéraux prévue au même article L. 6161-9 est retirée, pour le contrat concerné, par le directeur général de l'agence régionale de santé, le cas échéant avec effet différé au terme d'une période transitoire qui ne peut excéder deux ans à compter de la décision de retrait. La décision du directeur général de l'agence régionale de santé intervient au terme d'une procédure contradictoire avec le praticien concerné et après avis de la commission médicale d'établissement et de l'organe délibérant de la personne morale gestionnaire.

Article 58

Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° L'article L. 2212-10 est abrogé ;

2° A la fin du dernier alinéa de l'article L. 2214-3, les mots : « statistiques établies à

leur 시설은 해당 계약을 통하여 이 기간 동안 「공중보건법전」 제L6161-9조에 정한 자유직 의료인의 업무지원에 대하여 허가받은 것으로 본다.

시설에 소속된 보건의료인이 앞서 언급한 규정의 준수를 거부하는 경우 레지옹보건청장은 해당 계약을 통하여 수행되는 제L6161-9조에서 정한 자유직 의료인의 업무지원에 대한 허가를 철회한다. 필요한 경우 철회 결정일로부터 2년을 초과할 수 없는 기간으로 그 종료 시점까지 허가에 대한 효력을 연장할 수 있다. 레지옹보건청장은 시설에 소속된 해당 보건의료인에 대한 대면조사와 시설의 의료위원회 및 시설관리법인 심의기구의 의견을 들은 후에 결정을 내린다.

제58조

「공중보건법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L2212-10조를 폐지한다.

2° 제L2214-3조 마지막 문단 끝 부분 중 “제L2212-10조에서 정한 신고일로부터 수립

partir des déclarations prévues à l'article L. 2212-10 » sont remplacés par les mots : « données relatives à la pratique de l'interruption volontaire de grossesse en France » ;

3° Le 3° de l'article L. 2422-2 est abrogé ;

4° Au 4° de l'article L. 6323-1-1, la référence : « L. 2212-10 » est remplacée par la référence : « L. 2212-9 ».

Article 59

Dans un délai de douze mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'amélioration de l'accompagnement au cours de la grossesse et notamment sur les modalités de systématisation de l'entretien prénatal prévu au dernier alinéa de l'article L. 2122-1 du code de la santé publique.

Article 60

Au troisième alinéa du II de l'article L. 1112-1 du code de la santé publique, après la seconde occurrence du mot : « médecin », sont insérés les mots : « ou, le cas échéant, par la sage-femme ».

Article 61

I. - Le chapitre III du titre 1er du livre III du code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

« 1. Le chapitre III du titre 1er du livre III du code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

3° Le 3° de l'article L. 2422-2 est abrogé ;

4° Au 4° de l'article L. 6323-1-1, la référence : « L. 2212-10 » est remplacée par la référence : « L. 2212-9 ».

제59조

정부는 이 법률을 공포한 날부터 12개월 이내에 「공중보건법전」 제L2122-1조 마지막 문단에서 정한 체계적인 산전 관리방식을 비롯한 임신 중 지원조치의 개선에 관한 보고서를 의회에 제출한다.

제60조

「공중보건법전」 제L1112-1조제II항제3문단에서, 두 번째로 나오는 "의사" 뒤에 "또는 경우에 따라 조산사가"를 삽입한다.

제61조

I. 「사회복지가족법전」 제III권제I편제III장을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° L'article L. 313-1-1 est ainsi rédigé :

« Art. L. 313-1-1.-I.-Sont soumis à autorisation des autorités compétentes en application de l'article L. 313-3 les projets, y compris expérimentaux, de création, de transformation et d'extension d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L. 312-1, les projets de lieux de vie et d'accueil ainsi que les projets de transformation d'établissements de santé mentionnés aux articles L. 6111-1 et L. 6111-2 du code de la santé publique en établissements ou services sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L. 312-1 du présent code.

« Lorsque les projets font appel, partiellement ou intégralement, à des financements publics, ces autorités délivrent l'autorisation après avis d'une commission d'information et de sélection d'appel à projet social ou médico-social qui associe des représentants des usagers. Une partie des appels à projets doit être réservée à la présentation de projets expérimentaux ou innovants répondant à un cahier des charges allégé. Les financements publics mentionnés au présent alinéa s'entendent de ceux qu'apportent directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, les personnes morales de droit public ou les organismes de sécurité sociale en vue de

1° 제L313-1-1조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L313-1-1조 I. 시범사업을 포함하여 제L312-1조에 속하는 사회의료복지 시설 또는 기관의 설립, 구조변경 및 확장에 관한 계획, 이 법전 제L312-1조에 속하는 사회의료복지 시설 또는 기관 중에서 「공중보건법전」 제L6111-1조와 제L6111-2조에 따른 소규모 사회의료복지시설의 시설계획 및 의료시설의 구조변경 계획은 제L313-3조에 따라 관할당국의 허가를 받아야 한다.

« 이러한 계획이 부분적 또는 전체적으로 공적자금의 투입 대상인 경우 관할당국은 이용자 대표들이 참여하는 사회복지 또는 사회의료 부문의 공모사업 선정자문위원회의 의견을 들은 후에 허가서를 발급한다. 공모사업의 일부는 요건이 완화된 입찰규정서에 부응하는 실험적이거나 혁신적인 계획에 할당되어야 한다. 이 문단에 따른 공적자금이란 운영비의 전부 또는 일부가 지원되도록 법률 또는 명령의 규정에 따라 공법인 또는 사회보장기관에 직간접적으로 제공하는 자금을 말한다.

supporter en tout ou partie des dépenses de fonctionnement.

« Si des établissements ou services créés sans recours à des financements publics présentent des projets de transformation ou d'extension faisant appel à de tels financements, la procédure prévue au deuxième alinéa du présent I s'applique.

« Les conditions d'application du présent I sont définies par décret en Conseil d'Etat.

« II.—Sont exonérés de la procédure d'appel à projet mentionnée au I :

« 1° Les projets d'extension inférieure à un seuil fixé par décret ;

« 2° Les opérations de regroupement d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux par les gestionnaires détenteurs des autorisations délivrées en application de l'article L. 313-1, si ces opérations entraînent des extensions de capacités inférieures au seuil prévu au 1° du présent II ;

« 3° Les projets de transformation d'établissements ou de services ne comportant pas de modification de la catégorie des bénéficiaires de l'établissement ou du service, au sens de l'article L. 312-1 ;

« 4° Les projets de transformation d'établissements et de services avec modification de la catégorie des

« 공적자금의 투입 없이 설립된 시설 또는 기관에서 이러한 자금이 요구되는 구조변경 또는 확장 계획을 제출한 경우 해당 시설 또는 기관에 대하여 이 제I항제2문단에서 정한 절차를 적용할 수 있다.

« 이 제I항의 적용조건은 국참사원령으로 정한다.

« II. 다음 각 호의 사항은 제I항에 따른 공모사업에서 제외된다.

« 1° 명령으로 정한 한도에 미치지 아니하는 확장계획

« 2° 사업 실행으로 이 제II항제1호에서 정한 한도 미만의 면적확장이 필요한 경우로서, 제L313-1조에 따라 발급된 허가서를 보유한 관리회사가 사회의료복지 시설 또는 기관을 통합하는 사업

« 3° 제L312-1조에 따른 시설 또는 기관 대상자 범주의 변경과는 관련이 없는 시설 또는 기관의 구조변경계획

« 4° 다년간재원목표계약 체결을 조건으로 하고 그 활동이 공동허가 대상이며 관할당국 간의 의견불일치가 없는 경우 제L312-1조

bénéficiaires de l'établissement ou du service, au sens de l'article L. 312-1, à la condition de donner lieu à la conclusion d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens et sous réserve que, lorsque l'activité relève d'une autorisation conjointe, il n'y ait pas de désaccord entre les autorités compétentes ;

« 5° Les projets de transformation d'établissements de santé mentionnés aux articles L. 6111-1 et L. 6111-2 du code de la santé publique en établissements ou services sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L. 312-1 du présent code, à la condition de donner lieu à la conclusion d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

« 6° Les projets de création et d'extension des lieux de vie et d'accueil mentionnés au III du même article L. 312-1 ;

« 7° Les projets d'extension de capacité des établissements et services médico-sociaux n'excédant pas une capacité de dix places ou lits, inférieure à un seuil fixé par décret ;

« 8° Les projets de création, de transformation et d'extension des centres d'accueil pour demandeurs d'asile mentionnés à l'article L. 348-1 ;

« 9° Les projets de création, de transformation et d'extension des établissements et services de l'Etat

에 따른 시설 또는 기관 대상자 범주의 변경과 관련 있는 시설 또는 기관의 구조변경계획

« 5° 다년간재원목표계약 체결을 조건으로, 이 법전 제L312-1조에 속하는 사회의료복지 시설 또는 기관 중에 「공중보건법전」 제L6111-1조와 제L6111-2조에 따른 의료시설의 구조변경계획

« 6° 제L312-1조제III항에 따른 소규모 사회의료복지시설의 설립 및 확장 계획

« 7° 10명 이하의 사람을 수용할 수 있는 공간이나 병상을 갖춘 사회의료복지 시설 또는 기관의 면적확장계획

« 8° 제L348-1조에 따른 망명신청자수용소의 설립, 구조변경 및 확장 계획

« 9° 제L315-2조 끝에서 두 번째 문단에 따른 국가 시설 및 기관의 설립, 구조변경 및 확장 계획

mentionnés à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 315-2 ;

« 10° Les projets de création, de transformation et d'extension des établissements et services non personnalisés des départements et des établissements publics départementaux lorsqu'ils relèvent de la compétence exclusive du président du conseil départemental, mentionnés au dernier alinéa du même article L. 315-2.

« La commission d'information et de sélection mentionnée au I du présent article donne son avis sur les projets mentionnés aux 4°, 5° et 10° du présent II. » ;

2° Aux premier et deuxième alinéas de l'article L. 313-6, la référence : « I » est remplacée par la référence : « 1° du II » ;

3° L'article L. 313-11 est ainsi modifié :

a) A la première phrase du deuxième alinéa, après le mot : « ans », sont insérés les mots : « , prorogeable dans la limite d'une sixième année » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque ces contrats impliquent un ou plusieurs établissements ou services mentionnés aux 6°, 7°, 9° et 12° du I de l'article L. 312-1, sans qu'ils relèvent du IV ter de l'article L. 313-12 ou de l'article L. 313-12-2, et que lesdits contrats fixent

« 10° 시설 또는 기관의 계획이 제L315-2 조 마지막 문단에 따른 데파르트망의회 의장의 독점적 권한에 속하는 경우 데파르트망이 직접 관리하지 않는 시설 또는 기관과 데파르트망 공공기관의 설립, 구조변경 및 확장 계획

« 이 조 제I항에 따른 공모사업 선정자문위원회는 이 제II항제4호, 제5호 및 제10호의 계획에 대한 의견을 제시한다. »

2° 제L313-6조제1문단·제2문단 중 “제I항”은 제II항제1호”로 대체한다.

3° 제L313-11조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제2문단제1문 중 “년” 앞에 “, 최대 6년까지 연장할 수 있는”을 삽입한다.

b) 다음의 한 문단을 추가한다.

« 이 계약이 제L313-12조제IV항의3 또는 제L313-12-2조에 속하지 않는 제L312-1조제I항제6호·제7호·제9호 및 제12호에 따른 1곳 이상의 시설 또는 기관과 관련되고 같은 계약으로 해당 시설 및 기관의 다년간 예산항목을 정하는 경우 적용되는 예산체계는

les éléments pluriannuels du budget de ces établissements et services, le cadre budgétaire appliqué est l'état des prévisions de recettes et de dépenses, dont le modèle est fixé par l'arrêté des ministres chargés de la santé et des affaires sociales prévu à la deuxième phrase de l'article L. 314-7-1, à la demande du gestionnaire et sous réserve de l'accord de l'autorité de tarification compétente. »

II. -Après l'article L. 314-7-1 du code de l'action sociale et des familles, il est inséré un article L. 314-7-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 314-7-2.-Lorsque l'état des prévisions de recettes et de dépenses mentionné à l'article L. 314-7-1 s'applique à un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L. 313-11, l'élaboration et la présentation de ce document budgétaire peut, sous réserve de l'accord des parties, être réalisée par anticipation au titre de l'exercice budgétaire qui précède l'entrée en vigueur du contrat. Dans ce cas, le gestionnaire élabore le budget des établissements et services concernés, dans le délai mentionné à l'article L. 315-15, à partir des dernières notifications budgétaires effectuées par l'autorité de tarification compétente. Les recettes prévues par le gestionnaire peuvent comprendre une actualisation des moyens qui n'engage pas cette autorité. Les règles budgétaires liées à l'état des prévisions de recettes et de dépenses

경영자의 요청과 서비스 효율을 결정하는 관할당국의 승인에 따라 그 양식을 보건·복지 관련 주무부처 장관의 부령으로 정하는 제 L314-7-1조제2문에 규정된 수입지출예산서를 근거로 한다. »

II. 「사회복지가족법전」 제L314-7-1조 뒤에 다음의 제L314-7-2조를 삽입한다.

« 제L314-7-2조 제L314-7-1조에 따른 수입지출예산서를 제L313-11조에 따른 다년간재원목표계약에 적용할 수 있는 경우 이러한 예산서는 계약당사자들의 합의에 따라 계약의 효력이 발생하기 이전의 회계연도에 미리 수립 및 제출할 수 있다. 이 경우 경영자는 서비스 효율을 결정하는 관할당국이 실행한 마지막 예산 공고일부터 제L315-15조에 명시된 기간 내에 해당 시설 및 기관의 예산을 수립한다. 경영자가 예측한 수입에는 서비스 효율을 결정하는 관할당국이 예산에 반영하지 않은 자금을 포함할 수 있다. 수입지출예산서와 관련된 예산규칙은 해당 회계연도부터 적용된다. 경영자는 이 회계연도 종료일에 계약조항에 따른 회계연도 결산서를 작성한다.

s'appliquent dès cet exercice. A la clôture de celui-ci, le gestionnaire affecte les résultats comptables conformément aux dispositions du contrat.

« A défaut de conclusion du contrat mentionné à l'article L. 313-11 au plus tard dans les douze mois qui suivent l'acceptation par l'autorité chargée de la tarification de la présentation de l'état des prévisions de recettes et de dépenses, les règles budgétaires prévues au présent article ne sont plus applicables. »

III. -Le livre III de la première partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° L'article L. 1321-2 est ainsi modifié :

a) Au deuxième alinéa, les mots : « peut n'instaurer qu'un » sont remplacés par les mots : « instaure un simple » ;

b) Après le même deuxième alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Les captages d'eau d'origine souterraine dont le débit exploité est inférieur, en moyenne annuelle, à 100 mètres cubes par jour font également l'objet d'un simple périmètre de protection immédiate établi selon des modalités définies par arrêté du ministre chargé de la santé.

« Lorsque les résultats d'analyses de la qualité de l'eau issue des points de prélèvement mentionnés au troisième alinéa

« 요율 결정을 담당하는 당국이 제출된 수입 지출예산서를 승인한 후 늦어도 12개월 이내에 제L313-11조에 규정된 계약을 체결하지 아니하는 경우 이 조에 따른 예산규칙은 더 이상 적용할 수 없다. »

III. 「공중보건법전」 제1부제III권을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L1321-2조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제2문단 중 “하나만을 설립할 수 있다.”를 “하나만 설립한다.”로 대체한다.

b) 같은 제2문단 뒤에 다음의 두 문단을 삽입한다.

« 연평균 취수량이 일별 100세제곱미터 미만인 지하수의 취수는 보건 관련 주무부처 장관의 부령으로 정한 방식에 따라 지정되는 1등급 보호구역의 적용 대상이다.

« 이 조 제3문단에 따른 지하수 채취 지점에 대한 수질분석 결과가 명백한 수질악화 위험 기준으로 채택된 제3문단의 부령에서

du présent article ne satisfont pas aux critères de qualité fixés par l'arrêté mentionné au même troisième alinéa, établissant un risque avéré de dégradation de la qualité de l'eau, un périmètre de protection rapprochée et, le cas échéant, un périmètre de protection éloignée, mentionnés au premier alinéa, sont adjoints au périmètre de protection immédiate. » ;

c) Le quatrième alinéa est supprimé ;

2° Après l'article L. 1321-2-1, il est inséré un article L. 1321-2-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 1321-2-2. - Par dérogation aux dispositions du livre 1er du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et du chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement, lorsqu'une modification mineure d'un ou de plusieurs périmètres de protection ou de servitudes afférentes mentionnés à l'article L. 1321-2 du présent code est nécessaire, l'enquête publique est conduite selon une procédure simplifiée, définie par décret en Conseil d'Etat et adaptée selon le type de modification. Cette procédure simplifiée ne s'applique pas lorsque la modification étend le périmètre de protection immédiate.

« Lorsque la modification n'intéresse qu'une ou certaines des communes incluses dans le ou les périmètres de protection, la mise à disposition du public du dossier de l'enquête publique peut, par dérogation aux

정한 수질기준을 충족하지 못하는 경우 2등급 보호구역과 필요한 경우 3등급 보호구역은 제1문단에 따른 1등급 보호구역에 포함된다. »

c) 제4문단을 삭제한다.

2° 제L1321-2-1조 뒤에 다음의 제L1321-2-2조를 삽입한다.

« 제L1321-2-2조 「공익 목적 토지수용법전」 제I권 및 「환경법전」 제I권제II편제III장의 규정에도 불구하고 이 법전 제L1321-2조에 따른 하나 이상의 보호구역 경계에 대한 소규모 변경이 필요한 경우 국참사원령에 따라 변경 유형별로 적용하는 간소화된 절차에 따라 여론조사를 실시한다. 이와 같은 간소화된 여론조사 절차는 그 변경이 1등급 보호구역의 확대와 관련된 경우에는 적용할 수 없다.

« 보호구역 경계 변경이 1곳 이상의 보호구역에 포함되는 1곳 이상의 특정 코뮌하고만 관련된 경우 여론조사 결과에 대한 일반 공개는 「공익목적의 토지수용법전」 제I권 및 「환경법전」 제I권제II편제III장의 규정에도

dispositions du livre 1er du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et du chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement, être organisée uniquement sur le territoire de la ou des communes concernées. » ;

3° Le second alinéa de l'article L. 1332-8 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Sont déterminées par décret les modalités d'application du présent chapitre :

« 1° Relatives aux différents types de piscine, notamment les règles sanitaires, de conception et d'hygiène qui leur sont applicables ainsi que les modalités de mise en oeuvre du contrôle sanitaire organisé par le directeur général de l'agence régionale de santé et les conditions dans lesquelles la personne responsable d'une piscine assure la surveillance de la qualité de l'eau, informe le public et tient à la disposition des agents chargés du contrôle sanitaire les informations nécessaires à ce contrôle ;

« 2° Relatives aux baignades artificielles, notamment les règles sanitaires, de conception et d'hygiène auxquelles elles doivent satisfaire. »

IV. -Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° Le V de l'article L. 212-1 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « motivant, », la fin de la

불구하고 하나 이상의 관련 코뮌만을 대상으로 조직될 수 있다. »

3° 제L1332-8조제2문단을 다음의 세 문단으로 대체한다.

« 다음 각 호와 같은 이 장의 적용방식은 명령으로 정한다.

« 1° 수영장에 적용되는 보건·설계·위생규칙 뿐만 아니라 레저용보건청장이 조직하는 위생검사를 실시하는 방식과 수영장 관리책임자가 수질 모니터링을 실행하고 모니터링 결과를 일반에 공개하며 위생검사를 담당하는 직원이 이 검사에 필요한 정보를 이용하는 조건 등 각기 다른 유형의 수영장에 관한 이 장의 적용방식

« 2° 보건·설계·위생규칙 등을 충족하여야 하는 인공호수와 관련된 이 장의 적용방식 »

IV. 「환경법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L212-1조제V항을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) "이유로 하는," 뒤에 마지막 문장 끝 부분

dernière phrase est ainsi rédigée : « à condition que l'état de la masse d'eau concernée ne se détériore pas davantage. » ;

b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Les reports ainsi opérés ne peuvent excéder la période correspondant à deux mises à jour du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, sauf dans les cas où les conditions naturelles sont telles que les objectifs ne peuvent être réalisés dans ce délai. » ;

2° Après l'article L. 652-3, il est inséré un article L. 652-3-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 652-3-1.-Pour l'application à Mayotte de l'article L. 212-1, à la fin de la première phrase du V, l'année : " 2015 " est remplacée par l'année : " 2021 ". »

V. -L'article L. 1432-1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le 2° est ainsi modifié :

a) Au début de la première phrase du premier alinéa, le mot : « Deux » est remplacé par le mot : « Trois » et, à la seconde phrase, les mots : « , dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par décret, » sont supprimés ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« -dans le domaine de l'organisation

을 “해당 상수원의 수질상태가 더 악화하지 않는다는 조건으로”로 작성한다.

b) "자연환경 조건이 이 기간 내에 목표한 바와 같이 실현될 수 없는 경우를 제외하고 연장된 기간은 수자원개발관리 기본계획의 두 차례 갱신에 부여된 기간을 초과할 수 없다."와 같은 한 문장을 추가한다.

2° 제L652-3조 뒤에 다음의 제L652-3-1조를 삽입한다.

« 제L652-3-1조 제L212-1조를 마요트에 적용하는 경우 제V항제1문 끝에, "2015"년을 “2021”년으로 대체한다. »

V. 「공중보건법전」 제L1432-1조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제2호를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단제1문 시작 부분 중 “2”를 “3”으로 교체하고 제2문에 “그 구성 및 운영방식을 명령으로 정하는,”을 삭제한다.

b) 다음의 한 문단을 추가한다.

« 지역의 의료조직 분야. 이 위원회 위원은

territoriale des soins. Les membres de cette commission ne sont pas rémunérés et aucuns frais liés au fonctionnement de cette commission ne peuvent être pris en charge par une personne publique. » ;

2° Après le septième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le directeur général de l'agence régionale de santé peut décider de fusionner, sous réserve de l'avis conforme d'une majorité qualifiée de leurs membres, les trois commissions mentionnées au 2° ou deux de ces commissions, dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées par décret. »

VI. -La première phrase du I de l'article L. 5141-14-1 du code de la santé publique est ainsi rédigée : « Les titulaires d'autorisation de mise sur le marché de médicaments vétérinaires mentionnée à l'article L. 5141-5 ainsi que les entreprises assurant la fabrication, l'importation et la distribution d'aliments médicamenteux déclarent à l'autorité administrative compétente les médicaments vétérinaires comportant une ou plusieurs substances antibiotiques qu'ils cèdent ou qui sont cédés pour leur compte sur le territoire national. »

VII. -Le premier alinéa de l'article L. 142-11 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« Les frais résultant des consultations et

무보수로 임무를 수행하며 위원회 운영과 관련된 어떠한 비용도 공법인이 부담하지 아니한다. »

2° 제7문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 레지옹보건청장은 위원회 구성원의 과반수 찬성의견에 따라 제2호에 따른 위원회 3곳 또는 이 3곳의 위원회 중 2곳의 합병을 결정할 수 있으며 해당 위원회의 구성 및 운영 방식은 명령으로 명시한다. »

VI. 「공중보건법전」 제L5141-14-1조제I항제1문을 다음과 같이 작성한다. « 제L5141-5조에 따른 동물용 의약품 시판허가 보유자와 약품첨가사료의 제조·수입·유통을 보장하는 기업은 국내에서 공급하거나 공급 받은 한 가지 이상의 항생제 성분이 포함된 동물용 의약품을 관할 행정당국에 신고한다. »

VII. 「사회보장법전」 제L142-11조제1문단을 다음과 같이 작성한다.

« 제L141-1조 및 제L141-2조에 따라 관

expertises ordonnées par les juridictions compétentes en application des articles L. 141-1 et L. 141-2 ainsi que dans le cadre des contentieux mentionnés à l'article L. 142-2, à l'exclusion du 4°, sont pris en charge par l'organisme mentionné à l'article L. 221-1. »

VIII. -Le III de l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction résultant du 1° du I du présent article, ne s'applique pas aux projets pour lesquels une procédure d'appel à projets mentionnée au I du même article L. 313-1-1 est engagée à la date de publication de la présente loi.

IX. -Les deuxième à quatrième alinéas de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique, dans leur rédaction résultant des a et b du 1° du III du présent article, ne s'appliquent pas aux captages d'eau pour lesquels un arrêté d'ouverture d'une enquête publique relative à l'instauration d'un périmètre de protection a été publié à la date de publication de la présente loi.

X. -Au 14° du IV de l'article 96 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, les références : « 5° et 6° de l'article L. 142-2 » sont remplacées par les mots : « à l'article L. 142-2, à l'exclusion du 4°, », et les références : « 8° et 9° de l'article L. 142-1 » sont remplacées par les références : « aux 4°,

할법원이 명령한 자문 및 감정평가 비용과 제4호를 제외한 제L142-2조에 따른 소송 비용은 제L221-1조에 따른 기관이 부담한다. »

VIII. 이 조 제I항제1호에 근거하여 작성된 「사회복지가족법전」 제L313-1-1조제III항은 제L313-1-1조제I항에 따른 공모사업 절차가 이 법률을 공포한 날에 시작된 경우 이와 관련된 계획에는 적용할 수 없다.

IX. 이 조 제III항제1호a목과 b목에 근거하여 작성된 「공중보건법전」 제L1321-2조 제2문단부터 제4문단까지의 규정은 보호구역 지정과 관련된 여론조사 착수 결정이 이 법률을 공포한 날에 내려진 경우 이와 관련된 지하수 취수에는 적용할 수 없다.

X. 「2018-2022년도 계획 및 사법개혁에 관한 2019년 3월 23일 제2019-222호 법률」 제96조제IV항제14호 중 “제L142-2조 제5호와 제6호”를 “제4호를 제외한 제L142-2조에서,”로 교체하고 “제L142-1조 제8호와 제9호”를 “제L142-1조제4호·제5호·제6호·제8호 및 제9호에서”로 대체한다.

5°, 6°, 8° et 9° de l'article L. 142-1 ».

XI. -Le II entre en vigueur le 1er octobre 2019.

XII. -L'article 49 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « deux ans » sont remplacés par les mots : « le 31 décembre 2021 » ;

2° Au dernier alinéa, l'année : « 2017 » est remplacée par l'année : « 2021 ».

Article 62

L'article L. 4412-1 du code de la santé publique est abrogé.

Article 63

Après le mot : « reconduction, », la fin du dix-neuvième alinéa de l'article L. 162-16-1 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigée : « sont approuvés par les ministres chargés de la sécurité sociale et de la santé. Ils sont réputés approuvés si les ministres chargés de la sécurité sociale et de la santé n'ont pas fait connaître aux signataires, dans un délai de vingt et un jours suivant la réception du texte, qu'ils s'opposent à leur approbation du fait de leur non-conformité aux lois et règlements en vigueur ou pour des motifs de santé publique ou de sécurité sanitaire ou lorsqu'il

XI. 제II항은 2019년 10월 1일부터 시행한다.

XII. 「고령화사회 적응에 관한 2015년 12월 28일 제2015-1776호 법률」 제49조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1문단 중 “2년”을 “2021년 12월 31일”로 대체한다.

2° 마지막 문단 중 “2017”년도는 “2021”년도로 대체한다.

제62조

「공중보건법전」 제L 4412-1조를 폐지한다.

제63조

“협약 연장,” 뒤에 「사회보장법전」 제L162-16-1조제19문단의 끝 부분을 “보건·사회보장 관련 주무부처 장관이 승인한다. 보건·사회보장 관련 주무부처 장관이 협약 및 그 추가조항이 현행 법령에 위배된다는 사실에 근거하거나 공중보건 또는 보건상의 안전을 이유로 하거나 동등한 의료접근성 원칙을 침해할 수 있다는 이유를 들어 승인을 거부한 사실을 해당 협약 문서를 접수한 날부터 21일 이내에 협약 체결자들에게 알리지 아니한 경우 해당 협약 및 그 추가조항은 승인된 것으로 본다.”로 작성한다.

est porté atteinte au principe d'un égal accès aux soins. »

Chapitre II : Mesures de sécurisation

Article 64

I. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, afin de simplifier les règles applicables aux agences régionales de santé et de rationaliser l'exercice de leurs missions, le Gouvernement est habilité à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi visant à :

1° Alléger les procédures, les formalités et les modalités selon lesquelles les agences régionales de santé exercent leurs compétences ;

2° Adapter l'organisation et le fonctionnement des agences régionales de santé, en particulier par des mutualisations de leurs actions, pour les rendre plus efficaces et pour prendre en compte des caractéristiques et contraintes particulières à certains territoires.

II. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi permettant de favoriser le développement de l'exercice coordonné au sein des communautés professionnelles territoriales de santé, des équipes de soins primaires, des centres de santé et des maisons de

제II장 안정화 조치

제64조

I. 헌법 제38조에서 정한 조건에 따라, 정부는 레지옹보건청에 적용되는 규칙을 간소화하고 그 임무 수행을 합리적으로 구성하기 위하여 다음 각 호의 사항과 관련된 모든 법적인 조치를 법률명령으로 시행할 수 있다.

1° 레지옹보건청이 권한을 행사하는 절차, 형식 및 방식을 간소화한다.

2° 효율성을 한층 높이고 특정 지역의 고유 특성 및 제약을 고려한 레지옹보건청 간 상호부조 행동 등을 통하여 레지옹보건청의 조직 및 운영을 적절히 조정한다.

II. 헌법 제38조에서 정한 조건에 따라, 정부는 「공중보건법전」 제L1434-12조, 제L1411-11-1조, 제L6323-1조 및 제L6323-3조에 각각 명시된 지역보건의료인 단체, 1차진료팀, 보건소, 요양원이 그 사업 목적·정관·세제에 맞게 조정하거나 다음 각 호의 사항을 이행하기 위한 새로운 법적 체계를 신설함으로써 이들 단체 등에서 상호연계된 임무 수행 시스템의 개발을 촉진할

de Mayotte, exerçant à Mayotte les compétences dévolues aux agences régionales de santé.

IV. -Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le chapitre III du titre IV du livre IV de la première partie est ainsi rédigé :

« Chapitre III

« La Réunion

« Art. L. 1443-1.-I.-Pour l'application du présent code à La Réunion, la mention de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie de La Réunion se substitue à la mention du conseil territorial de santé.

« II.-La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de La Réunion exerce, à La Réunion, les compétences dévolues au conseil territorial de santé prévu à l'article L. 1434-10.

« III.-Les territoires de démocratie sanitaire prévus à l'article L. 1434-9 sont définis par l'agence régionale de santé de La Réunion à l'échelle de la collectivité de manière à couvrir l'intégralité du territoire.

« IV.-Le premier alinéa ainsi que les première et troisième phrases du second alinéa du I de l'article L. 1434-10 ne sont pas applicables à La Réunion. Un décret en Conseil d'Etat détermine la composition de la commission spécialisée en santé mentale,

서 행사할 수 있도록 마요트 레지옹보건청을 신설한다.

IV. 「공중보건법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1부제IV권제IV편제III장을 다음과 같이 작성한다.

« 제III장

« 레위니옹

« 제L1443-1조 I. 이 법전을 레위니옹에 적용하는 경우 지역보건심의회라는 명칭은 레위니옹 레지옹보건자치회의로 대체한다.

« II. 레위니옹 레지옹보건자치회의는 제 L1434-10조에서 정한 지역보건심의회에 부여된 권한을 레위니옹에서 행사한다.

« III. 제L1434-9조에서 정한 보건의료민주화구역은 지역 전체를 포괄할 수 있도록 지방자치단체 단위로 레위니옹 레지옹보건청이 지정한다.

« IV. 제L1434-10조제I항제1문단 및 같은 제I항제2문단제1문·제3문은 레위니옹에 적용할 수 없다. 정신보건전문위원회의 구성 및 운영방식과 구성원을 임명하는 방식은 국참사원령으로 정한다.»

les modalités de son fonctionnement et de désignation de ses membres. » ;

2° Le chapitre VI du même titre IV devient le chapitre VII et l'article L. 1446-1 devient l'article L. 1447-1 ;

3° Le chapitre VI du même titre IV est ainsi rétabli :

« Chapitre VI

« Mayotte

« Art. L. 1446-1.-I.-Pour l'application des dispositions du présent code à Mayotte, la mention de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Mayotte se substitue à la mention du conseil territorial de santé.

« II.-La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Mayotte exerce, à Mayotte, les compétences dévolues au conseil territorial de santé prévu à l'article L. 1434-10. Elle peut ne comprendre aucune commission spécialisée.

« III.-Est placée auprès de l'agence régionale de santé de Mayotte une commission de coordination des politiques publiques de santé de Mayotte, associant les services de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements et les organismes de sécurité sociale.

« IV.-La commission de coordination des politiques publiques de santé de Mayotte

2° 같은 제IV편제VI장은 제VII항으로 하고 제L1446-1조는 제L1447-1조로 한다.

3° 같은 제IV편제VI장은 다음과 같이 정정한다.

« 제VI장

« 마요트

« 제L1446-1조 I. 이 법전의 규정을 마요트에 적용하는 경우 지역보건심의회라는 명칭은 마요트 레지옹보건자치회의로 대체한다.

« II. 마요트 레지옹보건자치회의는 제L1434-10조에서 정한 지역보건심의회에 부여된 권한을 마요트에서 행사한다. 마요트 레지옹보건자치회의는 정신보건전문위원회를 구성하지 않을 수 있다.

« III. 마요트 레지옹보건청에 정부부처, 지방자치단체, 지방자치단체연합 및 사회보장기관과 연계하는 마요트 공중보건정책조정위원회를 설치한다.

« IV. 마요트 공중보건정책조정위원회는 제L1432-1조의 공중보건정책조정위원회에 부

exerce, à Mayotte, les compétences dévolues aux commissions de coordination des politiques publiques de santé mentionnées à l'article L. 1432-1.

« V.—Pour l'application des dispositions du présent code à Mayotte, la mention de la commission de coordination des politiques publiques de santé de Mayotte se substitue à la mention des commissions de coordination des politiques publiques de santé.

« VI.—Les territoires de démocratie sanitaire prévus à l'article L. 1434-9 sont définis par l'agence régionale de santé de Mayotte à l'échelle de la collectivité de manière à couvrir l'intégralité du territoire.

« VII.—Le premier alinéa ainsi que les première et troisième phrases du second alinéa du I de l'article L. 1434-10 ne sont pas applicables à Mayotte. Un décret en Conseil d'Etat détermine la composition de la commission spécialisée en santé mentale, les modalités de son fonctionnement et de désignation de ses membres.

« Art. L. 1446-2.—Pour leur application à Mayotte, les articles suivants sont ainsi adaptés :

« 1° A la première phrase du g du 2° de l'article L. 1431-2, après le mot : " maladie ", sont insérés les mots : ", avec la caisse de sécurité sociale de Mayotte " ;

« 2° La première phrase du 2° du I de

exercé, à Mayotte, les compétences dévolues aux commissions de coordination des politiques publiques de santé mentionnées à l'article L. 1432-1.

« V. 이 법전의 규정을 마요트에 적용하는 경우 공중보건정책조정위원회라는 명칭은 마요트 공중보건정책조정위원회로 대체한다.

« VI. 제L1434-9조에서 정한 보건의료민주화구역은 지역 전체를 포괄할 수 있도록 지방자치단체 단위로 마요트 레지옹보건청이 지정한다.

« VII. 제L1434-10조제I항제1문단 및 같은 제I항제2문단제1문·제3문은 마요트에 적용할 수 없다. 정신보건전문위원회의 구성 및 운영방식과 구성원을 임명하는 방식은 국참사원령으로 정한다.

« 제L1446-2조 마요트에 이 규정을 적용하기 위하여 다음과 같이 개정한다.

« 1° 제L1431-2조제2호g목제1문 중 “질병” 뒤에 “, 마요트 사회보장공단과”를 삽입한다.

« 2° 제L1432-3조제I항제2호제1문을 “ 및

l'article L. 1432-3 est complétée par les mots : " ainsi que des membres du conseil d'administration de la caisse de sécurité sociale de Mayotte " ;

« 3° Le 4° de l'article L. 1432-9 est ainsi rédigé :

« " 4° Des agents de droit privé régis par les conventions collectives ou les accords collectifs applicables au personnel des organismes de sécurité sociale. " »

« Art. L. 1446-3.-La stratégie nationale de santé mentionnée à l'article L. 1411-1-1 déclinée à Mayotte inclut un volet relatif à la mise en place progressive de la couverture maladie universelle complémentaire prévue à l'article L. 861-1 du code de la sécurité sociale. » ;

4° Aux deuxième et troisième alinéas et à la fin du dernier alinéa de l'article L. 5511-2-1 ainsi qu'à la première phrase du premier alinéa et à la fin de la première phrase du dernier alinéa de l'article L. 6416-5, les mots : « de santé de l'océan Indien » sont remplacés par les mots : « régionale de santé de Mayotte » ;

5° L'article L. 5511-5 est abrogé.

V. -Le titre IV du livre V du code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° Le 2° du III de l'article L. 543-1 est

마요트 사회보장공단 이사회의 구성원"으로 보완한다.

« 3° 제L1432-9조제4호를 다음과 같이 작성한다.

« "4° 사회보장기관의 직원에 적용되는 단체협약 또는 노사협정에 따르는 사법상 근로계약을 체결한 직원들" »

« 제L1446-3조 마요트를 대상으로 하는 제L1411-1-1조에 따른 국가보건전략은 「사회보장법전」 제L861-1조에서 정한 보충건강보험의 단계적 시행과 관련된 부분을 포함한다. »

4° 제L5511-2-1조제2문단, 제3문단 및 마지막 문단의 끝 부분 그리고 제L6416-5조제1문단제1문과 마지막 문단 제1문 끝 부분 중 “인도양 보건”을 “마요트 레지옹보건”으로 대체한다.

5° 제L5511-5조를 폐지한다.

V. 「사회복지가족법전」 제V권제IV편을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L543-1조제III항제2호를 폐지한다.

abrogé ;

2° L'article L. 545-1 est abrogé ;

3° Les 5° et 6° de l'article L. 545-3 sont abrogés.

VI. -Les IV et V entrent en vigueur le 1er janvier 2020.

VII. -Au 1er janvier 2020 :

1° Les agents contractuels de droit public de l'agence de santé de l'océan Indien exerçant, au 31 décembre 2019, leurs fonctions sur l'île de Mayotte sont rattachés à l'agence régionale de santé de Mayotte ; par dérogation au premier alinéa de l'article 14 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, le contrat dont ils sont titulaires est transféré pour la durée du contrat restant à courir ;

2° Les salariés de l'agence de santé de l'océan Indien mentionnés au 4° de l'article L. 1432-9 du code de la santé publique dans sa rédaction antérieure à la présente loi, les agents titulaires d'un contrat de droit privé ainsi que les volontaires du service civique exerçant, au 31 décembre 2019, leurs fonctions sur l'île de Mayotte sont rattachés à l'agence régionale de santé de Mayotte ; par dérogation à l'article L. 1224-3 du code du travail, ils conservent, à titre individuel, le bénéfice de toutes les

2° 제L545-1조를 폐지한다.

3° 제L545-3조제5호와 제6호를 폐지한다.

VI. 제IV항·제V항은 2020년 1월 1일부터 시행한다.

VII. 2020년 1월 1일에 다음 각 호의 사항을 이행한다.

1° 2019년 12월 31일 기준으로 마요트섬에서 직무를 수행하는 인도양 보건청과 공법상 근로계약을 체결한 직원들은 마요트 레지옹 보건청에 통합된다. 「공무원의 권리와 의무에 관한 1983년 7월 13일 제83-634호 법률」 제14조의3제1문단의 규정에도 불구하고 직원들의 근로계약은 그 남은 계약 기간만큼 승계된다.

2° 2019년 12월 31일 기준으로 마요트섬에서 직무를 수행하는 이 법률 이전에 작성된 「공중보건법전」 제L1432-9조제4호에 따른 인도양 보건청 직원들, 사법상 근로계약을 체결한 직원들 및 공익자원봉사자들은 마요트 레지옹보건청에 통합된다. 「노동법전」 제L1224-3조의 규정에도 불구하고 이들 직원 등에 대한 모든 근로계약 조항의 혜택은 개별적으로 유지된다.

stipulations de leur contrat de travail ;

3° Les agents contractuels de droit public de l'agence de santé de l'océan Indien exerçant, au 31 décembre 2019, leurs fonctions sur l'île de La Réunion sont rattachés à l'agence régionale de santé de La Réunion ; par dérogation au premier alinéa de l'article 14 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, le contrat dont ils sont titulaires est transféré pour la durée restant à courir ;

4° Les salariés de l'agence de santé de l'océan Indien mentionnés au 4° de l'article L. 1432-9 du code de la santé publique dans sa rédaction antérieure à la présente loi, les agents titulaires d'un contrat de droit privé ainsi que les volontaires du service civique exerçant, au 31 décembre 2019, leurs fonctions sur l'île de La Réunion sont rattachés à l'agence régionale de santé de La Réunion ; par dérogation à l'article L. 1224-3 du code du travail, ils conservent, à titre individuel, le bénéfice de toutes les stipulations de leur contrat de travail ;

5° Les conventions et les accords collectifs conclus pour les agents de droit privé au sein de l'agence de santé de l'océan Indien antérieurement à la date du 1er janvier 2020 restent applicables à l'agence régionale de santé de La Réunion et à l'agence régionale de santé de Mayotte sous réserve de la mise en oeuvre des dispositions des sections 4 et 5 du chapitre 1er du titre VI du livre II de la deuxième

3° 2019년 12월 31일 기준으로 레위니옹섬에서 직무를 수행하는 인도양 보건청과 공법상 근로계약을 체결한 직원들은 레위니옹 레지옹보건청에 통합된다. 전술한 1983년 7월 13일 제83-634호 법률 제14조의3제1문단의 규정에도 불구하고 직원들의 근로계약은 그 남은 계약 기간만큼 승계된다.

4° 2019년 12월 31일 기준으로 레위니옹섬에서 직무를 수행하는 이 법률 이전에 작성된 「공중보건법전」 제L1432-9조제4호에 따른 인도양 보건청 직원들, 사법상 근로계약을 체결한 직원들 및 공익자원봉사자들은 레위니옹 레지옹보건청에 통합된다. 「노동법전」 제L1224-3조의 규정에도 불구하고 이들 직원 등에 대한 모든 근로계약 조항의 혜택은 개별적으로 유지된다.

5° 2020년 1월 1일 이전에 인도양 보건청에서 사법상 근로계약관계에 있는 직원들을 위하여 체결한 단체협약 및 노사협정은 「노동법전」 제2부제II권제VI편제I장 제4절·제5절의 규정을 이행하는 조건으로 레위니옹 레지옹보건청과 마요트 레지옹보건청에 계속해서 적용된다.

partie du code du travail.

VIII. –Au 1er janvier 2020, il est mis fin aux mandats en cours au 31 décembre 2019 des membres de la délégation du personnel au comité d'agence, des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et des délégués du personnel de l'agence de santé de l'océan Indien.

Jusqu'à l'élection des représentants du personnel au comité d'agence de l'agence régionale de santé de La Réunion et de l'agence régionale de santé de Mayotte et pour la période s'écoulant jusqu'à cette échéance, chaque organisation syndicale remplissant les conditions prévues soit à l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, soit aux articles L. 2122-1, L. 2122-2, L. 2122-9 et L. 2142-1 du code du travail peut désigner un représentant, interlocuteur du directeur général de l'agence. Ces conditions s'apprécient par collège.

Jusqu'à l'élection des représentants du personnel au comité d'agence de l'agence régionale de santé de La Réunion et des représentants du personnel au comité d'agence de l'agence régionale de santé de Mayotte, et au plus tard jusqu'au 16 juin 2020, le directeur général exerce son pouvoir de direction dans les domaines pour lesquels le comité d'agence est compétent, ainsi que ses obligations en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de

VIII. 2019년 12월 31일까지 직무를 수행하는 인도양 보건청의 직원대표단, 인도양 보건청 운영위원회의 직원대표단 및 보건안전근로조건위원회 구성원의 현재 임기는 2020년 1월 1일부로 종료한다.

레위니옹 레지옹보건청과 마요트 레지옹보건청 운영위원회의 직원대표 선출 시까지 또는 그 임기 만료일까지 전술한 1983년 7월 13일 제83-634호 법률 제9조의2 또는 「노동법전」 제L2122-1조·제L2122-2조·제L2122-9조 및 제L2142-1조에서 정한 조건을 충족하는 각 노동조합은 레지옹보건청장의 교섭상대자인 1명의 직원대표를 임명할 수 있다. 이러한 임명조건은 각 선거인단에서 평가한다.

레위니옹 레지옹보건청 운영위원회의 직원대표와 마요트 레지옹보건청 운영위원회의 직원대표 선출 시까지 또는 늦어도 2020년 6월 16일까지, 레지옹보건청장은 직원대표를 임명할 목적으로 소집된 노동조합 대표들과 협의를 거친 후에 레지옹보건청 운영위원회의 소관 분야에 대한 감독 권한을 행사하고 보건안전근로조건 부문의 의무를 이행한다.

travail, après concertation avec les représentants des organisations syndicales mentionnés ci-dessus qu'il réunit à cet effet.

Le directeur général de l'agence gère, dans les mêmes conditions, les activités sociales et culturelles ainsi que le patrimoine dévolu au comité d'agence.

Les représentants des organisations syndicales peuvent présenter au directeur général de l'agence les réclamations individuelles et collectives des personnels.

IX. -Le patrimoine dévolu, en application de l'article L. 1432-11 du code de la santé publique, au comité d'agence de l'océan Indien fonctionnant à la date du 31 décembre 2019 est réparti avant cette date, par le comité d'agence de l'agence de santé de l'océan Indien, entre le comité d'agence de l'agence régionale de santé de La Réunion et le comité d'agence de l'agence régionale de santé de Mayotte.

A la date de désignation des membres du comité d'agence de l'agence régionale de santé de Mayotte et de l'agence régionale de santé de La Réunion et au plus tard le 16 juin 2020, les nouveaux comités d'agence sont substitués au comité d'agence de l'agence de santé de l'océan Indien dans tous leurs droits et obligations.

X. -Les articles L. 1432-2, L. 1432-3, L. 1435-8 et L. 1435-10 du code de la santé

레지옹보건청장은 같은 조건으로 사회문화 활동과 레지옹보건청 운영위원회에 귀속된 자산을 관리한다.

노동조합 대표는 직원들의 개별적 또는 집단적 요구사항을 레지옹보건청장에게 전달한다.

IX. 「공중보건법전」 제L1432-11조에 따라 2019년 12월 31일부로 운영되는 인도양 보건청에 귀속되는 자산은 인도양 보건청 운영위원회가 이 날짜 이전에 레위니옹 레지옹 보건청의 운영위원회와 마요트 레지옹보건청의 운영위원회에 분배한다.

마요트 레지옹보건청과 레위니옹 레지옹보건청 운영위원회의 구성원 임명일까지 또는 늦어도 2020년 6월 16일까지, 새롭게 구성된 운영위원회는 모든 권리 및 의무에서 인도양 보건청의 운영위원회를 대체한다.

X. 「공중보건법전」 제L1432-2조·제L1432-3조·제L1435-8조 및 제L1435-10

publique sont applicables à Mayotte et à La Réunion, sous réserve des dispositions suivantes :

1° Pour 2020, les budgets initiaux de l'agence régionale de santé de Mayotte et de l'agence régionale de santé de La Réunion, ainsi que leurs budgets annexes initiaux prévus au second alinéa de l'article L. 1432-5 du même code, sont arrêtés par décision des ministres chargés des affaires sociales et de la santé. Le directeur général de chacune des deux nouvelles agences régionales de santé peut les exécuter sans approbation de ces documents par leur conseil de surveillance respectif. Dans les six mois suivant la date de création de l'agence régionale de santé de Mayotte et de l'agence régionale de santé de La Réunion, le directeur général prépare et soumet à l'approbation du conseil de surveillance de l'agence un budget rectificatif et un budget annexe rectificatif ;

2° Les comptes financiers des budgets mentionnés à l'article L. 1432-5 dudit code de l'agence de santé de l'océan Indien pour 2019 sont établis par l'agent comptable en fonction lors de la dissolution de l'agence. Ils sont arrêtés et approuvés par arrêté des ministres chargés des affaires sociales et de la santé ;

3° Les crédits de l'agence de santé de l'océan Indien reportés en 2020 en application de l'article L. 1435-10 du même code, dans la limite du plafond fixé

조는 다음 각 호의 규정을 조건으로 마요트와 레위니옹에 적용할 수 있다.

1° 2020년 마요트 레지옹보건청 및 레위니옹 레지옹보건청의 초기 예산과 같은 법전 제L1432-5조제2문단에서 정한 초기 추가예산은 보건·사회 관련 주무부처 장관의 결정으로 정한다. 두 곳의 각 신설 레지옹보건청장은 해당 감독위원회의 예산안 승인 없이 예산을 집행할 수 있다. 레지옹보건청장은 마요트 레지옹보건청과 레위니옹 레지옹보건청의 설립일부터 6개월 이내에 수정예산안과 추가경정예산안을 마련하고 그에 대한 레지옹보건청 감독위원회의 승인을 받아야 한다.

2° 같은 법전 제L1432-5조에 따른 인도양 보건청의 2019년 예산결산서는 이전 레지옹 보건청의 해산 시에 직무를 수행하던 회계관이 작성한다. 예산결산서는 보건·사회 관련 주무부처 장관의 부령에 따라 최종 승인된다.

3° 같은 법전 제L1435-10조에서 정한 상한액 내에서 같은 법전 제L1435-10조에 따라 2020년으로 이월되는 인도양 보건청의 예산액은 보건·사회 관련 주무부처 장관의 결정

au même article L. 1435-10, sont ventilés entre l'agence régionale de santé de Mayotte et l'agence régionale de santé de La Réunion, selon une répartition arrêtée par décision des ministres chargés des affaires sociales et de la santé ;

4° L'information prévue audit article L. 1435-10 sur l'exécution relative à l'exercice 2019 des budgets de l'agence de santé de l'océan Indien est transmise en 2020 par l'agence régionale de santé de Mayotte et par l'agence régionale de santé de La Réunion sur les actions relevant de leurs territoires respectifs.

XI. - Les biens, droits et obligations de l'agence de santé de l'océan Indien sont transférés à l'agence régionale de santé de Mayotte et à l'agence régionale de santé de La Réunion selon une répartition déterminée par arrêté des ministres chargés de la santé et des comptes publics. Ce transfert est réalisé à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, ni d'aucuns droit, impôt, taxe ou contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts.

XII. - A la première phrase du premier alinéa de l'article 20-3 et à l'article 20-5-6 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte, les mots : « l'exception de son

으로 정한 분배방식에 따라 마요트 레지옹보건청과 레위니옹 레지옹보건청에 분배한다.

4° 인도양 보건청 예산의 2019 회계연도 집행에 대한 같은 법전 제L1435-10조에서 정한 정보는 각 관할 지역에서 진행된 행동에 관한 것으로 마요트 레지옹보건청과 레위니옹 레지옹보건청이 2020년에 제출한다.

XI. 인도양 보건청의 자산, 권리 및 채권은 보건·공공회계 관련 주무부처 장관의 부령으로 결정되는 분배방식에 따라 마요트 레지옹보건청과 레위니옹 레지옹보건청에 이전한다. 이러한 이전은 무상으로 이행되며 결코 보상금이나 「일반조세법전」 제879조에 따른 관세, 국세, 지방세 또는 사회보장분담금의 지급 대상이 될 수 없다.

XII. 「공중보건 개선, 질병·출산·장애·사망보험, 마요트에 대한 사회보장재정지원 및 마요트 사회보장공단에 관한 1996년 12월 20일 제96-1122호 법률명령」 제20-3조제1문단제1문 및 제20-5-6조 중 “제2문단의 제외”를 “제L162-5-4조 마지막 다섯 문단을 제외한 제L162-5-2조, 제L162-5-3조”로 대체한다.

deuxième alinéa » sont remplacés par les mots : « L. 162-5-2, L. 162-5-3 à l'exception des cinq derniers alinéas, L. 162-5-4 ».

XIII. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi afin de modifier, en tant que de besoin, les codes et les lois pour les mettre en cohérence avec les dispositions de la présente loi et des ordonnances prises pour son application. Ces ordonnances sont prises à droit constant, sous réserve des modifications nécessaires pour assurer le respect de la hiérarchie des normes, améliorer la cohérence rédactionnelle des textes, harmoniser l'état du droit, remédier aux erreurs et insuffisances de codification et abroger les dispositions obsolètes ou devenues sans objet.

XIV. – A compter de la publication de la présente loi, les ordonnances prévues aux I, II et XIII sont publiées dans un délai :

- 1° De douze mois pour celle prévue au I ;
- 2° De dix-huit mois pour celle prévue au II ;
- 3° De vingt-quatre mois pour celle prévue au XIII.

Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de chaque

XIII. 헌법 제38조에서 정한 조건에 따라, 정부는 이 법률 및 이를 시행하기 위한 법률 명령의 규정과 기존의 법전 및 법률의 규정 간 조화를 위하여, 필요하면 기존 법전 또는 법률의 규정을 개정하는 목적으로 모든 법적인 조치를 법률명령으로 시행할 수 있다. 이러한 법률명령은 상위법 우선 원칙을 준수하고 법령문 작성에서의 일관성을 높이고 법의 지배를 조화시키고 법전화의 오류 및 결함을 최소화하며 낡거나 효력을 상실한 규정을 폐지하는 데 필요한 수정을 전제로 확립된 법적 당위성에 근거하여 채택한다.

XIV. 이 법률을 공포한 후에 제I항, 제II항 및 제XIII항에 따른 법률명령은 다음 각 호와 같은 기간 내에 공포한다.

- 1° 제I항에 따른 법률명령의 경우 12개월
- 2° 제II항에 따른 법률명령의 경우 18개월
- 3° 제XIII항에 따른 법률명령의 경우 24개월

비준을 위한 명령안은 각 법률명령을 공포한 날부터 3개월 이내에 의회에 상정한다.

ordonnance.

Article 65

I. – Après le premier alinéa de l'article L. 1435-7 du code de la santé publique, sont insérés quatre alinéas ainsi rédigés :

« Pour assurer les missions de contrôle du recueil des indicateurs de qualité et de sécurité des soins mentionnés aux articles L. 6144-1 et L. 6161-2-2, le directeur général de l'agence régionale de santé peut désigner des inspecteurs mentionnés au premier alinéa et ayant qualité de médecin ou recourir à :

« 1° Des médecins-conseils ou des pharmaciens-conseils des organismes d'assurance maladie sur proposition des représentants des régimes d'assurance maladie en région ;

« 2° Des médecins ayant conclu un contrat avec l'agence régionale de santé, qui peuvent être choisis en particulier parmi les experts de la Haute Autorité de santé mentionnés à l'article L. 1414-4.

« Les personnes mentionnées aux 1° et 2° du présent article respectent des conditions d'aptitude technique et juridiques définies par décret en Conseil d'Etat. »

II. – Au VII de l'article L. 1441-6 du code de la santé publique, les mots : « du deuxième » sont remplacés par les mots : «

제65조

I. 「공중보건법전」 제L1435-7조제1문단 뒤에 다음 네 문단을 삽입한다.

« 제L6144-1조 및 제L6161-2-2조에 따른 진료의 품질 및 안전지표 수집에 대한 검사 임무를 보장하기 위하여 레지온보건청장은 의사 자격을 가졌거나 다음 각 호의 사람으로 구성된 제1문단에 따른 감독관을 임명할 수 있다.

« 1° 레지온 건강보험제도를 담당하는 대표자의 제안에 따라 건강보험기관의 자문의사 또는 자문약사

« 2° 제L1414-4조에 따른 보건최고위원회의 전문가 중에서 선정할 수 있도록 레지온 보건청과 계약을 체결한 의사

« 이 조 제1호와 제2호에 해당하는 사람들은 국참사원령으로 정한 기술적 및 법적 자격조건을 준수한다. »

II. 「공중보건법전」 제L1441-6조제VII항 중 “제2”를 “끝에서 두 번째”로 대체한다.

de l'avant-dernier ».

III. -L'article L. 315-1 du code de la sécurité sociale est complété par un VII ainsi rédigé :

« VII.-Le service du contrôle médical peut, en application de l'article L. 1435-7 du code de la santé publique, procéder au contrôle du recueil des indicateurs de qualité et de sécurité des soins mentionnés aux articles L. 6144-1 et L. 6161-2-2 du même code. »

Article 66

I. -Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le chapitre unique du titre 1er du livre préliminaire de la quatrième partie est ainsi rédigé :

« Chapitre unique

« Protocoles de coopération

« Section 1

« Dispositions communes

« Art. L. 4011-1.-Par dérogation aux articles L. 1132-1, L. 4111-1, L. 4161-1, L. 4161-3, L. 4161-5, L. 4221-1, L. 4241-1, L. 4241-13, L. 4251-1, L. 4301-1, L. 4311-1, L. 4321-1, L. 4322-1, L. 4331-1, L. 4332-1, L. 4341-1, L. 4342-1, L. 4351-1, L. 4352-2, L. 4361-1, L. 4362-1, L. 4364-1, L. 4371-1, L.

III. 「사회보장법전」 제L315-1조를 다음의 제VII항으로 보완한다.

« VII. 의료검사기관은 「공중보건법전」 제L1435-7조에 따라 같은 법전 제L6144-1조 및 제L6161-2-2조에 따른 진료의 품질 및 안전지표 수집에 대한 검사 임무를 수행할 수 있다. »

제66조

I. 「공중보건법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제4부예비권제I편단독장을 다음과 같이 작성한다.

« 단독장

« 협력 프로토콜

« 제1절

« 공통규정

« 제L4011-1조 제L1132-1조, 제L4111-1조, 제L4161-1조, 제L4161-3조, 제L4161-5조, 제L4221-1조, 제L4241-1조, 제L4241-13조, 제L4251-1조, 제L4301-1조, 제L4311-1조, 제L4321-1조, 제L4322-1조, 제L4331-1조, 제L4332-1조, 제L4341-1조, 제L4342-1조, 제L4351-1조, 제L4352-2조, 제L4361-1조, 제

4391-1, L. 4392-1, L. 4393-8, L. 4394-1 et L. 6316-1, les professionnels de santé travaillant en équipe peuvent s'engager, à leur initiative, dans une démarche de coopération pour mieux répondre aux besoins des patients. Par des protocoles de coopération, ils opèrent entre eux des transferts d'activités ou d'actes de soins ou de prévention ou réorganisent leurs modes d'intervention auprès du patient.

« Les protocoles de coopération précisent les formations nécessaires à leur mise en oeuvre.

« Le patient est informé des conditions de sa prise en charge dans le cadre d'un protocole de coopération.

« Art. L. 4011-2.-Les protocoles de coopération sont rédigés par les professionnels de santé. Un décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Haute Autorité de santé définit les exigences essentielles de qualité et de sécurité des protocoles de coopération. Les protocoles précisent les dispositions d'organisation spécifiques auxquelles est subordonnée leur mise en oeuvre.

« Section 2

« Protocoles nationaux

« Art. L. 4011-3.-I.-Un comité national des coopérations interprofessionnelles est chargé de la stratégie, de la promotion et du déploiement des coopérations

L4362-1조, 제L4364-1조, 제L4371-1조, 제L4391-1조, 제L4392-1조, 제L4393-8조, 제L4394-1조 및 제L6316-1조의 규정에도 불구하고 팀 단위로 임무를 수행하는 보건의료인들은 환자의 요구에 효율적으로 대처하기 위하여 제안에 따라 협력절차에 참여할 수 있다. 보건의료인들은 협력 프로토콜을 통하여 상호 간에 치료나 예방 관련 활동 또는 조치를 이관하거나 환자에 대한 개입방법을 재조직할 수 있다.

« 협력 프로토콜에는 그 실행에 필요한 교육을 상세히 제시한다.

« 협력 프로토콜 차원에서 이루어지는 환자의 치료조건에 관한 정보는 해당 환자에게 제공하여야 한다.

« 제L4011-2조 협력 프로토콜은 보건의료인이 수립한다. 협력 프로토콜의 품질 및 안전성에 대한 필수 요건은 보건최고위원회의 의견을 들은 후에 제정되는 국참사원령으로 정한다. 프로토콜에는 그 실행에 따르는 특별조직 관련 규정을 명시한다.

« 제2절

« 국가 프로토콜

« 제L4011-3조 I. 보건의료 부문 국가직종간협력위원회는 보건의료 직종 간의 협력을 위한 전략 수립, 추진 및 전개를 담당한다. 보건의료 부문 국가직종간협력위원회는 전국

interprofessionnelles. Il propose la liste des protocoles nationaux à élaborer et à déployer sur l'ensemble du territoire, appuie les professionnels de santé dans l'élaboration de ces protocoles et de leur modèle économique et émet un avis sur leur financement par l'assurance maladie. Il assure le suivi annuel et l'évaluation des protocoles autorisés. A cette fin, lui sont transmises annuellement les données pertinentes pour chacun des protocoles mis en oeuvre.

« Le comité national des coopérations interprofessionnelles peut proposer l'intégration des actes dérogatoires dans les compétences réglementaires des professionnels. Il propose leurs modalités de financement et de rémunération définitives par leur inscription sur la liste prévue à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale.

« Le comité est composé, selon des modalités précisées par décret, de représentants de l'Union nationale des caisses de l'assurance maladie, de la Haute Autorité de santé, des ministres chargés de la sécurité sociale et de la santé ainsi que des agences régionales de santé. Les conseils nationaux professionnels et les ordres des professions concernées sont associés aux travaux de ce comité.

« II. - Le financement peut déroger aux dispositions suivantes du code de la

차원에서 수립 및 전개될 국가 프로토콜 목록을 제안하며 이러한 프로토콜 및 경제모델 수립과 관련하여 보건의료인을 지원하고 건강보험공단을 통한 재정지원 방안을 제시한다. 보건의료 부문 국가직종간협력위원회는 승인된 프로토콜에 대한 연간 모니터링 및 평가를 담당한다. 이를 위하여 보건의료 부문 국가직종간협력위원회는 실행되는 각 프로토콜과 관련된 적절한 데이터를 매년 전달 받는다.

« 보건의료 부문 국가직종간협력위원회는 비급여 의료행위를 규정된 전문의료 범위에 포함하는 제안을 할 수 있다. 보건의료 부문 국가직종간협력위원회는 「사회보장법전」 제L162-1-7조에서 정한 건강보험 급여 목록에 이러한 의료행위를 등록함으로써 최종 재정지원 및 보수책정 방식을 제안한다.

« 보건최고위원회는 명령으로 정한 방식에 따라 전국건강보험공단연합 이사장, 보건최고위원회 위원장, 보건·사회보장 관련 주무부처 장관 및 레지온보건청장으로 구성한다. 보건의료 부문 전국직종별협회 및 해당 직종별협회는 보건최고위원회의 심의에 참여한다.

« II. 재정지원과 관련하여 다음 각 호의 「사회보장법전」 규정에 대한 예외가 적용

sécurité sociale :

« 1° Aux articles L. 162-5, L. 162-9, L. 162-11, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-14, L. 162-14-1 et L. 162-32-1, en tant qu'ils concernent les tarifs, honoraires, rémunérations et frais accessoires dus aux professionnels de santé par les assurés sociaux et par l'assurance maladie ;

« 2° Aux 1°, 2°, 5° et 6° de l'article L. 160-8, en tant qu'ils concernent les frais couverts par l'assurance maladie ;

« 3° A l'article L. 162-2, en tant qu'il concerne le paiement direct des honoraires par le malade ;

« 4° Aux articles L. 160-13 et L. 160-14, relatifs à la participation de l'assuré aux tarifs servant de base au calcul des prestations.

« Les dépenses mises à la charge de l'ensemble des régimes obligatoires de base d'assurance maladie qui résultent du financement des protocoles nationaux sont prises en compte dans l'objectif national de dépenses d'assurance maladie mentionné au 3° du D du I de l'article LO 111-3 du même code.

« III. - Le protocole national et son modèle économique sont rédigés par une équipe de rédaction, sélectionnée dans le cadre d'un appel national à manifestation d'intérêt, avec l'appui des conseils nationaux professionnels et des ordres des

will be able to.

« 1° 규정이 보건의료인을 위하여 사회보험 피보험자와 건강보험공단이 부담하는 진료비, 보수 및 부대비용과 관련된 경우 제 L162-5조, 제L162-9조, 제L162-11조, 제 L162-12-2조, 제L162-12-9조, 제L162-14조, 제L162-14-1조 및 제L162-32-1 조

« 2° 규정이 건강보험공단이 부담하는 비용과 관련된 경우 제L160-8조제1호와 제2호 및 제5호와 제6호

« 3° 규정이 환자가 직접 지급하는 진료비와 관련된 경우 제L162-2조

« 4° 보험료 산정 기준으로 사용되는 요금표 산정에서 피보험자의 참여와 관련된 경우 제 L160-13조 및 제L160-14조

« 국가 프로토콜에 대한 재정지원의 일환으로 전체 기초건강보험 의무제도에서 부담하는 비용은 같은 법전 제LO111-3조제I항의 D제3호에 따라 설정된 건강보험 급여지출 국가 목표치를 기준으로 한다.

« III. 국가 프로토콜과 그 경제모델 관련 문서는 보건의료 부문 전국직종별협회 및 해당 직종별협회의 지원 아래 국가공익사업 예비 공모의 일환으로 선정된 기획안 집필진이 작성한다. 국가 프로토콜은 이 법전 제 L4011-2조에 따른 명령에 부합되는지를 결

professions concernées. Le protocole national est autorisé sur l'ensemble du territoire national par arrêté des ministres chargé de la santé et de la sécurité sociale, après avis de la Haute Autorité de santé qui se prononce sur sa compatibilité avec le décret mentionné à l'article L. 4011-2 du présent code. Les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale peuvent suspendre et retirer un protocole pour des motifs liés à la sécurité et à la qualité des prises en charge.

« IV.—Les structures d'emploi ou d'exercice des professionnels souhaitant mettre en oeuvre un protocole national déclarent, le cas échéant conjointement, à l'agence régionale de santé compétente sa mise en oeuvre sous leur responsabilité. L'agence peut suspendre la mise en oeuvre de ce protocole dans une ou plusieurs structures pour des motifs liés à la qualité et à la sécurité des prises en charge et en cas de non—respect des dispositions du même protocole.

« V.—Les conditions d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

« Section 3

« Protocoles expérimentaux locaux

« Art. L. 4011-4.—Des professionnels de santé travaillant en équipe peuvent, à leur initiative, élaborer un protocole autre qu'un

정하는 보건최고위원회의 의견을 들은 후에 보건·사회보장 관련 주무부처 장관의 부령으로 전국적인 차원에서 승인된다. 보건·사회보장 관련 주무부처 장관은 치료의 안전성 및 품질과 관련된 사유로 프로토콜을 중단하거나 철회할 수 있다.

« IV. 국가 프로토콜을 실행하고자 하는 보건의료인의 고용 조직 또는 직무 수행을 담당하는 조직은 필요한 경우 관할 레지옹보건청과 공동책임으로 프로토콜을 실행하도록 결정한다. 레지옹보건청은 치료의 안전성 및 품질과 관련된 사유와 해당 프로토콜의 규정을 준수하지 아니한 사실이 확인된 경우 하나 이상의 조직에 대하여 이 프로토콜의 실행을 중단시킬 수 있다.

« V. 이 조의 적용조건은 규정으로 명시한다.

« 제3절

« 지역별 시범사업을 위한 프로토콜 수립

« 제L4011-4조 팀 단위로 임무를 수행하는 보건의료인들은 국가 프로토콜 외에도 혁신적인 조직을 제안하는 프로토콜을 자체적으

protocole national et qui propose une organisation innovante. Ce protocole est instruit, autorisé, suivi et évalué dans le cadre de la procédure des expérimentations à dimension régionale mentionnées au III de l'article L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale. Le protocole n'est valable que pour l'équipe promotrice, dont les professionnels de santé sont tenus de se faire enregistrer sans frais auprès de l'agence régionale de santé.

« Section 4

« Dispositions applicables au service de santé des armées

« Art. L. 4011-5.-I.-Le présent chapitre s'applique au service de santé des armées dans les conditions suivantes :

« 1° Le ministre de la défense peut autoriser par arrêté la mise en oeuvre pour l'ensemble des professionnels de santé relevant du service de santé des armées et sur tout le territoire national des protocoles de coopération mentionnés à l'article L. 4011-3 ;

« 2° Le ministre de la défense peut également autoriser, par arrêté, la mise en oeuvre pour l'ensemble du service de santé des armées et sur tout le territoire national de protocoles de coopération soumis au préalable à l'avis de la Haute Autorité de santé, qui se prononce sur leur compatibilité au décret mentionné à l'article L. 4011-2.

로 수립할 수 있다. 이러한 프로토콜은 「사회보장법전」 제L162-31-1조제III항에 따른 레지옹 단위 시범사업의 일환으로 심사, 승인, 모니터링 및 평가가 이루어진다. 프로토콜은 레지옹보건청에 무료로 등록되는 보건의료인으로 구성되고 해당 프로토콜을 제안한 팀에 대해서만 유효하다.

« 제4절

« 군보건의료센터에 적용할 수 있는 규정

« 제L4011-5조 I. 이 장은 다음 각 호의 조건으로 군보건의료센터에 적용할 수 있다.

« 1° 국방부장관은 제L4011-3조에 따른 협력 프로토콜을 전국 차원에서 군보건의료센터 소속의 모든 보건의료인을 대상으로 실행되도록 부령으로 허가할 수 있다.

« 2° 국방부장관은 제L4011-2조에 따른 명령에 부합되는지를 결정하는 보건최고위원회가 의견을 제시하기 전까지 제출된 협력 프로토콜을 전국 차원에서 군보건의료센터 소속의 모든 보건의료인을 대상으로 실행되도록 부령으로 허가할 수 있다.

« II. – Sont déterminées par décret les modalités selon lesquelles :

« 1° Les hôpitaux des armées ou les autres éléments du service de santé des armées peuvent être autorisés à adhérer aux protocoles mentionnés à l'article L. 4011-3 ;

« 2° Est réalisé le suivi des protocoles prévus aux 1° et 2° du I du présent article ;

« 3° Des professionnels de santé du service de santé des armées travaillant en équipe peuvent élaborer un protocole local expérimental prévu à l'article L. 4011-4. » ;

2° Le 5° de l'article L. 6323-1-1 est ainsi rédigé :

« 5° Soumettre et mettre en oeuvre des protocoles définis aux articles L. 4011-1 et L. 4011-2 dans les conditions définies aux articles L. 4011-3 et L. 4011-4 ; »

3° A la fin du deuxième alinéa de l'article L. 4113-5, la référence : « L. 4011-3 » est remplacée par la référence : « L. 4011-4 » ;

4° L'article L. 4444-1 est ainsi modifié :

a) Aux premier et second alinéas, la référence : « L. 4011-4 » est remplacée par la référence : « L. 4011-5 » ;

b) Après les mots : « résultant de », la fin

« II. 다음 각 호의 방식은 명령으로 정한다.

« 1° 군병원 또는 군보건의료센터 관련 시설이 제L4011-3조에 따른 프로토콜에 참여하기 위한 허가

« 2° 이 조 제I항제1호와 제2호에서 정한 프로토콜에 대한 모니터링 실시

« 3° 팀 단위로 임무를 수행하는 군보건의료센터 소속 보건의료인을 대상으로 한 제L4011-4조에서 정한 지역별 시범사업 프로토콜 수립 »

2° 제L6323-1-1조제5호를 다음과 같이 작성한다.

« 5° 제L4011-3조 및 제L4011-4조에서 정한 조건으로 제L4011-1조 및 제L4011-2조에서 정의한 프로토콜을 제출하고 실행한다. »

3° 제L4113-5조제2문단 끝 부분 중 “제L4011-3조”를 “제L4011-4조”로 대체한다.

4° 제L4444-1조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단·제2문단 중 “제L4011-4조”를 “제L4011-5조”로 대체한다.

b) “에 따른” 앞에 제1문단의 끝 부분을

du premier alinéa est ainsi rédigée : « la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé. »

II. -Le titre VI du livre 1er du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° L'article L. 161-37 est ainsi modifié :

a) Au 9°, la référence : « avant-dernier alinéa de l'article L. 4011-2 » est remplacée par la référence : « III de l'article L. 4011-3 » ;

b) Après la première occurrence du mot : « au », la fin du 10° est ainsi rédigée : « deuxième alinéa du I du même article L. 4011-3 ; »

2° Le j du 2° du II de l'article L. 162-31-1 est ainsi rétabli :

« j) Les règles de compétences prévues aux articles L. 1132-1, L. 4111-1, L. 4161-1, L. 4161-3, L. 4161-5, L. 4221-1, L. 4241-1, L. 4241-13, L. 4251-1, L. 4301-1, L. 4311-1, L. 4321-1, L. 4322-1, L. 4331-1, L. 4332-1, L. 4341-1, L. 4342-1, L. 4351-1, L. 4352-2, L. 4361-1, L. 4362-1, L. 4364-1, L. 4371-1, L. 4391-1, L. 4392-1, L. 4393-8, L. 4394-1 et L. 6316-1 ; »

3° Le premier alinéa du IV du même article

“ 「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한 2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」 ”로 작성한다.

II. 「사회보장법전」 제I권제VI편을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L161-37조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제9호 중 “제L4011-2조의 끝에서 두 번째 문단에”를 “제L4011-3조제III항”으로 대체한다.

b) 첫 번째로 나오는 “에” 뒤에 제10호의 끝부분을 “같은 제L4011-3조제I항제2문단”으로 한다.

2° 제L162-31-1조제II항제2호j목을 다음과 같이 정정한다.

« j) 제L1132-1조, 제L4111-1조, 제L4161-1조, 제L4161-3조, 제L4161-5조, 제L4221-1조, 제L4241-1조, 제L4241-13조, 제L4251-1조, 제L4301-1조, 제L4311-1조, 제L4321-1조, 제L4322-1조, 제L4331-1조, 제L4332-1조, 제L4341-1조, 제L4342-1조, 제L4351-1조, 제L4352-2조, 제L4361-1조, 제L4362-1조, 제L4364-1조, 제L4371-1조, 제L4391-1조, 제L4392-1조, 제L4393-8조, 제L4394-1조 및 제L 6316-1조에서 정한 권한 규칙 »

3° 같은 제L162-31-1조제IV항제1문단을

L. 162-31-1 est supprimé ;

4° L'article L. 162-1-7-1 est ainsi modifié :

a) Au deuxième alinéa, la référence : « I de l'article L. 4011-2-3 » est remplacée par la référence : « deuxième alinéa du I de l'article L. 4011-3 » ;

b) Au 4°, les mots : « recueilli un avis favorable du collège des financeurs en application du III de l'article L. 4011-2-3 » sont remplacés par les mots : « fait l'objet d'une proposition par le comité national des coopérations interprofessionnelles telle que mentionnée au deuxième alinéa du I de l'article L. 4011-3 » ;

5° Au dernier alinéa de l'article L. 162-1-7-4, les mots : « d'un avis favorable du collège des financeurs, prévu à l'article L. 4011-2-3 » sont remplacés par les mots : « d'une proposition du comité national des coopérations interprofessionnelles prévue au deuxième alinéa du I de l'article L. 4011-3 ».

III. -A.-Les structures d'emploi ou d'exercice des professionnels souhaitant mettre en oeuvre un protocole autorisé avant l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent y adhérer selon les dispositions applicables antérieurement à l'entrée en vigueur du présent article jusqu'à la date de publication du décret prévu à l'article L. 4011-2 du code de la santé publique dans

삭제한다.

4° 제L162-1-7-1조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제2문단 중 “ 제L4011-2-3조제I항 ” 을 “ 제L4011-3조제I항제2문단 ” 으로 대체한다.

b) 제4호 중 “ 제L4011-2-3조제III항에 따라 재정지원심의회의 적합의견을 받은 ” 을 “ 제L4011-3조제I항제2문단에 규정된 바와 같이 보건의료 부문 국가직중간협력위원회의 제안 대상인 ” 으로 대체한다.

5° 제L162-1-7-4조 마지막 문단 중 “ 제L4011-2-3조 ” 에서 정한 재정지원심의회의 적합의견의 ” 를 “ 제L4011-3조제I항제2문단에 따른 보건의료 부문 국가직중간협력위원회 제안의 ” 로 대체한다.

III. A. 이 법률이 시행되기 전에 허가된 프로토콜을 실행하고자 하는 보건의료인의 고용 조직 또는 직무 수행을 담당하는 조직은 이 법률에 근거하여 작성된 「 공중보건법 전 」 제L4011-2조에 정한 명령이 공포될 때까지 이 조의 시행일 이전에 적용할 수 있는 규정에 따라 프로토콜에 참여한다.

sa rédaction résultant de la présente loi.

Les projets de protocoles déposés avant l'entrée en vigueur du décret mentionné au premier alinéa du présent A et ayant vocation à être déployés nationalement sont autorisés par arrêté après avis conforme de la Haute Autorité de santé.

Les projets de protocoles déposés avant l'entrée en vigueur du même décret et n'ayant pas vocation à être déployés nationalement sont instruits et autorisés selon la procédure applicable antérieurement à l'entrée en vigueur du présent article.

B. – Sont déterminées par décret les modalités selon lesquelles :

1° Les professionnels de santé du service de santé des armées peuvent être autorisés à adhérer aux protocoles autorisés ou déposés avant l'entrée en vigueur du décret mentionné au A du présent III ;

2° Le ministre chargé de la défense peut autoriser par arrêté la mise en oeuvre, pour l'ensemble des professionnels de santé relevant du service de santé des armées et sur tout le territoire national, des protocoles de coopération autorisés ou déposés avant l'entrée en vigueur du même décret.

Article 67

Au dernier alinéa de l'article L. 4161-1 du

이 제IIIA항제1문단에 따른 명령 시행일 이전에 제출되고 전국적 보급 목표를 가진 프로토콜 계획은 보건최고위원회가 적합의견을 내린 이후에 부령으로 허가한다.

같은 명령 시행일 이전에 제출되고 전국적 보급 목표를 가진 프로토콜 계획은 이 조의 시행일 이전에 적용되는 절차에 따라 심사하고 허가한다.

B. 다음 각 호의 사항을 실행하는 방식은 명령으로 정한다.

1° 군보건의료센터의 보건의료인은 이 제IIIA항에 따른 명령의 시행일 이전에 허가되거나 제출된 프로토콜에 대한 참여 허가를 받을 수 있다.

2° 국방부장관은 같은 명령의 시행일 이전에 허가되거나 제출된 협력 프로토콜이 전국 차원에서 군보건의료센터 소속의 모든 보건의료인을 대상으로 실행되도록 부령으로 허가할 수 있다.

제67조

「공중보건법전」 제L4161-1조의 마지막

code de la santé publique, après le mot : « malades, », sont insérés les mots : « ni aux détenteurs d'une qualification professionnelle figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé de la santé et exerçant, dans la limite de leur formation, l'activité d'assistant médical, ».

Article 68

I. –Le chapitre 1er du titre III du livre 1er de la troisième partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Après le mot : « doté », la fin du premier alinéa de l'article L. 3131-7 est ainsi rédigée : « d'un plan détaillant les mesures à mettre en oeuvre en cas d'événement entraînant une perturbation de l'organisation des soins, notamment lors de situations sanitaires exceptionnelles. Ce plan lui permet de mobiliser les moyens de réponse adaptés à la nature et à l'ampleur de l'événement et d'assurer aux patients une prise en charge optimale. » ;

2° L'article L. 3131-8 est ainsi modifié :

a) A la première phrase, après le mot : « justifie », sont insérés les mots : «, sur proposition du directeur général de l'agence régionale de santé » ;

b) Après le mot : « médico-social », la fin de la même première phrase est supprimée ;

문단 중 “질병” 뒤에 “보건 관련 주무부처 장관의 부령으로 정한 목록에 포함되어 있고 교육활동에 한정하여 의료보조인의 직무를 수행하는 전문자격증 보유자도 아닌,”을 삽입한다.

제68조

I. 「공중보건법전」 제3부제I권제III편제I장을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° “갇춘” 뒤에 제L3131-7조제1문단의 끝 부분을 “보건상의 이례적인 상황 등 의료조직의 혼란을 유발하는 사건이 발생한 경우에 실행해야 할 조치에 대한 세부계획. 이러한 계획은 사건의 종류 및 규모에 적합한 대응 수단을 마련하고 최적의 치료를 환자들에게 제공할 수 있게 한다.”로 작성한다.

2° 제L3131-8조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문 중 “증명하고” 뒤에 “, 레지옹보건청장의 제안에 따라”를 삽입한다.

b) “사회의료” 뒤에 같은 제1문의 끝 부분을 삭제한다.

c) La seconde phrase est supprimée ;

3° L'article L. 3131-9 est ainsi modifié :

a) A la seconde phrase du premier alinéa, la référence : « au deuxième alinéa de » est remplacée par le mot : « à » ;

b) Le second alinéa est supprimé ;

4° L'article L. 3131-9-1 est ainsi modifié :

a) Le début du premier alinéa est ainsi rédigé : « En cas de situation sanitaire exceptionnelle ou pour tout événement de nature à impliquer de nombreuses victimes, notamment les accidents collectifs, les informations ... (le reste sans changement). » ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : « la crise » sont remplacés par les mots : « l'événement » ;

5° Après l'article L. 3131-10, il est inséré un article L. 3131-10-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 3131-10-1.-I.-En cas de situation sanitaire exceptionnelle dont les conséquences dépassent les capacités de prise en charge d'une ou de plusieurs structures de soins de la région, le directeur général de l'agence régionale de santé concernée peut faire appel aux professionnels de santé de la région volontaires pour porter appui à ces

c) 제2문을 삭제한다.

3° 제L3131-9조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단제2문 중 “의 제2문단에서”를 “에서”로 대체한다.

b) 제2문단을 삭제한다.

4° 제L3131-9-1조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단 시작 부분을 “보건상의 이례적인 상황이 발생한 경우 또는 대형사고 등 수많은 피해자가 발생할 수 있는 모든 사건의 경우 정보...(이후 변경사항 없음)”로 작성한다.

b) 제2문단 중 “위기”를 “사건”으로 대체한다.

5° 제L3131-10조 뒤에 다음의 제L3131-10-1조를 삽입한다.

« 제L3131-10-1조 I. 레지옹의 하나 이상 의료조직에서 의료서비스의 제공 한계를 넘어서는 보건상의 이례적인 상황이 발생한 경우 해당 레지옹보건청장은 이러한 의료조직을 지원하기 위하여 레지옹 내 자원 보건의료인을 소집할 수 있다.

structures de soins.

« II.—Lorsque les conséquences de la situation mentionnée au I dépassent les capacités de prise en charge d'une région, le directeur général de l'agence régionale de santé de zone ou le ministre chargé de la santé peuvent solliciter auprès des directeurs généraux des agences régionales de santé des autres régions des ressources sanitaires complémentaires.

« Ces derniers identifient les professionnels de santé volontaires pour porter appui aux structures de soins de la région concernée.

« Le directeur général de l'agence régionale de santé concernée par la situation affecte, au sein de la région, les professionnels de santé volontaires en fonction des besoins.

« III.—Les professionnels de santé qui exercent leur activité dans le cadre des I et II bénéficient des dispositions de l'article L. 3133-6.

« IV.—Les I, II et III du présent article ne s'appliquent pas aux professionnels du service de santé des armées. » ;

6° L'article L. 3131-11 est ainsi modifié :

a) Au a, les mots : « et les modalités d'élaboration » sont remplacés par les mots : « ainsi que les modalités d'élaboration et de déclenchement » ;

« II. 제I항의 상황에 따라 발생한 의료 수요가 레지옹의 의료서비스 제공 한계를 넘어서는 경우 해당 지역을 관할하는 레지옹보건청장 또는 보건 관련 주무부처 장관은 다른 레지옹보건청장들에게 추가적인 보건의료 자원을 요청할 수 있다.

« 요청을 받은 레지옹보건청장들은 해당 레지옹의 의료조직을 지원하기 위하여 투입 대상 자원인 보건의료인들을 구분한다.

« 보건상의 이례적 상황 발생과 관련하여 레지옹보건청장은 그 수요에 맞게 자원인 보건의료인들을 레지옹 내 의료시설에 배치한다.

« III. 제I항과 제II항의 적용 지역 내에서 의료활동을 하는 보건의료인은 제L3133-6조에서 규정한 혜택을 받는다.

« IV. 이 조 제I항, 제II항 및 제III항은 군보건의료센터의 보건의료인에게는 적용되지 아니한다. »

6° 제L3131-11조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) a목 중 “및 수립 방식”을 “뿐만 아니라 수립 및 착수 방식”으로 대체한다.

b) Après les mots : « d'élaboration », la fin du b est ainsi rédigée : « des plans détaillant les mesures à mettre en oeuvre en cas d'événement entraînant une perturbation de l'organisation des soins, notamment lors de situations sanitaires exceptionnelles par les établissements de santé et par les établissements et services médico-sociaux mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 311-8 du code de l'action sociale et des familles ; »

c) Au c, après la seconde occurrence du mot : « de », sont insérés les mots : « santé de » et, à la fin, les mots : « mentionnés à l'article L. 3131-9 » sont remplacés par les mots : « chargés d'une mission de conseil et de prise en charge spécifique en cas de situation sanitaire exceptionnelle » ;

d) Sont ajoutés des d et e ainsi rédigés :

« d) Les modalités selon lesquelles des professionnels de santé peuvent être appelés à exercer leur activité en application de l'article L. 3131-10-1 ;

« e) Le contenu et les procédures d'élaboration du plan zonal de mobilisation. »

II. -Les articles L. 3134-2-1 et L. 4211-5-1 du code de la santé publique sont abrogés.

III. -Au II de l'article L. 3134-1 du code de la santé publique, les mots : « , à l'exclusion des professionnels de santé en

b) "수립" 앞 b목의 끝 부분을 “ 「사회복지가족법전」 제L311-8조 마지막 문단에 따른 의료시설과 사회의료복지 시설 및 기관에 보건상의 이례적인 상황 등 의료조직의 혼란을 유발하는 사건이 발생한 경우에 실행해야 할 조치에 대한 세부계획들의"로 작성한다.

c) c목에서, 두 번째로 나오는 "의" 앞에 “의 보건의료”를 삽입하고 “제L3131-9조에 따른”을 “보건상의 이례적인 상황이 발생한 경우 특별 자문 및 치료를 제공하는”으로 대체한다.

d) 다음의 d목과 e목을 추가한다.

« d) 제L3131-10-1조에 따라 임무를 수행하도록 보건의료인을 소집할 수 있는 방식

« e) 지역 의료자원 동원계획의 내용 및 절차 »

II. 「공중보건법전」 제L3134-2-1조 및 제L4211-5-1조를 폐지한다.

III. 「공중보건법전」 제L3134-1조제II항 중 “, 현직 보건의료인을 제외한,”을 삭제한

activité, » sont supprimés.

IV. -L'article L. 3135-4 du code de la santé publique est ainsi rétabli :

« Art. L. 3135-4.-Par dérogation au 4° de l'article L. 4211-1, en cas d'accident nucléaire ou d'acte terroriste constituant une menace sanitaire grave nécessitant leur délivrance ou leur distribution en urgence, les produits de santé issus des stocks de l'Etat et figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé peuvent être délivrés ou distribués lorsqu'aucun pharmacien n'est présent, sous la responsabilité du représentant de l'Etat dans le département, par d'autres professionnels de santé que les pharmaciens et, à défaut, par les personnes mentionnées à l'article L. 721-2 du code de la sécurité intérieure ou par les personnels des services de l'Etat ou des collectivités territoriales désignés dans des conditions fixées par décret.

« Par dérogation aux articles L. 4211-1 et L. 5126-1 du présent code, ces produits de santé peuvent être stockés, selon des modalités définies par décret, en dehors des officines et des pharmacies à usage intérieur, afin de permettre leur délivrance ou leur distribution en urgence dans les cas prévus au premier alinéa du présent article. »

V. -L'article L. 3821-11 du code de la santé publique est complété par les mots : «

다.

IV. 「공중보건법전」 제L3135-4조를 다음과 같이 정정한다.

« 제L3135-4조 제L4211-1조제4호의 규정에도 불구하고 국가가 비축하고 있고 보건 관련 주무부처 장관이 부령으로 정한 목록 내 의료제품을 긴급히 전달하거나 분배하여야 할 보건상의 심각한 위협을 초래하는 원자력발전 사고 또는 테러 사건이 발생한 경우 해당 의료제품의 전달이나 분배 임무는 현장에 배치된 약사가 없을 경우 데파르트망 지사의 책임 아래 다른 분야의 보건의료인이 담당한다. 현장에 배치할 이러한 보건의료인도 없는 경우 「국가안보법전」 제L721-2조에 명시된 사람 또는 명령으로 정한 조건에 따라 지정된 정부부처나 지방자치단체의 직원이 의료제품을 전달하거나 분배할 수 있다.

« 이 법전 제L4211-1조 및 제L5126-1조의 규정에도 불구하고 이러한 의료제품은 이 조 제1문단에 규정된 경우처럼 긴급히 전달하거나 분배할 목적으로 일반약사와 원내약국 약사가 아닌 사람이 명령으로 정한 방식에 따라 비축할 수 있다. »

V. 「공중보건법전」 제L3821-11조는 “ 「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한

dans sa rédaction résultant de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé ».

VI. –Au 16° de l'article L. 6143-7 du code de la santé publique, les mots : « blanc de l'établissement » sont remplacés par les mots : « détaillant les mesures à mettre en oeuvre en cas d'événement entraînant une perturbation de l'organisation des soins, notamment lors de situations sanitaires exceptionnelles, ».

VII. –L'article L. 311-8 du code de l'action sociale et des familles est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Un arrêté des ministres chargés de la santé et des affaires sociales fixe la liste des catégories d'établissements et services médico-sociaux devant intégrer dans leur projet d'établissement un plan détaillant les mesures à mettre en oeuvre en cas d'événement entraînant une perturbation de l'organisation des soins, notamment de situation sanitaire exceptionnelle. »

Article 69

Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Le sous-titre III du titre préliminaire est complété par un article 10-6 ainsi rédigé :

« Art. 10-6. –A la suite d'accidents, de

2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」에 근거하여 작성된”으로 보완한다.

VI. 「공중보건법전」 제L6143-7조제16호 중 “시설의 긴급의료”를 "보건상의 이례적인 상황 등 의료조직의 혼란을 유발하는 사건이 발생한 경우에 실행해야 할 조치에 대한 세부,"로 대체한다.

VII. 「사회복지가족법전」 제L311-8조를 다음의 한 문단으로 보완한다.

« 보건상의 이례적인 상황 등 의료조직의 혼란을 유발하는 사건이 발생한 경우에 실행해야 할 조치에 대한 세부계획을 시설계획에 통합하여야 하는 해당 사회의료복지 시설 및 기관의 유형별 목록은 보건·사회 관련 주무부처 장관의 부령으로 정한다. »

제69조

「형사소송법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 예비편의III은 다음과 같은 제10-6조로 보완한다.

« 제10-6조 수많은 피해자가 발생할 수 있

sinistres, de catastrophes ou d'infractions susceptibles de provoquer de nombreuses victimes, les administrations, au sens de l'article L. 100-3 du code des relations entre le public et l'administration, intervenant dans la gestion de la crise, la prise en charge des victimes de ces événements, leur accompagnement ou la mise en oeuvre de leurs droits, les parquets et les juridictions en charge de la procédure ainsi que les associations d'aide aux victimes agréées au sens du dernier alinéa de l'article 41 du présent code peuvent échanger entre elles les données, informations ou documents strictement nécessaires à la conduite de ces missions ainsi qu'à l'information des personnes présentes sur les lieux des événements et de leurs proches.

« Toute personne recevant des données, informations ou documents en application du premier alinéa du présent article est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines fixées aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

« Un décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés fixe les modalités d'application du présent article. » ;

2° Le premier alinéa de l'article 804 est ainsi rédigé :

« Le présent code est applicable, dans sa

는 사고 재해, 재난 또는 범죄 이후에, 위기 관리, 사건 피해자의 치료 및 피해자에 대한 지원이나 피해자의 권리가 행사되도록 개입하는 「공중·기관 관계법전」 제L100-3조에 따른 행정기관, 소송을 담당하는 검찰·법원 및 이 법전 제41조의 마지막 문단에 따라 인가받은 피해자지원단체는 이러한 임무 수행과 사건 현장에 있었던 사람 및 그 가족·친지들에게 정보를 제공하는 데 꼭 필요한 데이터, 자료 또는 문서를 상호 간에 교환할 수 있다.

« 이 조 제1문단에 따라 데이터, 자료 또는 문서를 전달받은 모든 사람은 「형법전」 제226-13조 및 제226-14조에서 정한 조건 및 처벌규정에 따라 직무상 비밀유지의무를 준수하여야 한다.

« 이 조의 적용방식은 정보자유국가위원회의 의견을 들은 후에 제정되는 국참사원령으로 정한다. »

2° 제804조제1문단을 다음과 같이 작성한다.

« 「보건의료시스템의 조직 및 전환에 관한

rédaction résultant de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, sous réserve des adaptations prévues au présent titre et aux seules exceptions : ».

Article 70

I. -Le 4° de l'article L. 6152-1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le mot : « contractuels » est supprimé ;

2° Sont ajoutés les mots : « , dont le statut est établi par voie réglementaire ».

II. -L'article 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 est ainsi modifié :

1° Le IV est ainsi rédigé :

« IV. -Les personnes ayant satisfait aux épreuves mentionnées au premier alinéa du B du III de l'article 60 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle et justifiant de fonctions rémunérées au cours des deux années précédant la publication de la présente loi sont réputées avoir satisfait aux épreuves de vérification des connaissances mentionnées au deuxième alinéa du I de l'article L. 4111-2 du code de la santé publique.

2019년 7월 24일 제2019-774호 법률」에 근거하여 작성된 이 법전은 이 편에 따른 수정적용을 전제로 하고 다음 사항을 예외로 하여 누벨칼레도니, 프랑스령 폴리네시아 및 왈리스 퓌티나에 적용할 수 있다. »

제70조

I. 「공중보건법전」 제L6152-1조제4호를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° "계약직"을 삭제한다.

2° “규정으로 수립된 신분규정의”를 추가한다.

II. 「2007년도 사회보장재정에 관한 2006년 12월 21일 제2006-1640호 법률」 제83조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제IV항을 다음과 같이 작성한다.

« IV. 「기초건강보험의 신설에 관한 1999년 7월 27일 제99-641호 법률」 제60조제IIIB항제1문단에 따른 시험에 합격하고 이 법률이 공포되기 전 2년 동안 급여를 받고 직무를 수행한 사실을 입증하는 사람은 「공중보건법전」 제L4111-2조제I항제2문단에 따른 전문지식 검증을 위한 시험을 통과한 것으로 본다.

« A.—Par exception au sixième alinéa du I de l'article 60 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 précitée et au huitième alinéa du I de l'article 69 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, les médecins et les chirurgiens-dentistes titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre obtenu dans un Etat non membre de l'Union européenne ou non partie à l'accord sur l'Espace économique européen et permettant l'exercice de la profession dans le pays d'obtention de ce diplôme, certificat ou titre, présents dans un établissement public de santé ou un établissement de santé privé d'intérêt collectif au 31 décembre 2018 et recrutés avant le 3 août 2010, dans des conditions fixées par décret, dans un établissement public de santé ou un établissement de santé privé d'intérêt collectif peuvent continuer à exercer leurs fonctions jusqu'au 31 décembre 2020.

« B.—Par exception au sixième alinéa du I de l'article 60 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 précitée et au huitième alinéa du I de l'article 69 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 précitée, les médecins titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre obtenu dans un Etat non membre de l'Union européenne ou non partie à l'accord sur l'Espace économique européen et permettant l'exercice de la profession dans le pays d'obtention de ce diplôme, certificat ou titre, présents dans un établissement de santé mentionné à l'article L. 6111-1 du code de la santé publique entre le 1er

« A. 전술한 「1999년 7월 27일 제99-641호 법률」 제60조제I항제6문단과 「2002년 1월 17일 제2002-73호 법률」 제69조제I항제8문단의 규정에도 불구하고 2018년 12월 31일 기준 공공의료시설 또는 공익형 민간의료시설에서 근무하였으며 이러한 의료시설에 2010년 8월 3일 이전에 채용된 사람으로 유럽연합 비회원국 또는 유럽경제지역협정 비조인국에서 졸업장, 수수료증 또는 그 밖의 자격증을 취득하였고 해당 자격이 이를 발급한 국가에서 의료활동 수행이 여전히 유효한 의사와 치과의사는 2020년 12월 31일 까지 계속해서 직무를 수행할 수 있다.

« B. 전술한 「1999년 7월 27일 제99-641호 법률」 제60조제I항제6문단과 「2002년 1월 17일 제2002-73호 법률」 제69조제I항제8문단의 규정에도 불구하고 2018년 10월 1일과 2019년 1월 31일 사이에 「공중보건법전」 제L6111-1조에 따른 의료시설에서 근무하였으며 2015년 1월 1일 이후에 최소 2년간 보건의료인 자격으로 급여를 받고 상근직으로 일한 경력이 있는 사람으로 유럽연합 비회원국 또는 유럽경제지역협정 비조인국에서 졸업장, 수수료증 또는 그 밖의 자격증을 취득하였고 해당 자격이 이를 발급한 국가에서 의료활동 수행이 여전히 유효한 의사와 치과의사는 2020년 10월 1일 이전

octobre 2018 et le 31 janvier 2019 et ayant exercé des fonctions rémunérées, en tant que professionnel de santé, pendant au moins deux ans en équivalent temps plein depuis le 1er janvier 2015 se voient délivrer une attestation permettant un exercice temporaire, sous réserve du dépôt d'un dossier de demande d'autorisation d'exercice avant le 1er octobre 2020.

« La commission nationale d'autorisation d'exercice mentionnée au I de l'article L. 4111-2 du même code émet un avis sur la demande d'autorisation d'exercice du médecin. L'instruction préalable de chaque dossier est assurée par une commission régionale constituée par spécialité et présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé. La commission régionale précitée est dissoute au plus tard le 31 décembre 2021.

« La commission régionale mentionnée au deuxième alinéa du présent B peut auditionner tout candidat relevant de la spécialité concernée. Elle formule, après examen du dossier, une proposition à la commission nationale d'autorisation d'exercice compétente. Cette proposition consiste :

« 1° Soit à délivrer une autorisation d'exercice ;

« 2° Soit à rejeter la demande du candidat ;

« 3° Soit à prescrire un parcours de

까지 의료활동 허가신청서를 제출한다는 조건으로 임시허가증을 발급받을 수 있다.

« 같은 법전 제L4111-2조제I항에 따른 국가의료활동허가위원회는 의사의 의료활동 허가 신청에 대한 의견을 제시한다. 각 서류에 대한 사전심사는 전문과목별로 구성된 레지옹위원회에서 담당하며 레지옹보건청장이 위원회 회의를 주재한다. 레지옹위원회의 해산은 늦어도 2021년 12월 31일까지 마쳐야 한다.

« 이 제IV항의B 제2문단에 따른 레지옹위원회는 해당 전문과목에 속하는 모든 신청자를 심사할 수 있다. 레지옹위원회는 신청서류를 검토한 후에 해당 국가의료활동허가위원회에 제출할 제안서를 작성한다. 이 제안서는 다음 각 호의 어느 하나의 행위와 관련된다.

« 1° 의료활동허가서를 발급한다.

« 2° 신청자의 허가 신청을 거절한다.

« 3° 해당 전문과목과 관련된 의과대학 제3

consolidation des compétences d'une durée maximale équivalente à celle du troisième cycle des études de médecine de la spécialité concernée. Ce parcours peut comprendre de la formation pratique et théorique.

« La commission régionale de spécialité transmet le dossier de chaque candidat, accompagné de sa proposition, à la commission nationale d'autorisation d'exercice compétente.

« La commission nationale émet, après examen de chaque dossier, un avis destiné au ministre chargé de la santé.

« Cette commission doit avoir auditionné tout candidat pour lequel elle émet un avis visant à l'obtention directe d'une autorisation d'exercice ou au rejet de sa demande.

« Elle peut auditionner les autres candidats.

« Le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion peut, au vu de l'avis de la commission nationale :

« a) Soit délivrer une autorisation d'exercice ;

« b) Soit rejeter la demande du candidat ;

« c) Soit prendre une décision d'affectation

기 교육과정 기간에 준하는 최대 교육기간으로 전공심화과정을 이수할 것을 요구한다. 이러한 과정에는 실기와 이론 교육을 포함한다.

« 레지옹전문과목조정위원회는 각 신청자의 제안서를 비롯한 서류를 소관 국가의료활동허가위원회에 전달한다.

« 국가의료활동허가위원회는 각 신청서류를 검토한 후에 보건 관련 주무부처 장관에게 의견을 제시한다.

« 국가의료활동허가위원회는 의료활동 허가의 즉각적인 취득이나 신청 거부와 관련하여 그 의견을 제시하기 위하여 모든 신청자와의 면접을 진행하여야 한다.

« 국가의료활동허가위원회는 그 밖의 신청자에 대한 면접을 진행할 수 있다.

« 보건 관련 주무부처 장관 또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장은 국가의료활동허가위원회의 의견을 고려하여 다음 각 목의 어느 하나에 해당하는 행위를 할 수 있다.

« a) 의료활동허가서를 발급한다.

« b) 신청자의 허가 신청을 거절한다.

« c) 해당 전문과목과 관련된 의과대학 제3

du médecin dans un établissement de santé en vue de la réalisation du parcours de consolidation des compétences qui lui est prescrit, d'une durée maximale équivalente à celle du troisième cycle des études de médecine de la spécialité concernée. A l'issue de son parcours de consolidation des compétences, le candidat saisit la commission nationale d'autorisation d'exercice compétente, qui émet un avis destiné au ministre chargé de la santé pour décision de ce dernier.

« L'attestation permettant un exercice temporaire dont un candidat a bénéficié au titre du premier alinéa du présent B prend fin :

«—lorsque le candidat se voit délivrer une autorisation d'exercice ;

«—à la date de prise d'effet de son affectation dans un établissement de santé en vue de la réalisation du parcours de consolidation des compétences ;

«—en cas de refus du candidat de réaliser le parcours de consolidation des compétences qui lui est prescrit ;

«—en cas de rejet de la demande du candidat ;

«—et, en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2021. » ;

2° Sont ajoutés des V et VI ainsi rédigés :

기 교육과정 기간에 준하는 최대 교육기간으로 전공심화과정을 이수해야 하는 의사에 대하여 의료시설에 배치하는 결정을 내린다. 허가 신청자는 전공심화과정을 마친 후에 보건 관련 주무부처 장관의 결정을 구하기 위하여 그 의견을 제시하는 소관 국가의료활동 허가위원회에 의료활동허가서 발급을 요청한다.

« 이 제IV항의B제1문단에 따라 발급된 신청자의 임시 의료활동을 허가하는 증명서는 다음에 해당하는 경우 그 효력이 종료된다.

« 허가 신청자가 정식 의료활동허가서를 발급받은 경우

« 전공심화과정의 이수를 위하여 허가 신청자가 의료시설에 배치된 경우

« 전공심화과정을 이수하여야 하는 허가 신청자가 이를 거부하는 경우

« 신청자의 허가 신청이 거부되는 경우

« 효력 만료일인 2021년 12월 31일에 도달한 경우 »

2° 다음의 제V항과 제VI항을 추가한다.

« V.—Les chirurgiens—dentistes, sages—femmes et pharmaciens titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre obtenu dans un Etat non membre de l'Union européenne ou non partie à l'accord sur l'Espace économique européen et permettant l'exercice de la profession dans le pays d'obtention de ce diplôme, certificat ou titre, présents dans un établissement de santé mentionné à l'article L. 6111-1 du code de la santé publique entre le 1er octobre 2018 et le 31 janvier 2019 et ayant exercé des fonctions rémunérées, en tant que professionnel de santé, pendant au moins deux ans en équivalent temps plein depuis le 1er janvier 2015 se voient délivrer une attestation permettant un exercice temporaire, sous réserve du dépôt avant le 1er octobre 2020 d'un dossier de demande d'autorisation d'exercice auprès de la commission nationale d'autorisation d'exercice mentionnée au I de l'article L. 4111-2 du même code, pour les chirurgiens—dentistes et les sages—femmes, ou à l'article L. 4221-12 dudit code, pour les pharmaciens.

« La commission nationale d'autorisation d'exercice émet, après examen de chaque dossier, un avis destiné au ministre chargé de la santé sur la demande d'autorisation d'exercice des candidats.

« Cet avis consiste :

« V. 2018년 10월 1일과 2019년 1월 31일 사이에 「공중보건법전」 제L6111-1조에 따른 의료시설에서 근무하였으며 2015년 1월 1일 이후에 최소 2년간 보건의료인 자격으로 급여를 받고 상근직으로 일한 경력이 있는 사람으로 유럽연합 비회원국 또는 유럽 경제지역협정 비조인국에서 졸업장, 수료증 또는 그 밖의 자격증을 취득하였고 해당 자격이 이를 발급한 국가에서 의료활동 수행이 여전히 유효한 치과의사, 조산사 및 약사는 2020년 10월 1일 이전까지 의료활동 허가신청서를 제출한다는 조건으로 임시허가증을 발급받을 수 있다. 다만, 치과의사와 조산사의 경우 같은 법전 제L4111-2조제I항에 따른 국가의료활동허가위원회에 약사의 경우 같은 법전 제L4221-12조에 따른 국가의료활동허가위원회에 의료활동 허가신청서를 제출하여야 한다.

« 국가의료활동허가위원회는 각 신청자의 의료활동 허가신청서를 검토한 후에 보건 관련 주무부처 장관에게 의견을 제시한다.

« 이 의견서는 다음 각 호의 어느 하나의 행위와 관련된다.

« 1° Soit à délivrer une autorisation d'exercice ;

« 2° Soit à rejeter la demande du candidat ;

« 3° Soit à prescrire un parcours de consolidation des compétences, d'une durée maximale équivalente à celle de la maquette de la formation suivie pour les chirurgiens-dentistes et les pharmaciens et d'une durée maximale d'un an pour les sages-femmes. Ce parcours peut comprendre de la formation pratique et théorique.

« La commission nationale doit avoir auditionné tout candidat pour lequel elle émet un avis visant à l'obtention directe d'une autorisation d'exercice ou au rejet de son dossier.

« Elle peut auditionner les autres candidats.

« Le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion peut alors :

« a) Soit délivrer une autorisation d'exercice ;

« b) Soit rejeter la demande du candidat ;

« c) Soit prendre une décision d'affectation du candidat dans un établissement de santé en vue de la réalisation du parcours de consolidation des compétences qui lui est prescrit, d'une durée maximale équivalente

« 1° 의료활동허가서를 발급한다.

« 2° 신청자의 허가 신청을 거절한다.

« 3° 치과의사와 약사의 경우 교육일정표에 준하는 최대 교육기간으로, 조산사의 경우 최대 1년의 교육기간으로 전공심화과정을 이수할 것을 요구한다. 이러한 과정에는 실기와 이론 교육을 포함한다.

« 국가의료활동허가위원회는 의료활동 허가의 즉각적인 취득이나 신청서류 거부와 관련하여 그 의견을 제시하기 위하여 모든 신청자와의 면접을 진행하여야 한다.

« 국가의료활동허가위원회는 그 밖의 신청자에 대한 면접을 진행할 수 있다.

« 보건 관련 주무부처 장관 또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장은 다음 각 목의 어느 하나에 해당하는 행위를 할 수 있다.

« a) 의료활동허가서를 발급한다.

« b) 신청자의 허가 신청을 거절한다.

« c) 치과의사와 약사의 경우 교육일정표에 준하는 최대 교육기간으로, 조산사의 경우 최대 1년의 교육기간으로 전공심화과정의 이수가 요구된 허가 신청자에 대하여 의료시설에 배치하는 결정을 내린다. 허가 신청자

à la maquette de la formation suivie pour les chirurgiens-dentistes et les pharmaciens et d'une durée maximale d'un an pour les sages-femmes. A l'issue de son parcours de consolidation des compétences, le candidat saisit la commission nationale d'autorisation d'exercice compétente, qui émet un avis destiné au ministre chargé de la santé pour décision de ce dernier.

« L'attestation permettant un exercice temporaire dont un candidat a bénéficié au titre du premier alinéa du présent V prend fin :

«-lorsque le candidat se voit délivrer une autorisation d'exercice ;

«-à la date de prise d'effet de son affectation dans un établissement de santé en vue de la réalisation du parcours de consolidation des compétences ;

«-en cas de refus du candidat de réaliser le parcours de consolidation des compétences qui lui est prescrit ;

«-en cas de rejet de la demande du candidat ;

«-et, en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2021.

« VI.-Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de mise en oeuvre des IV et V du présent article, notamment :

« 1° Les délais, conditions, composition et

는 전공심화과정을 마친 후에 보건 관련 주무부처 장관의 결정을 구하기 위하여 그 의견을 제시하는 소관 국가의료활동허가위원회에 의료활동허가서 발급을 요청한다.

« 이 제V항제1문단에 따라 발급된 신청자의 임시 의료활동을 허가하는 증명서는 다음에 해당하는 경우 그 효력이 종료된다.

« - 허가 신청자가 정식 의료활동허가서를 발급받은 경우

« - 전공심화과정의 이수를 위하여 허가 신청자가 의료시설에 배치된 경우

« - 전공심화과정을 이수하여야 하는 허가 신청자가 이를 거부하는 경우

« - 신청자의 허가 신청이 거절되는 경우

« - 효력 만료일인 2021년 12월 31일에 도달한 경우

« VI. 다음 각 호를 비롯한 이 조 제IV항과 제V항을 실행하는 조건은 국참사원령으로 정한다.

« 1° 의료활동 허가신청서를 제출하는 기간,

modalités de dépôt des dossiers de demande d'autorisation d'exercice ;

« 2° La composition et le fonctionnement des commissions régionales constituées par spécialité chargées de l'instruction préalable des dossiers ;

« 3° Les modalités d'affectation des candidats en vue de la réalisation du parcours de consolidation des compétences arrêté par le ministre chargé de la santé ainsi que les modalités de réalisation de ce parcours. »

III. -L'autorité administrative se prononce au plus tard le 31 décembre 2021 sur les demandes d'autorisation d'exercice mentionnées aux IV et V de l'article 83 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007.

IV. -L'article L. 4111-2 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi modifié :

-après le mot : « santé », sont insérés les mots : « ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion » ;

-après le mot : « exercice », sont insérés les mots : « , dans le pays d'obtention de ce diplôme, certificat ou titre, » ;

-après le mot : « médecin », sont insérés

조건, 구성 및 방식

« 2° 사전 서류심사를 담당하는 전문과목별로 구성된 레지옹위원회의 구성 및 운영

« 3° 보건 관련 주무부처 장관의 부령으로 결정된 전공심화과정의 이수 대상인 신청자를 근무지에 배치하는 방식과 이 과정을 실행하는 방식 »

III. 행정당국은 늦어도 2021년 12월 31일까지 「 2007년도 사회보장재정에 관한 2006년 12월 21일 제2006-1640호 법률」 제83조제IV항과 제V항에 따른 의료활동 허가 신청 결과를 발표하여야 한다.

IV. 「공중보건법전」 제L4111-2조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제I항을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단을 다음과 같이 개정한다.

- "보건" 뒤에 "또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장은"을 삽입한다.

- "의료활동" 뒤에 ", 졸업장, 수료증 또는 그 밖의 자격증을 발급한 국가에서"를 삽입한다.

- "의사" 뒤에 ", 허가 신청에 해당하는 전문

les mots : «, dans la spécialité correspondant à la demande d'autorisation » ;

—après le mot : « chirurgien—dentiste », sont insérés les mots : «, le cas échéant dans la spécialité correspondant à la demande d'autorisation, » ;

—après la deuxième occurrence du mot : « ou », il est inséré le mot : « de » ;

—à la fin, les mots : « dans le pays d'obtention de ce diplôme, certificat ou titre » sont supprimés ;

b) Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

—à la première phrase, les mots : «, discipline ou » sont remplacés par les mots : « et, le cas échéant, par » ;

—à la dernière phrase, les mots : « pour chaque discipline ou » sont remplacés par les mots : «, le cas échéant, pour chaque » ;

—à la même dernière phrase, les mots : « conformément aux dispositions du troisième alinéa » sont remplacés par les mots : « en application du deuxième alinéa du I » ;

c) Après le troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les personnes mentionnées au troisième alinéa du présent I titulaires d'un diplôme, d'un certificat ou d'un autre titre permettant l'exercice de la profession dans le pays d'obtention de ce diplôme, de ce certificat

et de ce diplôme, » ;

—"치과의사" 뒤에 ", 경우에 따라 허가 신청에 해당하는 전문과목에,"를 삽입한다.

—두 번째로 나오는 "또는" 앞에 "의"를 삽입한다.

—끝 부분에 "졸업장, 수료증 또는 그 밖의 자격증을 발급한 국가에서"를 삭제한다.

b) 제2문단을 다음과 같이 개정한다.

—제1문 중 “, 학과 또는”을 “및 경우에 따라 ~이”로 대체한다.

—마지막 문장 중 “각 학과 또는”을 “, 경우에 따라, 각”으로 대체한다.

—같은 마지막 문장 중 “제3문단의 규정에 따라”를 “제I항제2문단에 따라”로 대체한다.

c) 제3문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 이러한 졸업장, 수료증 또는 그 밖의 자격증을 발급한 국가에서 의료활동 수행이 여전히 유효한 졸업장, 수료증 또는 그 밖의 자격증을 보유한 이 제I항제3문단에 따른 사람은 자신의 거주지역을 관할하는 레지온보건

ou de ce titre se voient délivrer une attestation permettant un exercice temporaire, sous réserve du dépôt d'un dossier auprès du directeur général de l'agence régionale de santé de leur lieu de résidence, lequel peut, après examen de ce dossier, prendre une décision d'affectation temporaire du candidat dans un établissement de santé. Le candidat s'engage en contrepartie à passer les épreuves de vérification des connaissances mentionnées au deuxième alinéa. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de mise en oeuvre du présent alinéa. » ;

d) Le cinquième alinéa est ainsi rédigé :

« Les lauréats candidats à la profession de médecin doivent, en outre, justifier d'un parcours de consolidation de compétences de deux ans dans leur spécialité, accompli après leur réussite aux épreuves de vérification des connaissances. Ils sont pour cela affectés sur un poste par décision du ministre chargé de la santé ou, sur délégation, du directeur général du Centre national de gestion. Le choix de ce poste est effectué par chaque lauréat, au sein d'une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé, et subordonné au rang de classement aux épreuves de vérification des connaissances. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de mise en oeuvre du présent alinéa. » ;

e) Le sixième alinéa est ainsi rédigé :

청장에게 의료활동 허가신청서를 제출한다는 조건으로 임시허가증을 발급받을 수 있다. 레지옹보건청장은 이 신청서류를 검토한 후에 신청자를 의료시설에 임시 배치하는 결정을 내릴 수 있다. 허가 신청자는 제2문단에 따른 전문지식을 검증하는 시험을 통과하여야 한다. 이 문단을 실행하는 조건은 국참사원령으로 정한다. »

d) 제5문단을 다음과 같이 작성한다.

« 국가고시에 합격한 의사직 신청자는 전문지식을 검증하는 시험을 통과한 후에 자신의 전문과목과 관련하여 2년간의 전공심화과정을 이수한 사실도 입증하여야 한다. 이러한 과정의 이수를 위하여 의사직 신청자는 보건 관련 주무부처 장관 또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장의 결정에 따라 근무지에 배치된다. 근무지 배치는 보건 관련 주무부처 장관이 부령으로 정한 목록 가운데 국가고시에 합격한 각 신청자가 선택하는 방식으로 이루어지며 그 선택 순서는 전문지식을 검증하는 신청자의 시험성적 등급에 따른다. 이 문단을 실행하는 방식은 국참사원령으로 정한다. »

e) 제6문단을 다음과 같이 작성한다.

« Les lauréats candidats à la profession de chirurgien-dentiste doivent, en outre, justifier d'un parcours de consolidation de compétences d'une année, accompli après leur réussite aux épreuves de vérification des connaissances, dans les lieux de stage agréés et auprès d'un praticien agréé maître de stage. Ils sont pour cela affectés sur un poste par décision du ministre chargé de la santé ou, sur délégation, du directeur général du centre national de gestion. Le choix de ce poste est effectué par chaque lauréat, au sein d'une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé comprenant un nombre de postes égal à celui fixé en application du deuxième alinéa, et subordonné au rang de classement aux épreuves de vérification des connaissances. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de mise en oeuvre du présent alinéa. » ;

f) L'avant-dernier alinéa est ainsi rédigé :

« Les lauréats candidats à la profession de sage-femme doivent, en outre, justifier d'un parcours de consolidation des compétences d'une année, accompli après leur réussite aux épreuves de vérification des connaissances, dans un établissement de santé. Ils sont pour cela affectés sur un poste par décision du ministre chargé de la santé ou, sur délégation, du directeur général du centre national de gestion. Le

« 국가고시에 합격한 치과의사직 신청자는 전문지식을 검증하는 시험을 통과한 후에 인가된 수련장소에서 해당 수련과정을 담당하는 정식 지도교수에게 수련을 받는 조건으로 자신의 전문과목과 관련하여 2년간의 전공심화과정을 이수한 사실도 입증하여야 한다. 이러한 과정의 이수를 위하여 치과의사직 신청자는 보건 관련 주무부처 장관 또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장의 결정에 따라 근무지에 배치된다. 근무지 배치는 제2문단에 따라 정한 것과 같은 근무지 수가 등록된 보건 관련 주무부처 장관이 부령으로 정한 목록 가운데 국가고시에 합격한 각 신청자가 선택하는 방식으로 이루어지며 그 선택 순서는 전문지식을 검증하는 신청자의 시험성적 등급에 따른다. 이 문단을 실행하는 방식은 국참사원령으로 정한다. »

f) 끝에서 두 번째 문단을 다음과 같이 작성한다.

« 국가고시에 합격한 조산사직 신청자는 전문지식을 검증하는 시험을 통과한 후에 의료시설에서 자신의 전문과목과 관련하여 2년간의 전공심화과정을 이수한 사실도 입증하여야 한다. 이러한 과정의 이수를 위하여 조산사직 신청자는 보건 관련 주무부처 장관 또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장의 결정에 따라 근무지에 배치된다. 근무지 배치는 제2문단에 따라 정한 것과 같은 근무지 수가 등록된 보건 관련 주무

choix de ce poste est effectué par chaque lauréat au sein d'une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé comprenant un nombre de postes égal à celui fixé au deuxième alinéa, et subordonné au rang de classement aux épreuves de vérification des connaissances. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de mise en oeuvre du présent alinéa. » ;

g) Le dernier alinéa est ainsi modifié :

– le mot : « trois » est remplacé par le mot : « quatre » ;

– sont ajoutés les mots : « telles que prévues au présent article » ;

2° A la première phrase du premier alinéa du I bis, après le mot : « santé », sont insérés les mots : « ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion ».

V. – L'article L. 4221-12 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Après la première occurrence du mot : « santé », sont insérés les mots : « ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion » ;

b) Après le mot : « spécialité », sont insérés les mots : « correspondant à la demande d'autorisation, » ;

c) Sont ajoutés les mots : « , le cas échéant

부처 장관이 부령으로 정한 목록 가운데 국가고시에 합격한 각 신청자가 선택하는 방식으로 이루어지며 그 선택 순서는 전문지식을 검증하는 신청자의 시험성적 등급에 따른다. 이 문단을 실행하는 방식은 국참사원령으로 정한다. »

g) 마지막 문단을 다음과 같이 개정한다.

– “3”을 “4”로 대체한다.

– “이 조에서 정하는 바와 같이”를 추가한다.

2° 제I항의2 제1문단제1문 중 “보건” 뒤에 “또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장은”을 삽입한다.

V. 「공중보건법전」 제L4221-12조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1문단을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 첫 번째로 나오는 “보건” 뒤에 “또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장은”을 삽입한다.

b) “전문과목” 앞에 “경우에 따라 허가 신청에 해당하는”을 삽입한다.

c) “, 경우에 따라 허가 신청에 해당하는 전

dans la spécialité correspondant à la demande d'autorisation » ;

2° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) A la première phrase, les mots : « qui peuvent être organisées » sont remplacés par les mots : « organisées le cas échéant » ;

b) La dernière phrase est complétée par les mots : « en tenant compte notamment de l'évolution du nombre d'étudiants déterminé en application de l'article L. 633-3 du code de l'éducation » ;

3° Au quatrième alinéa, après le mot : « alinéa », sont insérés les mots : « du présent article » ;

4° Après le même quatrième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les personnes mentionnées au quatrième alinéa titulaires d'un diplôme, d'un certificat ou d'un autre titre permettant l'exercice dans le pays d'obtention de ce diplôme, de ce certificat ou de ce titre se voient délivrer une attestation permettant un exercice temporaire, sous réserve du dépôt d'un dossier auprès du directeur général de l'agence régionale de santé de leur lieu de résidence, lequel peut, après examen de ce dossier, prendre une décision d'affectation temporaire du candidat dans un établissement de santé. Le candidat s'engage en contrepartie à passer les épreuves de vérification des connaissances

문과목에"를 추가한다.

2° 제2문단을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문 중 “조직될 수 있는”을 “경우에 따라 조직된”으로 대체한다.

b) 마지막 문장을 “「교육법전」 제L633-3조에 따라 결정된 학생 수의 변화 등을 고려하여”로 보완한다.

3° 제4문단 중 “문단” 뒤에 “이 조의”를 삽입한다.

4° 같은 제4문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 이러한 졸업장, 수료증 또는 그 밖의 자격증을 발급한 국가에서 의료활동 수행이 여전히 유효한 졸업장, 수료증 또는 그 밖의 자격증을 보유한 이 제4문단에 따른 사람은 자신의 거주지역을 관할하는 레지옹보건청장에게 의료활동 허가신청서를 제출한다는 조건으로 임시허가증을 발급받을 수 있다. 레지옹보건청장은 이 신청서류를 검토한 후에 신청자를 의료시설에 임시 배치하는 결정을 내릴 수 있다. 허가 신청자는 제2문단에 따른 전문지식을 검증하는 시험을 통과하여야 한다. 이 문단을 실행하는 조건은 국참사원령으로 정한다. »

mentionnées au deuxième alinéa. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de mise en oeuvre du présent alinéa. »

5° L'avant-dernier alinéa est ainsi rédigé :

« Les lauréats candidats à la profession de pharmacien doivent, en outre, justifier d'un parcours de consolidation de compétences de deux ans, le cas échéant dans leur spécialité, accompli après leur réussite aux épreuves de vérification des connaissances. Ils sont pour cela affectés sur un poste par décision du ministre chargé de la santé ou, sur délégation, du directeur général du Centre national de gestion. Le choix de ce poste est effectué par chaque lauréat, au sein d'une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé, et subordonné au rang de classement aux épreuves de vérification des connaissances. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de mise en oeuvre du présent alinéa. » ;

6° Le dernier alinéa est ainsi modifié :

a) Le mot : « trois » est remplacé par le mot : « quatre » ;

b) Sont ajoutés les mots : « telles que prévues par le présent article ».

VI. -Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article L. 4111-

5° 끝에서 두 번째 문단을 다음과 같이 작성한다.

« 국가고시에 합격한 약사직 신청자는 전문지식을 검증하는 시험을 통과한 후에 자신의 전문과목과 관련하여 경우에 따라 2년간의 전공심화과정을 이수한 사실도 입증하여야 한다. 이러한 과정의 이수를 위하여 약사직 신청자는 보건 관련 주무부처 장관 또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장의 결정에 따라 근무지에 배치된다. 근무지 배치는 보건 관련 주무부처 장관이 부령으로 정한 목록 가운데 국가고시에 합격한 각 신청자가 선택하는 방식으로 이루어지며 그 선택 순서는 전문지식을 검증하는 신청자의 시험성적 등급에 따른다. 이 문단을 실행하는 방식은 국참사원령으로 정한다. »

6° 마지막 문단을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) “3”을 “4”로 대체한다.

b) “이 조에 규정된 바와 같이”를 추가한다.

VI. 「공중보건법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L4111-1-2조제1문단에서, 첫 번째로

1-2, après la première occurrence du mot : « santé », sont insérés les mots : « ou, sur délégation, par le directeur général du Centre national de gestion » ;

2° Le deuxième alinéa de l'article L. 4131-4 est supprimé ;

3° A la première phrase du premier alinéa de l'article L. 4111-4, après la seconde occurrence du mot : « santé », sont insérés les mots : « ou, sur délégation, par le directeur général du Centre national de gestion » ;

4° Au début du premier alinéa des articles L. 4131-1-1 et L. 4141-3-1, au début de la première phrase du premier alinéa des articles L. 4151-5-1, L. 4221-14-1 et L. 4221-14-2 et au début de l'article L. 4221-9, les mots : « L'autorité compétente » sont remplacés par les mots : « Le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion » et, aux deuxième et troisième alinéas des articles L. 4131-1-1 et L. 4141-3-1, à la seconde phrase du premier alinéa et au deuxième alinéa des articles L. 4151-5-1 et L. 4221-14-1 ainsi qu'à la dernière phrase du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article L. 4221-14-2, les mots : « l'autorité compétente » sont remplacés par les mots : « le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion » ;

나오는 “보건” 뒤에 “또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장이”를 삽입한다.

2° 제L4131-4조제2문단을 삭제한다.

3° 제L4111-4조제1문단제1문에서, 두 번째로 나오는 “보건” 뒤에 “또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장이”를 삽입한다.

4° 제L4131-1-1조와 제L4141-3-1조제1문단 시작 부분, 제L4151-5-1조·제L4221-14-1조·제L4221-14-2조의 제1문단제1문 시작 부분 및 제L4221-9조 시작 부분 중 “관할당국”을 “보건 관련 주무부처 장관 또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장은”으로 교체하고 제L4131-1-1조·제L4141-3-1조 제2문단·제3문단, 제L4151-5-1조·제L4221-14-1조 제1문단제2문과 제2문단 및 제L4221-14-2조제1문단 마지막 문장과 제2문단 중 “관할당국”을 “보건 관련 주무부처 장관 또는 그 권한을 위임받은 병원의료인력 국가관리센터장은”으로 대체한다.

5° Au premier alinéa des articles L. 4111-3 et L. 4221-1-1, après le mot : « santé », sont insérés les mots : « ou, par délégation, le directeur général du Centre national de gestion » ;

6° Au 3° de l'article L. 6213-2, après le mot : « santé », sont insérés les mots : « ou par délégation, du directeur général du Centre national de gestion ».

VII. -L'article L. 5221-2-1 du code du travail est ainsi rédigé :

« Art. L. 5221-2-1.-Par dérogation à l'article L. 5221-2, n'est pas soumis à la condition prévue au 2° du même article L. 5221-2 :

« 1° L'étranger qui entre en France afin d'y exercer une activité salariée pour une durée inférieure ou égale à trois mois dans un domaine figurant sur une liste fixée par décret ;

« 2° Le praticien étranger titulaire d'un diplôme, d'un certificat ou d'un autre titre permettant l'exercice dans le pays d'obtention de ce diplôme, de ce certificat ou de ce titre, sur présentation de la décision d'affectation du ministre chargé de la santé dans un établissement de santé, prévue aux articles L. 4111-2 et L. 4221-12 du code de la santé publique, ainsi que, à titre transitoire, les médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens mentionnés à l'article 83 de la loi n° 2006-

5° 제L4111-3조 및 제L4221-1-1조 제1문단 중 “보건” 뒤에 “또는 그 권한이 위임된 데 따른 병원의료인력 국가관리센터장이”를 삽입한다.

6° 제L6213-2조제3호 중 “보건” 뒤에 “또는 그 권한이 위임된 데 따른 병원의료인력 국가관리센터장의”를 삽입한다.

VII. 「노동법전」 제L5221-2-1조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L5221-2-1조 제L5221-2조의 규정에도 불구하고 다음 각 호에 해당하는 사람은 같은 제L5221-2조제2호에서 정한 조건에 따르지 아니한다.

« 1° 명령으로 정한 목록상의 분야에서 3개월 이하의 기간으로 임금근로활동을 수행하기 위하여 프랑스에 입국한 외국인

« 2° 「공중보건법전」 제L4111-2조 및 제L4221-12조에서 정한 의료시설에 보건 관련 주무부처 장관의 근무지 배치 결정문에 명시된 졸업장, 수료증 또는 그 밖의 자격증을 발급한 국가에서 의료활동 수행이 여전히 유효한 졸업장, 수료증 또는 그 밖의 자격증을 보유한 외국인 보건의료인과 「2007년도 사회보장재정에 관한 2006년 12월 21일 제2006-1640호 법률」 제83조에서 정한 의료시설 배치에 관한 보건 관련 주무부처 장관의 결정문에 명시된 같은 제83조에 따른 과정 중에 있는 의사, 치과의사, 조산사 및

1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007, sur présentation de la décision du ministre chargé de la santé d'affectation dans un établissement de santé prévue au même article 83. »

VIII. –A.–Le I du présent article entre en vigueur le 1er janvier 2020.

B. –Les dispositions du 4° de l'article L. 6152–1 du code de la santé publique, dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur du I du présent article, demeurent applicables jusqu'au 31 décembre 2021.

C. –Les dispositions du I de l'article L. 4111–2 et de l'article L. 4221–12 du code de la santé publique, dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur des IV et V du présent article, demeurent applicables pour les lauréats des épreuves de vérification des connaissances antérieures à 2020 et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 71

I. –La quatrième partie du code de la santé publique est ainsi modifiée :

1° L'article L. 4131–5 est ainsi rédigé :

« Art. L. 4131–5.–Par dérogation à l'article L. 4111–1 et jusqu'au 31 décembre 2025, les directeurs généraux des agences régionales de santé de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ainsi que le

약사 »

VIII. A. 이 조 제I항은 2020년 1월 1일에 시행한다.

B. 이 조 제I항을 시행하기 이전에 작성된 「공중보건법전」 제L6152–1조제4호의 규정은 2021년 12월 31일까지 적용할 수 있다.

C. 이 조 제IV항과 제V항을 시행하기 전에 작성된 「공중보건법전」 제L4111–2조 및 제L4221–12조제I항의 규정은 전문지식을 검증하는 국가고시 합격자들에 대하여 2020년 이전까지 또는 최대 2021년 12월 31일까지 적용한다.

제71조

I. 「공중보건법전」 제4부를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L4131–5조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L4131–5조 제L4111–1조의 규정에도 불구하고 2025년 12월 31일까지 과들루프·기아나·마르티니크의 레지옹보건청장들 및 생피에르 미클롱 데파르트망 지사는 같은 제L4111–1조제2호에 명시된 국가 이외의 재

représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon peuvent autoriser un médecin, un chirurgien-dentiste ou une sage-femme, ressortissant d'un pays autre que ceux mentionnés au 2° du même article L. 4111-1 ou titulaire d'un diplôme de médecine, d'odontologie ou de maïeutique, quel que soit le pays dans lequel ce diplôme a été obtenu, à exercer dans une structure de santé située dans leurs ressorts territoriaux respectifs. Cette autorisation est délivrée par arrêté, pour une durée déterminée, après avis d'une commission territoriale d'autorisation d'exercice, constituée par profession et, le cas échéant, par spécialité.

« Une commission territoriale d'autorisation d'exercice est constituée :

« 1° Pour la Guyane et la Martinique ;

« 2° Pour la Guadeloupe et Saint-Pierre-et-Miquelon.

« Le nombre de professionnels autorisés à bénéficier des dispositions du premier alinéa du présent article est fixé par arrêté du ministre chargé de la santé comprenant un nombre de postes, répartis par collectivité, profession et, le cas échéant, par spécialité, établi sur la base de propositions de chacune des agences régionales de santé concernées ou du représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les

외국민 의사, 치과의사 또는 조산사나 졸업장을 발급받은 국가와는 무관하게 의학, 치의학 또는 산과학 관련 졸업장 보유자에게 각각의 관할지역 내에 있는 의료조직에서 의료활동을 수행하도록 허가할 수 있다. 이러한 허가서는 직종별 및 경우에 따라 전문과목별로 구성된 지역의료활동허가위원회의 의견을 들은 후에 정해진 기간으로 부령에 따라 발급한다.

« 지역의료활동허가위원회는 다음 각 호에 해당하는 지역에 설치한다.

« 1° 기아나와 마르티니크

« 2° 과들루프와 생피에르 미클롱

« 해당 레지옹보건청 또는 생피에르 미클롱 지사의 각 제안을 토대로 지방자치단체별, 직종별 및 경우에 따라 전문과목별로 분배된 근무지 수를 비롯해 이 조 제1문단의 규정을 적용받을 수 있는 보건의료인 수는 보건 관련 주무부처 장관의 부령으로 정한다.

« 다음 각 목의 사항을 비롯한 이 조를 실행

conditions de mise en oeuvre du présent article notamment :

« a) Les modalités d'établissement de l'arrêté fixant le nombre et la répartition territoriale des professionnels autorisés à bénéficier des dispositions du présent article ;

« b) La composition et le fonctionnement des commissions territoriales constituées par profession et, le cas échéant, par spécialité ;

« c) Les structures de santé au sein desquelles ces professionnels peuvent exercer ;

« d) Les modalités de mise en oeuvre et de suivi de ces autorisations d'exercice dérogatoires. » ;

2° Après l'article L. 4221-14-2, il est inséré un article L. 4221-14-3 ainsi rédigé :

« Art. L. 4221-14-3.-Par dérogation à l'article L. 4221-1 et jusqu'au 31 décembre 2025, les directeurs généraux des agences régionales de santé de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ainsi que le représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon peuvent autoriser un pharmacien ressortissant d'un pays autre que ceux mentionnés au 2° du même article L. 4221-1 ou titulaire d'un diplôme de pharmacie, quel que soit le pays dans lequel ce diplôme a été obtenu, à exercer dans une structure

has는 조건은 국참사원령으로 정한다.

« a) 이 조의 규정 적용 대상인 허가된 보건 의료인 수 및 지역별로 분배하는 방식을 정하는 부령의 수립조건

« b) 직종별 및 경우에 따라 전문과목별로 구성된 지역의료활동허가위원회의 구성 및 운영

« c) 이러한 보건의료인이 의료활동을 수행할 수 있는 조직

« d) 이러한 예외적인 의료활동 허가를 실행하고 모니터링하는 방식 »

2° 제L4221-14-2조 뒤에 다음의 제L4221-14-3조를 삽입한다.

« 제L4221-14-3조 제L4221-1조의 규정에도 불구하고 2025년 12월 31일까지 과들루프·기아나·마르티니크의 레지옹보건청장들 및 생피에르 미클롱 데파르트망 지사는 같은 제L4221-1조에 명시된 국가 이외의 재외국민 약사나 졸업장을 발급받은 국가와는 무관하게 약학 관련 졸업장 보유자에게 각각의 관할지역 내에 있는 의료조직에서 의료활동을 수행하도록 허가할 수 있다. 이러한 허가서는 지역의료활동허가위원회의 의견을 들은 후에 정해진 기간으로 부령에 따라 발급한

de santé située dans leurs ressorts territoriaux respectifs. Cette autorisation est délivrée par arrêté, pour une durée déterminée, après avis d'une commission territoriale d'autorisation d'exercice.

« Une commission territoriale d'autorisation d'exercice est constituée :

« 1° Pour la Guyane et la Martinique ;

« 2° Pour la Guadeloupe et Saint-Pierre-et-Miquelon.

« Le nombre de professionnels autorisés à bénéficier des dispositions du premier alinéa du présent article est fixé par arrêté du ministre chargé de la santé comprenant un nombre de postes, répartis par collectivité, établi sur la base de propositions de chacune des agences régionales de santé concernées ou du représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de mise en oeuvre du présent article notamment :

« a) Les modalités d'établissement de l'arrêté fixant le nombre et la répartition territoriale des professionnels autorisés à bénéficier des dispositions du présent article ;

« b) La composition et le fonctionnement des commissions territoriales ;

다.

« 지역의료활동허가위원회는 다음 각 호에 해당하는 지역에 설치한다.

« 1° 기아나와 마르티니크

« 2° 과들루프와 생피에르 미클롱

« 해당 레지옹보건청 또는 생피에르 미클롱 지사의 각 제안을 토대로 지방자치단체별로 분배된 근무지 수를 비롯해 이 조 제1문단의 규정을 적용받을 수 있는 보건의료인 수는 보건 관련 주무부처 장관의 부령으로 정한다.

« 다음 각 목의 사항을 비롯한 이 조를 실행하는 조건은 국참사원령으로 정한다.

« a) 이 조의 규정 적용 대상인 허가된 보건의료인 수 및 지역별로 분배하는 방식을 정하는 부령의 수립조건

« b) 지역의료활동허가위원회의 구성 및 운영

« c) Les structures de santé au sein desquelles ces professionnels peuvent exercer ;

« d) Les modalités de mise en oeuvre et de suivi de ces autorisations d'exercice dérogatoires. »

II. -L'article L. 4131-5 du code de la santé publique dans sa rédaction résultant de la présente loi entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du décret en Conseil d'Etat pris pour son application et, au plus tard, un an après la publication de la présente loi. Jusqu'à cette date, les dispositions du même article L. 4131-5 dans sa rédaction antérieure à la présente loi demeurent applicables.

Article 72

Le livre III de la quatrième partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le d du 2° de l'article L. 4311-3 est ainsi modifié :

a) Après la première occurrence du mot : « Lituanie », sont insérés les mots : «, de la Croatie » ;

b) Après la seconde occurrence du mot : « soviétique, », sont insérés les mots : « de la Croatie ou » ;

2° Le 2° de l'article L. 4362-3 est ainsi modifié :

a) Les mots : « ni la formation, ni » sont

« c) 보건의료인이 의료활동을 수행할 수 있는 조직

« d) 예외적인 의료활동 허가를 실행하고 모니터링하는 방식 »

II. 이 법률에 근거하여 작성된 「공중보건법전」 제L4131-5조는 그 적용을 위하여 국참사원령으로 정한 명령을 시행하는 날부터 시행하되 이 법률을 공포한 날부터 1년 이내에는 시행되어야 한다. 그 시행일까지 이 법률 이전에 작성된 제L4131-5조의 규정은 유지된다.

제72조

「공중보건법전」 제4부제III권을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L4311-3조제2호d목을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 첫 번째로 나오는 "리투아니아" 뒤에 ", 크로아티아의"를 삽입한다.

b) 두 번째로 나오는 "소비에트" 뒤에 "크로아티아의 또는"을 삽입한다.

2° 제L4362-3조제2호를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) "교육도 ~도 아닌"을 "아닌"으로 대체한

remplacés par le mot : « pas » ;

b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Cette condition d'un an d'exercice professionnel n'est pas applicable lorsque la formation conduisant à cette profession est réglementée ; »

3° Le deuxième alinéa de l'article L. 4362-7 est ainsi modifié :

a) Les mots : « ou la formation conduisant à » sont remplacés par le mot : « de » ;

b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Cette condition d'un an d'exercice professionnel n'est pas applicable lorsque la formation conduisant à cette profession est réglementée. »

Titre V : RATIFICATIONS ET MODIFICATIONS D'ORDONNANCES

Article 73

I. -L'ordonnance n° 2017-84 du 26 janvier 2017 relative à la Haute Autorité de santé est ratifiée.

II. -Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Après le 15° de l'article L. 161-37, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La Haute Autorité de santé peut participer à des activités de coopération internationale se rapportant à ses missions. Dans ce cadre, elle peut notamment fournir des

다.

b) "1년간의 직업활동을 수행하는 조건은 이 직종에 진입하기 위한 교육과정이 규제 대상인 경우 적용할 수 없다."와 같은 한 문장을 추가한다.

3° 제L4362-7조제2문단을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) "또는 진입하기 위한 교육과정"을 “의”로 대체한다.

b) "1년간의 직업활동을 수행하는 조건은 이 직종에 진입하기 위한 교육과정이 규제 대상인 경우 적용할 수 없다."와 같은 한 문장을 추가한다.

제V편 법률명령 비준 및 개정

제73조

I. 보건최고위원회에 관한 2017년 1월 26일 제2017-84호 법률명령을 비준한다.

II. 「사회보장법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L161-37조제15호 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 보건최고위원회는 그 임무와 관련된 국제 공조활동에 참여할 수 있다. 보건최고위원회는 이러한 공조활동의 일환으로 협약을 통하여 자문 및 평가 서비스를 제공하고 그 보수

prestations de conseil et d'expertise par le biais de conventions et percevoir des recettes. » ;

2° L'article L. 161-42 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « sept » est remplacé par le mot : « huit » ;

b) Le 2° est ainsi rédigé :

« 2° Quatre membres désignés par les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale, dont une personnalité justifiant d'une expérience dans les secteurs médico-social et social ; »

c) Le septième alinéa est ainsi rédigé :

« Parmi les sept membres mentionnés aux 2° à 5° sont désignés au moins trois femmes et trois hommes. Les quatre membres désignés au titre du 2° sont deux hommes et deux femmes. » ;

d) A l'avant-dernier alinéa, le mot : « quatre » est remplacé par le mot : « trois » et la référence : « 2° » est supprimée.

III. -L'ordonnance n° 2017-1179 du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation outre-mer de dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé est ratifiée.

IV. -Le code de la santé publique est ainsi

를 받을 수 있다. »

2° 제L161-42조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단 중 “7”을 “8”로 대체한다.

b) 제2호를 다음과 같이 작성한다.

« 2° 사회의료복지 부문의 경력이 입증된 전문가 1명을 비롯해 보건·사회보장 관련 주무부처 장관이 임명한 4명의 구성원 »

c) 제7문단을 다음과 같이 작성한다.

« 제2호부터 제5호까지에 따른 7명의 구성원 중 최소한 여성 3명과 남성 3명을 임명하여야 한다. 제2호에 따라 임명한 4명의 구성원은 남성 2명과 여성 2명으로 구성한다. »

d) 끝에서 두 번째 문단 중 “4”를 “3”으로 교체하고 “제2호”를 삭제한다.

III. 「보건의료시스템의 현대화에 관한 2016년 1월 26일 제2016-41호 법률」 규정의 해외영토 확대·적응에 관한 2007년 7월 19일 제2017-1179호 법률명령을 비준한다.

IV. 「공중보건법전」을 다음 각 호와 같이

modifié :

1° Le second alinéa de l'article L. 1528-1 est complété par les mots : « sous réserve des adaptations prévues au présent chapitre » ;

2° Le chapitre VIII du titre II du livre V de la première partie est complété par un article L. 1528-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 1528-2. - Pour l'application de l'article L. 1172-1 à Wallis-et-Futuna, les mots : " d'une affection de longue durée " sont remplacés par les mots : " de maladies chroniques " et le dernier alinéa est supprimé. » ;

3° Le 2° du I de l'article L. 1541-2 est ainsi modifié :

a) Le a est ainsi rédigé :

« a) Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :

« " I. - Toute personne prise en charge par un professionnel de santé, un établissement ou service, un professionnel ou organisme concourant à la prévention ou aux soins, le service de santé des armées, un professionnel du secteur médico-social ou social ou un établissement ou service social et médico-social a droit au respect de sa vie privée et du secret des informations la concernant. " ; »

b) Après le même a, il est inséré un a bis ainsi rédigé :

개정한다.

1° 제L1528-1조제2문단을 “이 장에 따른 적응을 조건으로”로 보완한다.

2° 제1부제V권제II편제VIII장을 다음의 제L1528-2조로 보완한다.

« 제L1528-2조 왈리스 푸티나에 제L1172-1조를 적용하는 경우 “장기질환의”를 “만성질환의”로 교체하고 마지막 문단을 삭제한다. »

3° 제L1541-2조제I항제2호를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) a목을 다음과 같이 작성한다.

« a) 제I항제1문단을 다음과 같이 작성한다.

« "I. 보건의료인, 시설 또는 기관, 예방이나 진료 활동을 지원하는 보건의료인 또는 기관, 군보건의료센터, 사회의료 또는 사회복지 부문의 보건의료인의 치료를 받는 모든 사람은 사생활 및 치료와 관련된 비밀을 보장받을 권리가 있다." »

b) 같은 a목 뒤에 다음의 a목의2를 삽입한다.

« a bis) A la fin de la seconde phrase du dernier alinéa du V, les mots : " aux articles L. 1111-5 et L. 1111-5-1 " sont remplacés par les mots : " à l'article L. 1111-5 " ; »

4° L'article L. 1541-3 est ainsi modifié :

a) Le I est ainsi modifié :

– au deuxième alinéa, les mots : « Les articles L. 1111-2 et L. 1111-8 sont applicables » sont remplacés par les mots : « L'article L. 1111-2 est applicable » et le mot : « leur » est remplacé par le mot : « sa » ;

– après le troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'article L. 1111-8 est applicable en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2017-27 du 12 janvier 2017 relative à l'hébergement de données de santé à caractère personnel. » ;

b) Le II est ainsi modifié :

– le 1° est ainsi rédigé :

« 1° A l'article L. 1111-2

« a) A la fin de la deuxième phrase du cinquième alinéa, les mots : " des articles L. 1111-5 et L. 1111-5-1 " sont remplacés par les mots : " de l'article L. 1111-5 " ;

« a bis) 제V항 마지막 문단 제2문 끝 부분 중 “제L1111-5조 및 제L1111-5-1조에”를 “제L1111-5조에”로 대체한다. »

4° 제L1541-3조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제I항을 다음과 같이 개정한다.

– 제2문단 중 “제L1111-2조 및 제L1111-8조는 적용할 수 있다.”를 “제L1111-2조는 적용할 수 있다.”로 교체하고 “그들의”를 “그의”로 대체한다.

– 제3문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 개인의 보건의료데이터 호스팅에 관한 2017년 1월 12일 제2017-27호 법률명령에 근거하여 작성된 제L1111-8조는 누벨칼레도니와 프랑스령 폴리네시아에 적용할 수 있다. »

b) 제II항을 다음과 같이 개정한다.

– 제1호를 다음과 같이 작성한다.

« 1° 제L1111-2조

« a) 제5문단제2문 끝 부분 중 “제L1111-5조 및 제L1111-5-1조의”를 “제L1111-5조의”로 대체한다.

« b) Le sixième alinéa n'est pas applicable ;
»

–le c du 4° est ainsi rédigé :

« c) Au cinquième alinéa, les mots : " aux articles L. 1111-5 et L. 1111-5-1 " sont remplacés par les mots : " à l'article L. 1111-5 " et les quatrième et septième alinéas ne sont pas applicables ; »

–le 5° est ainsi rédigé :

« 5° A l'article L. 1111-8 :

« a) A la fin du premier alinéa du I, les mots : " au présent article " sont remplacés par les mots : " par la réglementation applicable localement " ;

« b) Les II, III, IV et VI ne sont pas applicables ; »

5° Au second alinéa de l'article L. 1542-5, le mot : « à » est supprimé ;

6° L'article L. 2445-1 est ainsi rédigé :

« Art. L. 2445-1.–Sous réserve des adaptations prévues au présent chapitre, sont applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française les dispositions suivantes du titre 1er du livre II de la présente partie :

« 1° Le chapitre 1er ;

« 2° L'article L. 2212-1, le premier alinéa des articles L. 2212-2 et L. 2212-3, les articles L. 2212-5 à L. 2212-7 et les trois

« b) 제6문단은 적용할 수 없다. »

–제4호c목을 다음과 같이 작성한다.

« c) 제5문단 중 “ 제L1111-5조 및 제 L1111-5-1조에”를 “제L1111-5조에”로 교체하고 제4문단 및 제7문단은 적용할 수 없다 »

–제5호를 다음과 같이 작성한다.

« 5° 제L1111-8조

a) 제I항제1문단 끝 부분 중 “이 조에”를 “ 지역적으로 적용되는 규정에 따라”로 대체한다.

b) 제II항·제III항·제IV항·제VI항은 적용할 수 없다. »

5° 제L1542-5조제2문단 중 “에”를 삭제한다.

6° 제L2445-1조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L2445-1조 이 장에서 정한 수정적용을 조건으로, 이 부 제II권제I편의 다음 각 호와 같은 규정들을 누벨칼레도니와 프랑스령 폴리네시아에 적용할 수 있다.

« 1° 제I장

« 2° 「 보건의료시스템의 현대화에 관한 2016년 1월 26일 제2016-41호 법률」에 근거하여 작성된 제L2212-1조, 제L2212-

premiers alinéas de l'article L. 2212-8, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

« 3° L'article L. 2212-4 ;

« 4° Le chapitre III, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 précitée. » ;

7° L'article L. 2445-3 est ainsi rédigé :

« Art. L. 2445-3.-Pour leur application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française :

« 1° A la fin de la première phrase du premier alinéa de l'article L. 2212-6, les mots : " dans les conditions fixées au second alinéa de l'article L. 2212-2 " sont supprimés ;

« 2° A la fin du premier alinéa de l'article L. 2212-8, les mots : " selon les modalités prévues à l'article L. 2212-2 " sont supprimés. » ;

8° L'article L. 2445-5 est ainsi rédigé :

« Art. L. 2445-5.-Pour l'application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de l'article L. 2213-2, les références : " L. 2212-8 à L. 2212-10 " sont remplacées par la référence : " L. 2212-8 ". » ;

9° Au début du II de l'article L. 2446-2, il

2조·제L2212-3조의 제1문단, 제L2212-5조부터 제L2212-7조까지 및 제L2212-8조 처음 세 문단

« 3° 제L2212-4조

« 4° 전술한 「2016년 1월 26일 제2016-41호 법률」에 근거하여 작성된 제III장 »

7° 제L2445-3조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L2445-3조 누벨칼레도니와 프랑스령 폴리네시아에 적용하는 경우 다음 각 호와 같이 작성한다.

« 1° 제L2212-6조제1문단제1문 끝 부분에 "제L2212-2조제2문단에서 정한 조건으로"를 삭제한다.

« 2° 제L2212-8조제1문단 끝 부분에 "제L2212-2조에서 정한 방식에 따라"를 삭제한다. »

8° 제L2445-5조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L2445-5조 제L2213-2조를 누벨칼레도니와 프랑스령 폴리네시아에 적용하는 경우 "제L2212-8조부터 제L2212-10조까지"를 "제L2212-8조"로 대체한다. »

9° 제L2446-2조제II항 시작 부분에 다음의

est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« II. - L'article L. 2222-2 est applicable dans sa rédaction résultant de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé. » ;

10° L'article L. 3844-1 est ainsi modifié :

a) Le I est ainsi modifié :

- au premier alinéa, les mots : « , à l'exclusion de l'article L. 3211-2-3 » sont supprimés ;

- au second alinéa, après la référence : « L. 3211-11-1 », est insérée la référence : « , L. 3211-2-3 » ;

b) Après le 4° du II, il est inséré un 4° bis ainsi rédigé :

« 4° bis A la première phrase de l'article L. 3211-2-3, les mots : ", selon des modalités prévues par convention " sont supprimés ; »

11° Le b du 5° du II de l'article L. 3844-2 est ainsi rédigé :

« b) La seconde phrase du dernier alinéa est supprimée ; »

12° Au début du premier alinéa de l'article L. 6431-9, sont ajoutés les mots : « Les articles L. 6113-3 et L. 6113-4, pour les missions mentionnées aux 2 à 4 de l'article

han 문단을 추가한다.

« II. 「2016년 1월 26일 제2016-41호 법률」에 근거하여 작성된 제L2222-2조를 적용할 수 있다. »

10° 제L3844-1조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제I항을 다음과 같이 개정한다.

- 제1문단에 “, 제L3211-2-3조를 제외하고”를 삭제한다.

- 제2문단에 “제L3211-11-1조” 뒤에 “, 제L3211-2-3조”를 삽입한다.

b) 제4호 뒤에 다음 제4호의2를 삽입한다.

« 4°의1 제L3211-2-3조제1문에 “, 협약에서 정한 방식에 따라”를 삭제한다. »

11° 제L3844-2조제II항제5호b목을 다음과 같이 작성한다.

« b) 마지막 문단 제2문을 삭제한다. »

12° 제L6431-9조제1문단 시작 부분에 “제L6431-4조제2호부터 제4호까지에 따른 임무를 위한 제L6113-3조와 제L6113-4조 및”을 추가한다.

L. 6431-4, et ».

Article 74

Après le mot : « personnes », la fin du 2° du III de l'article L. 1121-16-1 du code de la santé publique est ainsi rédigée : « et, le cas échéant, l'autorisation de l'autorité compétente, selon les modalités prévues aux articles L. 1123-7 et L. 1123-12, lorsqu'ils ne sont pas utilisés dans des conditions ouvrant droit au remboursement, sous réserve de la pertinence de leur prise en charge financière. La décision de prise en charge est prise par arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale. »

Article 75

I. -Le titre 1er du livre III du code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° L'article L. 312-8 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Dans un objectif d'amélioration continue de la qualité, les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 évaluent et font procéder à l'évaluation de la qualité des prestations qu'ils délivrent selon une procédure élaborée par la Haute Autorité de santé mentionnée à l'article L. 161-37 du code de la sécurité sociale. Les organismes pouvant procéder à cette évaluation sont

제74조

“사람들” 뒤에 「공중보건법전」 제L1121-16-1조제III항제2호의 끝 부분을 “및 경우에 따라, 의약품 및 의약제품이 재정지원 타당성에 따라 환급권을 부여하는 조건에서 사용되지 아니한 경우 제L1123-7조 및 제L1123-12조에서 정한 방식에 따른 관할당국의 허가. 재정지원 결정은 보건·사회보장 관련 주무부처 장관의 부령으로 정한다.”로 작성한다.

제75조

I. 「사회복지가족법전」 제III권제I편을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L312-8조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단을 다음과 같이 작성한다.

« 지속적인 품질 개선을 목적으로, 제L312-1조에 따른 시설 및 기관은 「사회보장법전」 제L161-37조에 따른 보건최고위원회에서 수립한 절차에 따라 제공된 서비스 품질을 자체적으로 평가하거나 평가수행을 위탁한다. 보건최고위원회는 이러한 평가수행을 담당할 기관을 승인하고 해당 기관이 따라야 하는 조건명세서를 규정한다. 평가 결과는 허가서를 발급하는 당국과 보건최고위

habilités par la Haute Autorité de santé, qui définit le cahier des charges auquel ils sont soumis. Les résultats de cette évaluation sont communiqués à l'autorité ayant délivré l'autorisation ainsi qu'à la Haute Autorité de santé. Un décret détermine les modalités de leur publication ainsi que le rythme des évaluations. » ;

b) Les troisième, quatrième et sixième alinéas sont supprimés ;

c) Au début du cinquième alinéa, les mots : « Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, » sont supprimés ;

d) A la fin du septième alinéa, le mot : « externe » est supprimé ;

e) Après la première occurrence du mot : « au », la fin de la première phrase de l'avant-dernier alinéa est ainsi rédigée : « premier alinéa du présent article peuvent l'exercer de façon temporaire et occasionnelle sur le territoire national, sous réserve du cahier des charges mentionné au même premier alinéa et de leur habilitation par la Haute Autorité de santé. » ;

f) Les deuxième et dernière phrases du même avant-dernier alinéa sont supprimées ;

g) Le dernier alinéa est ainsi modifié :

– les mots : « les procédures » sont remplacés par les mots : « la procédure » ;

원회에 전달한다. 평가 결과를 공개하는 방식과 평가 주기는 명령으로 정한다. »

b) 제3문단·제4문단·제6문단을 삭제한다.

c) 제5문단의 시작 부분 중 “이전 문단의 규정에도 불구하고”를 삭제한다.

d) 제7문단 끝 부분 중 “외부의”를 삭제한다.

e) 첫 번째로 나오는 “에” 뒤에 끝에서 두 번째 문단 제1문 끝 부분을 “이 조 제1문단에 따른 평가는 이 조 제1문단의 조건명세서와 보건최고위원회의 승인에 따라 국내에서 한시적이고 비정기적으로 수행할 수 있다.”로 작성한다.

f) 끝에서 두 번째 문단의 제2문과 마지막 문장을 삭제한다.

g) 마지막 문단을 다음과 같이 개정한다.

– “절차들”을 “절차”로 대체한다.

—le mot : « références » est remplacé par le mot : « référentiels » ;

—après le mot : « professionnelles », la fin est ainsi rédigée : « au regard desquelles la qualité des prestations délivrées par les établissements et services est évaluée. » ;

2° A la seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 313-1, le mot : « externe » est supprimé et le mot : « troisième » est remplacé par le mot : « premier » ;

3° Au VI de l'article L. 543-1, le mot : « cinquième » est remplacé par le mot : « troisième ».

II. —Le I entre en vigueur le 1er janvier 2021. A compter du 1er janvier 2020, la Haute Autorité de santé peut habilitier les organismes chargés de l'évaluation, sur la base d'un cahier des charges qu'elle a défini.

Les organismes habilités avant le 1er janvier 2020 renouvellent leur habilitation auprès de la Haute Autorité de santé avant le 1er janvier 2021 sur la base du cahier des charges défini par elle.

Article 76

L'article L. 161-37 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application des 2°, 4°, 5°, 8° et 15°, la Haute Autorité de santé prend en compte

—"기준들"을 "표준들"로 대체한다.

—"전문활동" 뒤에 끝 부분을 "시설 및 기관이 제공한 서비스 품질을 고려하여"를 작성한다.

2° 제L313-1조제1문단제2문 중 "외부의"를 삭제하고 "제3"을 "제1"로 대체한다.

3° 제L543-1조제VI항 중 "제5"를 "제3"으로 대체한다.

II. 제I항은 2021년 1월 1일부터 시행한다. 2020년 1월 1일부터, 보건최고위원회는 자체적으로 규정한 조건명세서에 근거하여 평가수행 기관을 승인할 수 있다.

2020년 1월 1일 이전에 승인된 기관은 조건명세서에 근거하여 2021년 1월 1일 이전에 보건최고위원회에 승인연장 신청을 하여야 한다.

제76조

「사회보장법전」 제L161-37조를 다음의 문단으로 보완한다.

« 제2호·제4호·제5호·제8호 및 제15호를 적용하는 경우 보건최고위원회는 학대 위험성

les risques de maltraitance. »

Article 77

I. –L'ordonnance n° 2017–192 du 16 février 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives aux ordres des professions de santé est ratifiée.

II. –Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa de l'article L. 4121–2 est complété par une phrase ainsi rédigée :
« Ils contribuent à promouvoir la santé publique et la qualité des soins. » ;

2° L'article L. 4125–8 est ainsi rétabli :

« Art. L. 4125–8.–Nul ne peut être candidat à une élection pour être membre d'un conseil ou assesseur d'une chambre disciplinaire s'il a atteint l'âge de soixante et onze ans à la date de clôture de réception des déclarations de candidature. » ;

3° L'article L. 4132–1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « cinquante–six » est remplacé par le mot : « cinquante–huit » ;

b) Le b du 2° est abrogé ;

c) Le 3° est ainsi rédigé :

« 3° Trois binômes par ressort territorial des conseils régionaux et interrégionaux

을 고려한다. »

제77조

I. 「보건의료 부문 직종별협회에 관한 법률의 규정 수정적용에 관한 2017년 2월 16일 제2017–192호 법률명령」을 비준한다.

II. 「공중보건법전」을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L4121–2조제1문단을 “그들은 공중보건 및 진료 품질을 향상하는 데 기여한다.”와 같은 한 문장으로 보완한다.

2° 제L4125–8조를 다음과 같이 정정한다.

« 제L4125–8조 후보자 등록신청서 접수 마감일 기준 71세가 되는 사람은 보건의료인협회 구성원 또는 징계위원회 위원 선거에 입후보할 수 없다. »

3° 제L4132–1조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단 중 “56”을 “58”로 대체한다.

b) 제2호b목을 폐지한다.

c) 제3호를 다음과 같이 작성한다.

« 3° 다음 각 목의 레지옹 및 국제 위원회의 관할구역당 남녀 후보자 3쌍

suivants :

« a) Auvergne-Rhône-Alpes ;

« b) Antilles-Guyane ; »

4° L'article L. 4142-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « vingt-deux » est remplacé par le mot : « vingt-quatre » ;

b) Au 6°, les mots : « Normandie et » sont supprimés ;

c) Au 8°, les mots : « les régions » sont remplacés par les mots : « la région » et les mots : « , et Centre-Val de Loire » sont supprimés ;

d) Au 9°, les mots : « Bretagne et » sont supprimés et sont ajoutés les mots : « et Centre-Val de Loire » ;

e) Après le même 9°, il est inséré un 9° bis ainsi rédigé :

« 9° bis Un binôme représentant les chirurgiens-dentistes exerçant dans les régions Bretagne et Normandie ; »

5° Le premier alinéa de l'article L. 4221-19 est complété par les mots : « et lorsqu'ils existent, entre associés et intervenants concourant au financement de l'officine ou du laboratoire de biologie médicale » ;

« a) 오베르뉴 론 알프

« b) 안틸레스-기아나 »

4° 제L4142-1조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1문단 중 “22”를 “24”로 대체한다.

b) 제6호 중 “노르망디”를 삭제한다.

c) 제8호 중 “레지옹들”을 “레지옹”으로 교체하고 “, 및 상트르 발 드 루아르”를 삭제한다.

d) 제9호 중 “브르타뉴 및”을 삭제하고 “및 상트르 발 드 루아르”를 추가한다.

e) 같은 제9호 뒤에 다음 제9호의2를 삽입한다.

« 9°의2 브르타뉴 및 노르망디 레지옹에서 직업활동을 하는 치과의사들을 대표하는 남녀 후보자 1쌍 »

5° 제L4221-19조제1문단을 “및 이들이 공동경영자와 약국 또는 진단검사의학연구소를 재정적으로 지원하는 참여자 사이에 위치하는 경우”로 보완한다.

6° L'article L. 4222-2 est ainsi rédigé :

« Art. L. 4222-2.-Les demandes d'inscription au tableau sont adressées par les intéressés au conseil régional de l'ordre compétent. Elles sont accompagnées d'un dossier dont la composition est fixée par décret en Conseil d'Etat.

« En cas de cessation ou de modification de l'activité professionnelle ou de changement d'adresse de l'établissement, une déclaration, accompagnée des pièces justificatives nécessaires, est adressée dans les quinze jours au conseil de l'ordre compétent qui procède, s'il y a lieu, à une modification de l'inscription ou à une radiation, suivie, le cas échéant, d'une nouvelle inscription au tableau, au vu des documents transmis.

« Par dérogation au dernier alinéa de l'article L. 4231-1, le pharmacien qui interrompt son activité pour une durée inférieure à un an et qui n'exerce aucune autre activité durant cette interruption est omis du tableau par le conseil de l'ordre compétent. La période de l'omission peut être renouvelée, sans toutefois excéder une durée totale de deux ans. Les conditions dans lesquelles un conseil procède à l'omission sont définies par décret. » ;

7° L'article L. 4232-10 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « Réunion », la fin du 4°

6° 제L4222-2조를 다음과 같이 작성한다.

« 제L4222-2조

회원명부에 등록하고자 하는 신청자는 등록 신청서를 레지옹약사회 관할지부에 제출한다. 등록신청서에는 그 구성요건을 국참사원령으로 정한 서류가 첨부되어야 한다.

직업활동 중단이나 변경 또는 시설 주소 변경의 경우 필수 증빙서류가 첨부된 신고서는 필요한 경우 등록사항을 변경하고 경우에 따라 제출된 서류를 검토한 후에 회원명부에 새롭게 등록하는 임무를 수행하는 약사회 관할지부에 15일 이내에 발송한다.

« 제L4231-1조 마지막 문단의 규정에도 불구하고 약사가 1년 미만의 기간 동안 직업활동을 중단하고 이 기간 동안 다른 활동을 전혀 하지 아니한 경우 약사회 관할지부는 해당 약사를 회원명부에서 제명한다. 제명기간은 총 2년 미만의 기간으로 연장될 수 있다. 약사회 관할지부가 약사를 제명할 수 있는 조건은 명령으로 정한다. »

7° 제L4232-10조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) "레위니옹" 뒤에 제4호의 끝 부분을 삭제

est supprimée ;

b) Après le même 4°, il est inséré un 5° ainsi rédigé :

« 5° Une délégation comprenant les pharmaciens exerçant à Mayotte. » ;

c) Après les mots : « élisent un », la fin du dernier alinéa est ainsi rédigée : « délégué local et son suppléant qui assure la représentation de la section E sur le territoire. » ;

8° L'article L. 4232-11 est ainsi modifié :

a) Au 1°, au début, les mots : « Un binôme est composé » sont remplacés par les mots : « Deux binômes sont composés » et, à la fin, les mots : « exerçant en officine » sont remplacés par les mots : « relevant en métropole des sections A et D » ;

b) Après le mot : « composé », la fin du 2° est ainsi rédigée : « de pharmaciens relevant en métropole des sections B, C, G ou H. » ;

c) Le 3° est abrogé ;

d) Au sixième alinéa, le mot : « cent » est remplacé par le mot : « cents » ;

e) Le septième alinéa est supprimé ;

9° L'article L. 4233-9 est ainsi rétabli :

« Art. L. 4233-9.-Nul ne peut être candidat à une élection pour être membre

hans.

b) 같은 제4호 뒤에 다음의 제5호를 삽입한다.

« 5° 마요트에서 직업활동을 하는 약사들을 포함하는 대표단 »

c) "1명을 선출한다." 뒤에 마지막 문단의 끝부분을 "지역 분과 E를 대표하는 지역 대표와 그 대리인"으로 한다.

8° 제L4232-11조를 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) 제1호 시작 부분 중 "남녀 후보자 1쌍은 ~로 구성한다."를 "남녀 후보자 2쌍은 ~로 구성한다."로 교체하고 "약국에서 수행하는"을 "본토의 분과 A 및 D에 속한"으로 대체한다.

b) "구성된" 뒤에 제2호의 끝부분을 "본토의 분과 B, C, G 또는 H에 속한 약사들"로 작성한다.

c) 제3호를 폐지한다.

d) 제6문단 중 "백"을 "수백"으로 대체한다.

e) 제7문단을 삭제한다.

9° 제L4233-9조를 다음과 같이 정정한다.

« 제L4233-9조 후보자 등록신청서 접수 마감일 기준 71세가 되는 사람은 보건의료인

d'un conseil s'il a atteint l'âge de soixante et onze ans à la date de clôture de réception des déclarations de candidature. » ;

10° Le premier alinéa de l'article L. 4321-14 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Il contribue à promouvoir la santé publique et la qualité des soins. » ;

11° A l'article L. 4321-18-4, après la référence : « 30 », sont insérés les mots : « par collègue » ;

12° A l'article L. 4321-19, après la référence : « L. 4125-3-1, », sont insérées les références : « L. 4125-4, L. 4125-5, L. 4125-7 et L. 4125-8, » ;

13° La seconde phrase du deuxième alinéa du II de l'article L. 4122-3 est ainsi rédigée : « Nul ne peut exercer les fonctions de président ou de président suppléant de la chambre disciplinaire nationale s'il a atteint l'âge de soixante-dix-sept ans. » ;

14° La dernière phrase du premier alinéa du II de l'article L. 4124-7 est ainsi rédigée : « Nul ne peut exercer les fonctions de président ou de président suppléant d'une chambre disciplinaire s'il a atteint l'âge de soixante-dix-sept ans. » ;

15° Le deuxième alinéa des articles L. 4234-3 et L. 4234-4 est ainsi rédigé :

« Nul ne peut exercer les fonctions de président ou de président suppléant d'une

협회 구성원 선거에 입후보할 수 없다. »

10° 제L4321-14조제1문단을 “그는 공중보건 및 진료 품질을 향상하는 데 기여한다. “와 같은 한 문장으로 보완한다.

11° 제L4321-18-4조 중 “30” 뒤에 “선거인단별로”를 삽입한다.

12° 제L4321-19조 중 “제L4125-3-1조,” 뒤에 “ 제L4125-4조, 제L4125-5조, 제L4125-7조 및 제L4125-8조,”를 삽입한다.

13° 제L4122-3조제II항제2문단제2문을 “77세가 되는 사람은 전국보건의료인협회의 징계위원회 위원장 또는 그 대리인의 직무를 수행할 수 없다.”로 작성한다.

14° 제L4124-7조제II항제1문단 마지막 문장을 “77세가 되는 사람은 징계위원회 위원장 또는 그 대리인의 직무를 수행할 수 없다.”로 작성한다.

15° 제L4234-3조·제L4234-4조의 제2문단을 다음과 같이 작성한다.

« 77세가 되는 사람은 징계위원회 위원장 또

chambre de discipline s'il a atteint l'âge de soixante-dix-sept ans. » ;

16° Le quatrième alinéa de l'article L. 4234-8 est ainsi rédigé :

« Nul ne peut exercer les fonctions de président ou de président suppléant de la chambre de discipline du conseil national s'il a atteint l'âge de soixante-dix-sept ans. » ;

17° Le premier alinéa de l'article L. 4322-7 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Il contribue à promouvoir la santé publique et la qualité des soins. » ;

18° Après le mot : « par », la fin du deuxième alinéa de l'article L. 4322-8 est ainsi rédigée : « un membre du Conseil d'Etat, en activité ou honoraire, ayant au moins le rang de conseiller d'Etat, désigné par le vice-président du Conseil d'Etat pour une durée de six ans renouvelable. » ;

19° Le dernier alinéa de l'article L. 5125-16 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « santé », sont insérés les mots : « à remplacer le pharmacien décédé » ;

b) Sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées : « Ce délai peut être prorogé, pour une période ne pouvant excéder un an, par le directeur général de l'agence régionale de santé en cas de situation exceptionnelle. A l'issue de ce délai, le

est ce que le représentant de la chambre de discipline peut exercer les fonctions de président ou de président suppléant de la chambre de discipline du conseil national s'il a atteint l'âge de soixante-dix-sept ans. »

16° 제L4234-8조제4문단을 다음과 같이 작성한다.

« 77세가 되는 사람은 전국보건의료인협회의 징계위원회 위원장 또는 그 대리인의 직무를 수행할 수 없다. »

17° 제L4322-7조제1문단을 “그는 공중보건 및 진료 품질을 향상하는 데 기여한다.”와 같은 한 문장으로 보완한다.

18° “이” 앞에 제L4322-8조제2문단의 끝부분을 “연임이 가능한 6년의 임기로 국참사원 부원장이 임명한 국참사원 위원의 지위를 가진 1명의 현직 또는 명예직 국참사원 구성원”으로 한다.

19° 제L5125-16조의 마지막 문단을 다음 각 목과 같이 개정한다.

a) "보건의료" 뒤에 "사망한 약사를 대신하여"를 삽입한다.

b) "이례적인 상황이 발생한 경우 그 임기는 레지옹보건의청장이 1년 이내의 기간으로 연장할 수 있다. 이 기간이 만료되면 레지옹보건의청장은 제L5125-22조를 적용할 수 있다.”와 같은 두 문장을 추가한다.

directeur général de l'agence régionale de santé peut faire application de l'article L. 5125-22. »

III. -Après le troisième alinéa de l'article L. 145-7-4 du code de la sécurité sociale, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les fonctions de président ou de président suppléant de la section des assurances sociales du Conseil national de l'ordre des pédicures-podologues sont incompatibles avec celles prévues au même article L. 4122-1-1. »

IV. -Les 2° et 4° à 12° du II entrent en vigueur à compter des prochains renouvellements de chacun des conseils de l'ordre pour lesquels les déclarations de candidature sont ouvertes à compter du 1er novembre 2019.

Le 3° du même II entre en vigueur lors du renouvellement du Conseil national de l'ordre des médecins prévu en 2022. Le mandat du binôme élu pour le ressort territorial du conseil interrégional Antilles-Guyane lors du renouvellement du Conseil national de l'ordre des médecins prévu en 2019 prend fin à la même date.

V. -A.-L'ordonnance n° 2017-49 du 19 janvier 2017 relative aux avantages offerts par les personnes fabriquant ou commercialisant des produits ou des prestations de santé est ratifiée.

B. -L'article L. 1453-5 du code de la santé

III. 「사회보장법전」 제L145-7-4조제3문단 뒤에 다음의 한 문단을 삽입한다.

« 전국족부의사회의 사회보험분과위원장 또는 그 대리인의 직무는 제L4122-1-1조에서 정한 직무와 겸직할 수 없다. »

IV. 제II항제2호 및 제4호부터 제12호까지의 규정은 2019년 11월 1일부터 후보자 등록 신청서를 접수하는 각 보건의료인협회의 차기 구성원이 임명되는 날부터 시행한다.

제II항제3호는 2022년도 전국의사회의 새로운 구성원이 임명되는 날부터 시행한다. 2019년도 전국의사회의 새로운 구성원이 임명되는 날에 안틸레스-기아나 레지옹연합의사회의 관할구역에서 선출된 남녀 1쌍의 임기는 종료한다.

V. A. 의료제품을 제조·유통하거나 의료서비스를 제공하는 사람이 제시하는 특혜에 관한 2017년 1월 19일 제2017-49호 법률명령을 비준한다.

B. 「공중보건법전」 제L1453-5조를 다음

publique est ainsi modifié :

1° Après les mots : « à toute personne », sont insérés les mots : « assurant des prestations de santé, » ;

2° Après le mot : « commercialisant », sont insérés les mots : « des produits faisant l'objet d'une prise en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale ou » ;

3° A la fin, les mots : « , ou qui assure des prestations de santé » sont supprimés.

C. -L'article L. 1453-6 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Après la référence : « L. 1453-5 », la fin du 3° est ainsi rédigée : « sous réserve qu'ils soient conformes aux obligations fixées à l'article L. 138-9 du code de la sécurité sociale pour les spécialités et dans les conditions mentionnées par le même article L. 138-9 ; »

2° Au 4°, après le mot : « avantage », sont insérés les mots : « et sur une période déterminée ».

D. -L'article L. 1453-7 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Au 3°, après les mots : « à l'exception », sont insérés les mots : « des conseils nationaux professionnels mentionnés à l'article L. 4021-3 et » ;

2° Le 4° est complété par les mots : « , à l'exception des étudiants en formation

각 호와 같이 개정한다.

1° "모든 사람에게" 뒤에 "의료서비스 제공을 보장하는"을 삽입한다.

2° "유통하는" 뒤에 "의무 사회보장제도 적용 대상의 제품 또는"을 삽입한다.

3° 끝 부분에 ", 또는 의료서비스를 담당하는"을 삭제한다.

C. 「공중보건법전」 제L1453-6조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° “제L1453-5조” 뒤에 제3호의 끝 부분을 “전문과목에 대하여 「사회보장법전」 제L138-9조에서 정한 의무를 준수한다는 전제 아래 제L138-9조의 조건에 따라”로 작성한다.

2° 제4호에서 "특혜" 뒤에 "및 정해진 기간에 대하여"를 삽입한다.

D. 「공중보건법전」 제L1453-7조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제3호 중 “제외한” 뒤에 “제L4021-3조에 따른 보건의료 부문 전국직종별협회 및”을 삽입한다.

2° 제4호는 “, 제L1453-4조제2호에 따른 초기교육에 있는 학생 및 제L1453-4조제3

initiale mentionnés au 2° du même article L. 1453-4 et des associations d'étudiants mentionnées au 3° dudit article L. 1453-4 ».

E. -A l'article L. 1453-11 du code de la santé publique, après le mot : « dérogation », sont insérés les mots : « et pendant une période déterminée ».

F. -L'article L. 1454-6 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, la référence : « présent chapitre » est remplacée par la référence : « chapitre III du présent titre » ;

2° Après le mot : « prévus », la fin du 1° est ainsi rédigée : « aux sections 1 à 3 du chapitre II du titre 1er du livre V du code de la consommation et qui peuvent recevoir des commissions rogatoires dans les conditions prévues à l'article L. 511-4 du même code ; ».

VI. -Le chapitre unique du titre II du livre préliminaire de la quatrième partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa de l'article L. 4021-6 est complété par trois phrases ainsi rédigées : « Elle exerce le contrôle de ce dispositif. A cette fin, elle peut se faire communiquer toute pièce nécessaire à ce contrôle. Ce contrôle est mis en oeuvre sans préjudice du contrôle prévu à la seconde phrase de l'article L. 4021-5. » ;

항에 따른 학생단체를 제외한”으로 보완한다.

E. 「공중보건법전」 제L1453-11조 중 “에도 불구하고” 뒤에 “및 정해진 기간 동안”을 삽입한다.

F. 「공중보건법전」 제L1454-6조를 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제1문단 중 “이 장”을 “이 편의 제III장”으로 대체한다.

2° “규정된” 뒤 제1호의 끝 부분을 “「소비자법전」 제V권제I편제II장 제1절부터 제3절까지와 같은 법전 제L511-4조에서 정한 조건에 따라 증거조사에 대한 의뢰서를 받을 수 있는”으로 한다.

VI. 「공중보건법전」 제4부예비권제II편단독장을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L4021-6조제1문단을 다음의 세 문장으로 보완한다. « 보건의료인 계속교육개발제 국가관리청은 이 시스템에 대한 검사를 수행한다. 이를 위하여 보건의료인 계속교육개발제 국가관리청은 검사에 필요한 서류 일체를 전달받을 수 있다. 이 검사는 제L4021-5조제2문에서 정한 검사와는 별도로 진행한다. »

2° Après le 3° de l'article L. 4021-7, il est inséré un 3° bis ainsi rédigé :

« 3° bis L'Agence nationale du développement professionnel continu établit et met en oeuvre le plan de contrôle du dispositif ; ».

VII. -Le titre IV du livre 1er du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa des articles L. 145-6 et L. 145-7-1 est ainsi rédigé :

« Nul ne peut exercer les fonctions de président ou de président suppléant d'une section des assurances sociales d'une chambre disciplinaire de première instance s'il a atteint l'âge de soixante-dix-sept ans. » ;

2° Le deuxième alinéa de l'article L. 145-6-2 est ainsi rédigé :

« Nul ne peut exercer les fonctions de président ou de président suppléant s'il a atteint l'âge de soixante-dix-sept ans. » ;

3° Le dernier alinéa des articles L. 145-7 et L. 145-7-4 est ainsi rédigé :

« Nul ne peut exercer les fonctions de président ou de président suppléant d'une section des assurances sociales d'un conseil national s'il a atteint l'âge de soixante-dix-sept ans. » ;

4° Le deuxième alinéa des articles L. 146-

2° 제L4021-7조제3호 뒤에 다음 제3호의2를 삽입한다.

« 3°의2 보건의료인 계속교육개발제 국가관리청은 시스템에 대한 감사계획을 수립하고 실행한다. »

VII. 「사회보장법전」 제I권제IV편을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제L145-6조 및 제L145-7-1조 제2문단을 다음과 같이 작성한다.

« 77세가 되는 사람은 제1심 징계위원회의 사회보험분과위원장 또는 그 대리인의 직무를 수행할 수 없다. »

2° 제L145-6-2조제2문단을 다음과 같이 작성한다.

« 77세가 되는 사람은 위원장 또는 그 대리인의 직무를 수행할 수 없다. »

3° 제L145-7조 및 제L145-7-4조의 마지막 문단을 다음과 같이 작성한다.

« 77세가 되는 사람은 전국보건의료인협회의 사회보험분과위원장 또는 그 대리인의 직무를 수행할 수 없다. »

4° 제L146-6조 및 제L146-7조 제2문단을

6 et L. 146-7 est ainsi rédigé :

« Nul ne peut exercer les fonctions de président ou de président suppléant d'une section des assurances sociales d'une chambre disciplinaire s'il a atteint l'âge de soixante-dix-sept ans. »

VIII. -A.-L'ordonnance n° 2016-800 du 16 juin 2016 relative aux recherches impliquant la personne humaine est ratifiée.

B.-Le IV de l'article 8 de l'ordonnance n° 2016-800 du 16 juin 2016 précitée est ainsi rédigé :

« IV.-A l'exclusion des dispositions relatives aux demandes de modifications substantielles et à la vigilance dans les recherches, les recherches régulièrement autorisées ou déclarées à la date d'entrée en vigueur prévue au I se poursuivent conformément à la législation et à la réglementation qui leur étaient initialement applicables. Pour ces recherches, les demandes de modifications substantielles et les obligations en matière de vigilance et de mesures urgentes de sécurité sont soumises aux dispositions résultant de la présente ordonnance. »

IX. -Sont ratifiées :

1° L'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle

다음과 같이 작성한다.

« 77세가 되는 사람은 징계위원회의 사회보험분과위원장 또는 그 대리인의 직무를 수행할 수 없다. »

VIII. A. 인간과 연관된 연구에 관한 2016년 6월 16일 제2016-800호 법률명령을 비준한다.

B. 전술한 2016년 6월 16일 제2016-800호 법률명령 제8조제IV항을 다음과 같이 작성한다.

« IV. 실질적인 변경과 연구 시 주의사항과 관련된 규정을 제외하고 제I항에서 정한 시행일에 허가를 받았거나 신고된 정기적인 연구는 초기에 적용된 법률 및 명령에 따라 계속 진행한다. 이러한 연구의 경우 실질적인 변경 신청과 주의 및 안전 긴급조치 의무는 이 법률명령에 근거하여 작성된 규정에 따른다. »

IX. 다음 각 호의 법률명령을 비준한다.

1° 「레지옹보건청과 레지옹보건의료인연합을 새로운 레지옹 경계확정에 맞춰 조정하기 위한 2015년 12월 10일 제2015-1620호 법률명령」

délimitation des régions ;

2° L'ordonnance n° 2016-967 du 15 juillet 2016 relative à la coordination du système d'agences sanitaires nationales, à la sécurité sanitaire et aux accidents médicaux ;

3° L'ordonnance n° 2016-1686 du 8 décembre 2016 relative à l'aptitude médicale à la navigation des gens de mer et à la lutte contre l'alcoolisme en mer ;

4° L'ordonnance n° 2016-1729 du 15 décembre 2016 relative aux pharmacies à usage intérieur ;

5° L'ordonnance n° 2016-1812 du 22 décembre 2016 relative à la lutte contre le tabagisme et à son adaptation et son extension à certaines collectivités d'outre-mer ;

6° L'ordonnance n° 2017-9 du 5 janvier 2017 relative à la sécurité sanitaire ;

7° L'ordonnance n° 2017-10 du 5 janvier 2017 relative à la mise à jour de la liste des établissements figurant à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

8° L'ordonnance n° 2017-27 du 12 janvier 2017 relative à l'hébergement de données de santé à caractère personnel ;

9° L'ordonnance n° 2017-28 du 12 janvier 2017 relative à la constitution et au

2° 「국가 보건기관 시스템 간의 연계, 보건상의 안전 및 의료사고에 관한 2016년 7월 15일 제2016-967호 법률명령」

3° 「선원의 항해를 위한 의료적성 검사 및 항해 중 금주에 관한 2016년 12월 8일 제2016-1686호 법률명령」

4° 「원내약국에 관한 2016년 12월 15일 제2016-1729호 법률명령」

5° 「특정 해외영토 지방자치단체에서의 금연운동과 그 적응 및 확대에 관한 2016년 12월 22일 제2016-1812호 법률명령」

6° 「보건상의 안전에 관한 2017년 1월 5일 제2017-9호 법률명령」

7° 「보건의료직 공무원의 복무규정에 관한 1986년 1월 9일 제86-33호 법률 제2조에 제시된 시설 목록 개정에 관한 2017년 1월 5일 제2017-10호 법률명령」

8° 「개인의 보건의료데이터 호스팅에 관한 2017년 1월 12일 제2017-27호 법률명령」

9° 「보건의료협력연합의 설립 및 운영에 관한 2017년 1월 5일 제2017-9호 법률명령」

fonctionnement des groupements de coopération sanitaire ;

10° L'ordonnance n° 2017-29 du 12 janvier 2017 relative aux conditions de reconnaissance de la force probante des documents comportant des données de santé à caractère personnel créés ou reproduits sous forme numérique et de destruction des documents conservés sous une autre forme que numérique ;

11° L'ordonnance n° 2017-44 du 19 janvier 2017 relative à la mise en oeuvre du Règlement sanitaire international de 2005 ;

12° L'ordonnance n° 2017-45 du 19 janvier 2017 relative aux conditions d'accès aux données couvertes par le secret médical ou le secret industriel et commercial pour le compte de l'Autorité de sûreté nucléaire et de l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire et à la mutualisation de certaines fonctions d'agences sanitaires nationales ;

13° L'ordonnance n° 2017-46 du 19 janvier 2017 relative à la prise en charge de la rémunération des personnels des établissements de santé mis à disposition des inspections générales interministérielles et abrogeant les dispositions relatives aux conseillers généraux des établissements de santé ;

14° L'ordonnance n° 2017-47 du 19 janvier 2017 précisant la procédure de fusion des établissements publics de santé et modifiant

령」

10° 「디지털 형태로 생성 또는 재생산된 개인의 보건의료데이터를 포함하는 문서의 증거능력 인정조건과 디지털 이외의 형태로 보존된 문서의 파기조건에 관한 2017년 1월 12일 제2017-29호 법률명령」

11° 「2005년 국제보건규칙의 시행에 관한 2017년 1월 19일 제2017-44호 법률명령」

12° 「원자력안전위원회 및 원자력안전방사선방호연구소와 관련하여 의료기밀 또는 산업기밀로 보호되는 데이터에 대한 접근조건과 국가 보건기관의 특정 직무 간 상호협력에 관한 2017년 1월 19일 제2017-45호 법률명령」

13° 「부처간감독국에 파견된 의료시설 직원에 대한 보수 지급과 관련되고 의료시설 감독관에 관한 규정을 폐지하는 2017년 1월 19일 제2017-46호 법률명령」

14° 「공공의료시설의 합병절차를 명확히 하고 공중보건법전을 개정하는 2017년 1월 19일 제2017-47호 법률명령」

le code de la santé publique ;

15° L'ordonnance n° 2017-51 du 19 janvier 2017 portant harmonisation des dispositions législatives relatives aux vigilances sanitaires ;

16° L'ordonnance n° 2017-496 du 6 avril 2017 portant extension des dispositions de l'article 45 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ;

17° L'ordonnance n° 2017-734 du 4 mai 2017 portant modification des dispositions relatives aux organismes mutualistes ;

18° L'ordonnance n° 2017-1092 du 8 juin 2017 relative aux composantes de la rémunération du pharmacien d'officine /

19° L'ordonnance n° 2017-1177 du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation des compléments de l'allocation aux adultes handicapés à Mayotte ;

20° L'ordonnance n° 2017-1178 du 19 juillet 2017 relative à l'adaptation du code de la santé publique à Mayotte ;

21° L'ordonnance n° 2018-3 du 3 janvier 2018 relative à l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie ;

22° L'ordonnance n° 2018-4 du 3 janvier

15° 「보건 감시체계 관련 법률의 규정 간 조화에 관한 2017년 1월 19일 제2017-51호 법률명령」

16° 「왈리스 퓌티나, 누벨칼레도니 및 프랑스령 폴리네시아에 보건의료시스템의 현대화에 관한 2016년 1월 26일 제2016-41호 법률 제45조의 규정 확대에 관한 2017년 4월 6일 제2017-496호 법률명령」

17° 「상호협력기관과 관련된 규정의 개정을 포함하는 2017년 5월 4일 제2017-734호 법률명령」

18° 「약국 약사의 보수 구성요소에 관한 2017년 6월 8일 제2017-1092호 법률명령」

19° 「마요트에 대한 보충성인장애수당의 확대 및 적응에 관한 2017년 7월 19일 제2017-1177호 법률명령」

20° 「마요트에 대한 공중보건법전의 수정 적용에 관한 2017년 7월 19일 제2017-1178호 법률명령」

21° 「약국의 설립·이전·통합·양도 조건의 적응에 관한 2018년 1월 3일 제2018-3호 법률명령」

22° 「진료 활동 및 대형 의료기기 허가제

2018 relative à la simplification et à la modernisation des régimes d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds ;

23° L'ordonnance n° 2018-17 du 12 janvier 2018 relative aux conditions de création et de fonctionnement des centres de santé ;

24° L'ordonnance n° 2018-21 du 17 janvier 2018 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

25° L'ordonnance n° 2018-22 du 17 janvier 2018 relative au contrôle de la mise en oeuvre des dispositions du code de l'action sociale et des familles et de l'article L. 412-2 du code du tourisme et aux suites de ce contrôle ;

26° L'ordonnance n° 2016-623 du 19 mai 2016 portant transposition de la directive 2014/40/ UE sur la fabrication, la présentation et la vente des produits du tabac et des produits connexes ;

27° L'ordonnance n° 2016-1406 du 20 octobre 2016 portant adaptation et simplification de la législation relative à l'Établissement français du sang et aux activités liées à la transfusion sanguine ;

28° L'ordonnance n° 2017-30 du 12 janvier 2017 relative à l'égal accès des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et des conseils de

dois 간소화·현대화에 관한 2018년 1월 3일 제2018-4호 법률명령」

23° 「보건소의 설립 및 운영 조건에 관한 2018년 1월 12일 제2018-17호 법률명령」

24° 「보건의료시스템의 현대화에 관한 2016년 1월 26일 제2016-41호 법률의 규정과 관련하여 법조문의 일관성을 유지하기 위한 2018년 1월 17일 제2018-21호 법률명령」

25° 「사회복지가족법전의 규정 및 관광법전 제L412-2조의 실행에 대한 관리·감독과 이러한 관리·감독 방식에 관한 2018년 1월 17일 제2018-22호 법률명령」

26° 「담배제품 및 관련 제품의 제조·수입·판매에 관한 유럽연합 지침 제2014/40/EU 호의 국내법 통합을 포함하는 2016년 5월 19일 제2016-623호 법률명령」

27° 「프랑스혈액관리본부 및 수혈에 관한 법률의 규정 수정적용 및 간소화를 포함하는 2016년 10월 20일 제2016-1406호 법률명령」

28° 「공중보건법전 제L1142-22조·제L1222-1조·제L1413-1조·제L1418-1조·제L1431-1조·제L5311-1조에 따른 시설 및 기관의 이사회와 감독기구에 여성과 남성의

surveillance des établissements et organismes mentionnés aux articles L. 1142-22, L. 1222-1, L. 1413-1, L. 1418-1, L. 1431-1 et L. 5311-1 du code de la santé publique.

Article 78

Le I de l'article L. 1453-1 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Après le 7°, il est inséré un 7° bis ainsi rédigé :

« 7° bis Les personnes qui, dans les médias ou sur les réseaux sociaux, présentent un ou plusieurs produits de santé, de manière à influencer le public ; »

2° Le 9° est ainsi rédigé :

« 9° Les personnes morales assurant ou participant à la formation initiale ou continue ou au développement professionnel continu des professionnels de santé mentionnés au 1° du présent I. »

Article 79

I. -L'article L. 4123-13 du code de la santé publique est complété par les mots : « , sous la présidence conjointe de leurs présidents respectifs ».

II. -A la fin de l'article L. 4123-14 du code de la santé publique, les mots : « du président du conseil départemental de l'ordre des médecins » sont remplacés par les mots : « conjointe de leurs présidents

동등한 접근에 관한 2017년 1월 12일 제 2017-30호 법률명령」

제78조

「공중보건법전」 제L1453-1조제I항을 다음 각 호와 같이 개정한다.

1° 제7호 뒤에 다음 제7호의2를 삽입한다.

« 7°의2 하나 이상의 의료제품을 미디어나 소셜네트워크에 소개하는 대중에게 영향력이 큰 사람 »

2° 제9호를 다음과 같이 작성한다.

« 9° 초기교육 또는 계속교육이나 이 제I항 제1호에 따른 보건의료인 계속교육개발제를 담당하거나 이 제도에 참여하는 법인 »

제79조

I. 「공중보건법전」 제L4123-13조는 ", 각 협회의 회장으로 구성된 공동회장단의 주재 아래"로 보완한다.

II. 「공중보건법전」 제L4123-14조 끝 부분 중 “데파르트망의사회 회장의”를 "각 협회의 회장으로 구성된 공동회장단"으로 대체한다.

respectifs ».

Article 80

Dans un délai de douze mois suivant la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les perspectives de créer aux Antilles une faculté de médecine de plein exercice, ouverte sur l'international et susceptible de faire rayonner la médecine française sur l'arc caribéen.

Article 81

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'accès effectif à l'interruption volontaire de grossesse et sur les difficultés d'accès rencontrées dans les territoires, y compris celles liées aux refus de pratiquer une interruption volontaire de grossesse par certains praticiens.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 24 juillet 2019.

Emmanuel Macron

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Edouard Philippe

La garde des sceaux, ministre de la justice,

제80조

이 법률을 공포한 후 12개월 이내에, 정부는 국제사회에 개방하고 카리브해 지역으로 프랑스 의료기술을 전파할 수 있는 안틸레스 의과대학 설립 전망에 관한 보고서를 의회에 제출한다.

제81조

이 법률을 공포한 날부터 6개월 이내에, 정부는 자발적 임신중절 접근성에 관한 실태와 일부 의사들의 자발적 임신중절수술 거부를 비롯하여 이러한 의료행위 접근성과 관련하여 지역들이 겪고 있는 어려움을 기록한 보고서를 제출한다.

이 법은 국법으로 시행한다.

파리, 2019년 7월 24일

프랑스 대통령

에마뉘엘 마크롱(Emmanuel Macron)

총리

에두아르 필립(Edouard Philippe)

법무부장관

Nicole Belloubet	니콜 벨루베(Nicole Belloubet)
La ministre des armées,	국방부장관
Florence Parly	플로랑스 파를리(Florence Parly)
La ministre des solidarités et de la santé,	사회연대·보건부장관
Agnès Buzyn	아네스 뷔쟁(Agnès Buzyn)
Le ministre de l'action et des comptes publics,	공공행동·회계부장관
Gérald Darmanin	제랄드 다르마냉(Gérald Darmanin)
La ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,	고등교육연구혁신부장관
Frédérique Vidal	프레데리크 비달(Frédérique Vidal)
La ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales,	국토·지방자치단체관계통합부장관
Jacqueline Gourault	자클린 구로(Jacqueline Gourault)
La ministre des outre-mer,	해외영토부장관
Annick Girardin	아닉 지라르댕(Annick Girardin)
(1) Travaux préparatoires : loi n° 2019-774.	(1) 법률 제2019-774호 준비작업:
Assemblée nationale :	하원:
Projet de loi n° 1681 ;	정부제출 법률안 제1681호
Rapport de Mme Stéphanie Rist et M. Thomas Mesnier, au nom de la commission des affaires sociales, n° 1767 ;	사회위원회 소속 위원 스테파니 리스트(Stéphanie Rist)와 토마 메스니에(Thomas Mesnier)의 보고서 제1767호
Avis de M. Gaël Le Bohec, au nom de la	문화위원회 소속 위원 가엘 르 보엑(Gaël

commission des affaires culturelles, n° 1762 ;

Discussion les 18, 19, 20, 21 et 22 mars 2019 et adoption, après engagement de la procédure accélérée, le 26 mars 2019 (TA n° 245).

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 404 (2018-2019) ;

Rapport de M. Alain Milon, au nom de la commission des affaires sociales, n° 524 (2018-2019) ;

Avis de M. Jean-François Longeot, au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, n° 515 (2018-2019) ;

Avis de M. Laurent Lafon, au nom de la commission de la culture, n° 516 (2018-2019) ;

Texte de la commission n° 525 (2018-2019) ;

Discussion les 3, 4, 5, 6, 7 et 11 juin 2019 et adoption le 11 juin 2019 (TA n° 109, 2018-2019).

Assemblée nationale :

Projet de loi, modifié par le Sénat, n° 2034 ;

Rapport de M. Thomas Mesnier, au nom de la commission mixte paritaire, n° 2064 ;

Le Bohec)의 의견서 제1762호

2019년 3월 18일·19일·20일·21일·22일에 심의하고 신속처리안건으로 지정 후 2019년 3월 26일에 가결됨(채택 법률안: 제245호)

상원:

하원에서 가결된 정부제출 법률안 제404호 (2018-2019)

사회위원회 소속 위원 알랭 밀롱(Alain Milon)의 보고서 제524호(2018-2019)

국토개발·지속가능개발위원회 소속 위원 장-프랑수아 롱조(Jean-François Longeot)의 의견서 제515호(2018-2019)

문화위원회 소속 위원 로랑 라퐁(Laurent Lafon)의 의견서 제516호(2018-2019)

위원회의 법률안 원문 제525호(2018-2019)

2019년 6월 3일·4일·5일·6일·7일·11일에 심의하고 2019년 6월 11일에 가결됨(채택 법률안: 제109호, 2018-2019)

하원:

상원에서 수정된 정부제출 법률안 제2034호

양원합동위원회 소속 위원 토마 메스니에의 보고서 제2064호

Discussion et adoption le 10 juillet 2019
(TA n° 315).

Sénat :

Rapport de M. Alain Milon, au nom de la
commission mixte paritaire, n° 586 (2018–
2019) ;

Texte de la commission n° 587 (2018–
2019) ;

Discussion et adoption le 16 juillet 2019
(TA n° 134, 2018–2019).

2019년 7월 10일에 심의하고 가결됨(채택
된 법률안: 제315호)

상원:

양원합동위원회 소속 위원 알랭 밀롱의 보고
서 제586호(2018–2019)

위원회의 법률안 원문 제587호(2018–
2019)

2019년 7월 16일에 심의하고 가결됨(채택
법률안: 제134호, 2018–2019)